

M. Marcos assiégé

Sombre et sanglante commémoration ! A quelques jours du vingtième anniversaire de la prise du pouvoir par le président Marcos, en novembre 1965, les Philippines sont au plus mal. Le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans l'impasse politique, dans la crise économique et dans la guerre civile. Une impression de déjà vu.

Comme en beaucoup d'autres endroits, on est passé de la démocratie à la dictature, et de celle-ci à la lutte armée animée par les communistes. Aujourd'hui, les Philippines, forteresse du monde occidental, risquent de tomber avec fracas dans l'autre camp.

Vingt ans après une expérience visant à transformer ce pays en une vitrine exemplaire du développement et de la démocratie en Asie - « a fortiori » après la victoire des communistes indochinois en 1975 - les Philippines sont, à bien des égards, un guépier pour les Etats-Unis, dont les intérêts sont grands et qui ont trop tardé à prendre leurs distances à l'égard d'un régime impopulaire. Après tant d'années d'efforts et tant de milliards de dollars dépensés, comment ne pas évoquer, ainsi que le font avec insistance, ces temps-ci, hommes politiques et journalistes américains, le spectre du Vietnam, du Nicaragua ou de l'Iran ? Même si les différences sont nombreuses, les causes et les conséquences de la politique obstinée suivie jusqu'à présent sont les plus souvent identiques. Et toutes sont aussi désastreuses pour les Etats-Unis.

Très malade, semble-t-il, assiégé dans son palais de Manila par d'incessantes manifestations, le président Marcos, despote habile, règne encore avec le soutien de l'armée et des grands barons d'affaires qui contrôlent, grâce à lui, des pans entiers de l'économie, et avec celui, jusqu'ici sans faille, de Washington.

Mais M. Marcos règne sur un archipel, naturellement divisé, où la corruption, le sous-développement, la gabegie administrative et la militarisation des campagnes, avec son cortège d'arbitraire et de crimes, sont devenus endémiques. C'est de tout cela, répression politique, injustice sociale, passivité de la justice, pouvoir exorbitant donné aux forces armées par près de dix ans de loi martiale (1972-1981), que se nourrit la NPA, le bras armé du Parti communiste philippin. Sur cette analyse, tout le monde s'accorde désormais, y compris les Américains. La progression des communistes, le soutien populaire croissant dont ils disposent au sein d'une population essentiellement catholique excluent que ce régime puisse redresser une situation définitivement compromise par l'assassinat, en août 1983, du chef de l'opposition libérale, le sénateur Aquino.

Le dilemme des Etats-Unis est à la mesure de leur engagement et de leurs intérêts. Outre la sympathie que M. Reagan porte à M. Marcos, anticommuniste bon teint, les Etats-Unis possèdent dans l'archipel les deux plus grandes bases aéronavales situées hors de leur territoire. Leur perte, dans une zone où les Soviétiques progressent, serait une catastrophe.

A Washington, où tous les voyants rouges sont aujourd'hui allumés, la question se pose pour la première fois de savoir s'il faut lâcher M. Marcos et, le cas échéant, comment. Mais M. Marcos, que les Etats-Unis ont habité à la carotte plutôt qu'au bâton, résiste. Ce ne sont sans doute pas les communistes qui s'en plaindront.

Accord sur l'assurance-chômage

- Réduction de l'allocation de base
- Allongement de la durée de certaines prestations

Le CNPF, la CGPME, la CGC et FO ont signé, le 29 octobre au matin, un protocole d'accord sur une nouvelle convention d'assurance-chômage, sous réserve de l'aval du gouvernement pour un réajustement de la dette du régime. Ce protocole prévoit une augmentation des cotisations, une réduction de l'allocation de base et l'allongement de la durée de versement de certaines prestations.

La CGT, hostile à cet accord, a refusé de signer. La CFDT se prononcera la semaine prochaine, mais selon toute vraisemblance elle l'approuvera.

Décidément, ces partenaires sociaux que l'on dit si mal en point, incapables de s'entendre au niveau interprofessionnel, savent encore surprendre. Cinq jours après la journée d'action de la CGT et de moins de cinq mois avant les élections législatives, ils viennent de conclure leur premier grand accord national depuis l'échec en décembre 1984 des négociations sur la flexibilité de l'emploi, transformant l'essai déjà réussi sur l'assurance-chômage en juillet dernier.

Par cette « victoire de la politique contractuelle, chère, péniblement acquise », selon la formule de M. Yvon Chotard, ce « compromis équilibré », pour reprendre l'expression de M. Deleu (CFTC), les partenaires sociaux sauvent l'UNEDIC, qui risquait d'être en état de cessation de paiement au 1^{er} novembre et pour laquelle il fallait trouver 12,5 mil-

liards, la préservent d'une mise sous tutelle de l'Etat et assainissent sa trésorerie.

Mais, au-delà de ce réalisme paritaire ou de ce comportement de gestionnaires responsables, pour lesquels un son est un son, l'accord du 29 octobre est chargé de toute une symbolique. La veille de sa conclusion, M. Edmond Maire n'avait pas craint de jouer le mouton noir dans le « troupeau » syndical en jugeant qu'une réduction de l'action syndicale à la grève, quelques jours après l'échec de la CGT, était une vision bien archaïque de l'action syndicale.

Le syndicalisme a aussi pour rôle de contracter, de faire évoluer les comportements par la négociation, d'intervenir dans la gestion. L'entente réalisée sur l'UNEDIC est une illustration qui tombe à point pour cette stratégie

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite et nos informations page 25.)

Demain, la ségrégation ?

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Le problème des immigrés est plus que jamais à l'ordre du jour, comme l'a montré le débat télévisé entre MM. Chirac et Fabius. Ce débat intervenait quelques jours seulement après la publicité fracassante donnée par le RPR à diverses « mesures-clés pour nos libertés » (1). Or parmi elles : les aides familiales à vocation démographique - en clair, les prestations familiales les plus courantes - seront réservées aux nationaux. Ainsi, abandonnant la mesure et la prudence dont il faisait preuve face aux problèmes de l'immigration, le RPR s'alligne brusquement sur les positions les plus extrêmes, et s'engage de façon solennelle à réaliser cette promesse électorale : « Il faut le faire, nous le ferons ».

Refuser toutes prestations aux enfants étrangers, l'idée n'est pas nouvelle : le Front national ou le Clnb 89, proche de Jacques Chirac (2) avaient déjà prôné une telle exclusion. Mais l'affaire prend un tout autre tour quand une grande formation politique et l'un des principaux « présidentiables » reprennent ce projet à leur compte et en font l'un des enjeux

essentiels des prochaines élections.

D'abord, on accreditait une conviction, déjà bien suffisamment répandue : les immigrés ne sont là que pour puiser dans les fonds de notre Sécurité sociale, thème cher à Jean-Marie Le Pen et au Club 89. Or la question, très classique, de savoir si, sur ce plan, les étrangers prêtent plus qu'ils n'apportent, est en réalité d'une grande complexité, récemment accrue par certains interdits de la commission nationale Informatique et Libertés.

Les « 108 milliards » avancés par M. Le Pen relèvent de l'effabulation délirante : quant au Club 89, il entend démontrer que les immigrés mettent à sac la Sécurité sociale « à partir de quelques données ponctuelles », mais on reste attiré par la façon dont est conduite une opération de pure désinformation : chiffres carrément faux ou présentés d'une façon si tendancieuse qu'elle devient déshonorante.

D'autre part, et surtout, le simple fait de s'engager solennellement à ne pas verser de prestations familiales aux enfants de nationalité étrangère, banalisant le principe d'une discrimination entre les enfants vivant ensemble sur notre sol, va à la rencontre des

sentiments les plus troubles - je veux dire les plus bas - d'une fraction de la population ; elle décalapabilise ces sentiments, elle les justifie, elle les attise.

Sur le fond, la mesure de ségrégation, puisqu'il faut bien l'appeler par son nom, préconisée par le Front national et le RPR appelle quelques brèves observations, au plan moral, pénal, juridique, démographique.

D'un point de vue éthique, à chacun, bien évidemment, de réagir selon ses impératifs. Il faut cependant souligner certains points. En les excluant du bénéfice des prestations familiales, on entend faire décamper nombre de familles étrangères.

Le Club 89 suggère même que soit supprimée la carte unique de résident, instituée en 1984, sans respect des droits acquis par leurs actuels bénéficiaires : curieuse façon de respecter les engagements de la France, surtout lorsque l'on sait que ces dispositions ont été adoptées à l'unanimité à l'Assemblée nationale !

(Lire la suite page 25.)

(1) Voir la page publicitaire publiée par le Monde du 6-7 octobre.
(2) Une stratégie de gouvernement, éditions L'Albatros, 1985.

La femme de Sakharov serait autorisée à quitter l'URSS

Le journaliste soviétique Victor Louis a confirmé l'information selon laquelle Elena Bonner pourrait se rendre en Occident pour se faire soigner.

PAGE 28

La rencontre entre le roi Hussein et M. Arafat

Le souverain jordanien et le chef de l'OLP ont eu une longue explication afin d'éviter la rupture.

PAGE 3

Elections générales au Guatemala

Le scrutin du 3 novembre est censé parachever le « processus de démocratisation », mais l'armée, qui poursuit énergiquement son action contre la guérilla, demeure une force politique importante.

PAGE 5

Procès des « époux Turenge » : plaider coupable ou non coupable

Les avocats des deux officiers français incarcérés en Nouvelle-Zélande hésitent entre les deux tactiques.

PAGE 4

Les évêques français : maintenir le cap du concile

Pour l'épiscopat, qui a tenu son assemblée générale à Lourdes, le prochain synode devrait réaffirmer les grandes orientations de l'Eglise fixées il y a vingt ans.

PAGE 23

En plein Xérès

Les digressions de Bernard Frank

PAGE 12

Le Monde

SCIENCES

Les six travaux d'Hermès

Les chercheurs européens devront surmonter six difficultés techniques avant de fabriquer l'avion spatial.

Lire page 9 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

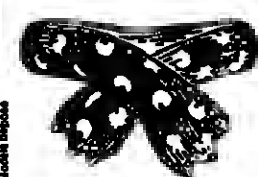
La foire aux « puces » à La Villette

Page 10

Débats : administration (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7-8) • Culture (12) • Communication (14) • Société (23-24) • Economie (25 à 27)

Programmes des spectacles (13-14) • Radio-télévision (14) • Echos (28) • Informations services : « Journal officiel », Météorologie, Mots croisés (24) • Carnet (8) • Annonces classées (16 à 22)

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « papillon » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

6, rue Royale, Paris, Tél. 42.40.30.45 - Le Caire, 74, Champs-Élysées - Hôtel Moncler, Paris.
Aéroport d'Orly - 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Lemaire, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

La saga des Gandhi

Un an après la mort d'Indira, un cousin de Rajiv, Arun Kumar Nehru, est devenu le « numéro deux » du régime

De notre correspondant

New-Delhi. - Et s'il arrivait quelque chose à M. Rajiv Gandhi ? Au moment où elle s'apprête à célébrer en grande pompe le premier anniversaire de la mort d'Indira Gandhi, le 31 octobre, l'Inde s'interroge. Les trente-cinq mille policiers convoqués à New-Delhi pour la grande cérémonie de jeudi, les complots d'assassins sikhs déjoués quelques heures avant les récentes visites du premier ministre à New-York puis à Londres, les terroristes enturbannés qui n'ont pas tous enterré la hache de guerre au Pendjab, les mesures de sécurité sans précédent qui entourent tous les mouvements de M. Rajiv Gandhi, sont là pour rappeler quotidiennement

à tous que le danger est bien réel. Depuis quelques semaines, conscience qu'en cas de malheur le pays se tournerait encore une fois vers la dynastie des Nehru-Gandhi, l'élite politique-médiatique de la capitale propose un nom.

Enfant unique, Indira Gandhi avait succédé à son père, le pandit Nehru, en 1966. A sa mort, des mains de ses gardes du corps sikhs, c'est le fils aîné de la grande dame qui dut reprendre le flambeau dynastique, son frère cadet Sanjay étant mort en 1980. Aujourd'hui, il n'y a plus de successeur en ligne directe. Apparemment, M^{me} Sonia Gandhi, épouse du premier ministre, ne veut pas entendre parler de politique. Elle est, de toute façon, d'ori-

gine italienne, ce qui poserait des problèmes, et ses deux enfants ont moins de seize ans. Quant aux membres associés de l'illustre famille - oncles, cousins, neveux - ils sont tous trop âgés, trop jeunes ou étrangers à la scène politique. Un seul nom sort du lot, celui de M. Arun Kumar Nehru, âgé de quarante-quatre ans, cent quatre kilos d'ambitions et de certitudes.

Motilal Nehru, grand-père d'Indira Gandhi et véritable fondateur de la dynastie, avait un frère : Nandlal Nehru. M. Arun Kumar est son arrière-petit-fils, pur brahmane et marié, de surcroît, à une cousine éloignée d'Indira Gandhi. La famille, en Inde, n'est pas un vain mot.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 6.)

débats

ADMINISTRATION

Un prochain conseil des ministres doit adopter une réforme du Conseil d'Etat. Elle ne satisfait pas Alain de La Bretesche et Corinne Lepage, qui souhaitent un large débat sur une refonte d'envergure. Michel Balluteau demande de son côté que la sérénité revienne dans la fonction publique après quatre années difficiles.

La vraie réforme du Conseil d'Etat

L'institution devra mieux combattre pour la défense des libertés individuelles

par ALAIN DE LA BRETESCHE et CORINNE LEPAGE (*)

Le monde politique pressent que le Conseil d'Etat sera demain l'arbitre de la cohabitation. En effet, ce n'est pas le Conseil constitutionnel mais le juge administratif qui, saisi par un simple citoyen, dira si le président pouvait seul nommer le directeur de la sécurité nationale ou si le premier ministre pouvait prendre telle décision au conseil de cabinet à Matignon. C'est encore le juge administratif qui définira les contours des pouvoirs du chef des armées par rapport à ceux du chef du pouvoir réglementaire.

Nul ne contestera l'absolue nécessité d'une réforme de la juridiction administrative dans son ensemble afin de permettre à cette grande institution de redevenir l'ardent défenseur des libertés individuelles et de s'adapter aux nouveaux rapports du pouvoir administratif avec les particuliers. Il faut donc ouvrir un large débat où des problèmes majeurs seraient soulevés :

— Pourquoi notre plus haute juridiction administrative refuse-t-elle obstinément ce qu'admettent toutes les autres en Europe : faire prévaloir le droit communautaire sur le droit interne ?

— Pourquoi le Conseil d'Etat reste-t-il en deçà du mouvement désormais puissant déclenché par la Cour européenne des droits de l'homme pour l'application de ce que

tous les Européens appellent un procès équitable ?

— Pourquoi la différence entre les juges de premier degré que sont les tribunaux administratifs issus de la même ENA et le Conseil d'Etat reste-t-elle curieusement une différence de nature et non de degré comme dans la juridiction judiciaire ?

— Que reste-t-il de la belle notion d'excès de pouvoir lorsqu'il n'est constaté que six, sept ou même huit années après que le mal a été accompli ? Le Cour européen des droits de l'homme ne va-t-elle pas jusqu'à juger, dans ce cas, l'existence d'un déni de justice ?

— Pourquoi est-il si difficile d'obtenir sans révolution que quelques décisions administratives individuelles ne soient pas appliquées tant que la jurisprudence n'a pas statué sur le recours que lui a présenté l'administré ?

Il est à craindre que l'occasion d'une véritable réforme soit encore manquée, si l'on s'en tient au projet de gouvernement. Il ne s'agit que d'une réforme interne, seulement destinée à régler des problèmes d'effectifs par l'adjonction de nombreux fonctionnaires de l'administration active et spécialement fiscale.

(*) Respectivement président et vice-président de l'Association des jeunes avocats pour le droit administratif et fiscal.

Apaisement pour la fonction publique !

Pour un nouveau statut des personnels, dont la promotion sera liée aux vrais mérites.

par MICHEL BALLUTEAU (*)

LES problèmes de notre fonction publique, conséquence des graves erreurs de perspective politique ou de gestion des personnels commises par les gouvernements communistes et socialistes, touchent l'ensemble, et pas seulement les hauts fonctionnaires, même si l'attention est le plus souvent portée sur eux seuls.

A ceux qui évoquent l'abandon depuis 1981 des principes d'égalité et de neutralité qui fondent la conception républicaine de la fonction publique, nous répondons que l'apaisement et la sérénité devraient succéder à quatre années de désorganisation, de dégradation de la situation des personnels, de politisation de la fonction administrative et de la gestion des fonctionnaires.

Ainsi, par exemple, les préfets, ambassadeurs et directeurs d'administration savent bien que le gouvernement peut à tout moment leur demander de quitter leur poste. Il est impensable d'imaginer un président de la République, s'il choisit de se maintenir, refusant de signer les décrets de nomination ou d'affectation des fonctionnaires à la discrétion du gouvernement. Aucun article juridique n'empêcherait d'assimiler ce refus à un casus belli à l'encontre de ce dernier.

Par ailleurs, et s'il s'agit de recrutement, une simple lecture de l'article 12 du statut général du juillet 1983 conduira le futur gouvernement à constater que les nominations « pour ordre » sont nulles et de

d'Etat, du premier président de la Cour des comptes, etc. — jugera de la manière de servir des agents ainsi nommés et en fera rapport au gouvernement, avant éventuelle titularisation.

N'existe-t-il pas un risque avec la création — dont le secret vient d'être percé — d'une inspection générale de l'action extérieure ? Composée de quarante-huit emplois, dont vingt-sept d'inspecteurs généraux, ce nouveau corps se substituerait à l'actuelle inspection des affaires étrangères, forte de neuf emplois. Multiplier par cinq et plus les effectifs d'un service est déjà curieux. On comprend mieux l'objet réel de cette affaire si l'on sait que la loi du 11 janvier 1984, dans son article 22, abolit le concours de recrutement pour la « constitution initiale d'un corps », ce qui est le cas. Ainsi, le ministère des relations extérieures, déjà fortement touché par la politisation de la gestion des personnels, pourrait offrir une vingtaine d'emplois de haut niveau, par exemple à des députés ou à d'anciens socialistes soucieux de leur situation après mars 1986.

Le gouvernement prétendrait sans doute avoir des intentions pures. Il la prouverait en renonçant à cette création, ou, à tout le moins, en incluant dans le statut du nouveau corps une procédure probatoire de deux années, au terme de laquelle une commission indépendante — constituée notamment du vice-président du Conseil

(*) Délégué national du RPR chargé de la fonction publique.

COURRIER DES LECTEURS

Exécution et assassinat

J'ai remarqué trois titres récents du Monde : « L'exécution de trois Israéliens à Larnaca serait l'œuvre d'une unité spéciale de l'Olp » (27 septembre 1985) ; « Le Djihad islamique confirme l'exécution du diplomate américain William Buckley » (13-14 octobre 1985) ; « Des détails sur l'exécution de Léon Klinghoffer » (20-21 octobre 1985). Ces titres m'inquiètent et m'indignent. Le mot *exécution*, en effet, ne s'applique pas à n'importe quel meurtre, mais signifie : mise à mort d'un condamné. On comprend pourquoi les assassins d'otages parlent d'exécuter leurs victimes (comme le fait le communiqué du Djihad cité dans le second article). Mais reprendre leur vocabulaire, c'est assimiler l'assassinat d'un otage à l'exécution d'un assassin ; cela tend à légitimer un acte infâme. Le Monde s'honorerait, je crois, en revenant à un usage du mot *exécution* sémantiquement plus correct et éthiquement plus juste.

FRANÇOIS LURCAT (Montreuil).

Une régression sociale

Dans un récent courrier, avec une série de feuilles de maladie non réglées, l'agent 1115 (?) de la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne me notifie : « La procédure d'avance des frais ne figure plus au nouvel article 4 de la Convention nationale des praticiens. Veuillez revoir avec l'assuré. Merci ».

Renseignements pris, il est créé un « titre médecin », applicable uniquement aux électroradiologistes, et encore pour certains actes seulement. Rien, plus rien, pour les consultations oecupychiatriques — actes éminemment humains, forcément répétés, dans les cas importants sur des mois et des mois, mais

ce qui évite à plus de 75 % l'hospitalisation « spécialisée », — euphémisme pudique et administratif pour hospitalisation psychiatrique, — ce qui évite aussi bien souvent des arrêts de travail et des désocialisations.

En plus d'un contresens économique, il s'agit là, mine de rien (qui en parle, même chez les représentants des professions sanitaires ou chez les syndicats ouvriers ?) d'une régression sociale formidable. Cette *avance de frais* permettait en effet à des gens démunis, des cas sociaux, des cas médicaux sévères, de se faire soigner par le médecin de leur choix, dans leur ville, sans avancer l'argent des consultations. Le praticien conventionné se faisait régler directement par les caisses : cas pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, donc cas importants.

En bien, c'est fini, depuis le 5 juillet 1985, date d'application de la nouvelle convention ! Voyez le penseur ou mieux, l'hôpital, qui coûte automatiquement dix fois plus cher que tout soin ambulatoire. (...)

Attention ! il est clair que l'avance des frais ne doit pas être généralisée et que, la plupart du temps, les gens doivent faire cette avance eux-mêmes... sauf précisément dans les cas dont je parle et pour lesquels j'écris ces lignes. Dans la France de 1985, est-ce devenu un luxe insupportable ou une idéologie à baser que de soigner, en psychiatrie, notamment, les cas dits sociaux ?

Dr ALBERT GABRIELLEFF, neuropsychiatre conventionné (Orly).

Déclin d'eil

La psychanalyse est, paraît-il, à l'heure de son déclin. On nous l'annonce, une fois de plus, sur quelques pages (Le Monde du 25 octobre) — avec force publicité de nouveaux livres, d'« oeuvres » rééditées ou enfin traduites, et même d'un cours au Collège international de philosophie. Ce florilège ne serait-il qu'un « florilège » sans fruits ? Le phénoménologue Michel Henry nous avertit en tout cas, sous la plume de Roland Jaccard : « L'heure de fermeture a sonné dans les jardins de la psychanalyse ». On savait bien qu'à exporter les concepts, ils résistent, se décomposent, et plus sûrement que les bottes.

Que Freud me pardonne ce rapprochement, mais cela fait penser à Henri Michel et à l'équipe de France qu'il entraîne. Les spécialistes sportifs, qui ignorent pas la psychologie des profondeurs, ont fait judicieusement remarquer qu'à l'extérieur notre football, si séduisant au Parc des Princes, se subor-

dit aussi. Mille millions de sabords !

MICHEL MATHIEU (Paris).

Les erreurs d'Alain Savary

Sous la plume de M. René Rémond, le Monde du 3 octobre a rendu compte du livre par lequel Alain Savary tente de justifier sa politique de concessions à l'enseignement privé. (...)

Non, Savary ne doit pas s'étonner de son échec, car il a commis des erreurs impardonnables :

- 1) De porter sur la place publique un débat particulièrement délicat qui exigeait d'être abordé avec les plus grandes précautions ;
- 2) De traiter avec des sous-fifres comme le chanoine Guiberteau, qui sera peut-être pape un jour, mais ce jour-là n'est pas encore venu ;
- 3) De ne pas profiter de la présence à Rome d'un pape qui a de la personnalité et qui est sympathique

à bien d'autres qu'aux seuls catholiques ?

4) De dissocier le problème scolaire de tout le contenu qui oppose le Vatican et la France : congrégations enseignantes (problème évidemment lié à celui qui nous occupe), armées militaires (qui ont fait l'objet d'un décret occulte non publié au Journal officiel et portant un faux numéro 1), politique de Rome dans ce qui reste de la France d'outre-mer. En limitant la discussion à l'enseignement privé (confessionnel à 90 %) à propos duquel l'Eglise était seule demanderesse, on mettait la France en position de faiblesse, alors qu'il était possible et désirable de conclure un accord plus large et plus équilibré qui aurait assaini l'ensemble de nos rapports avec Rome.

Or un tel accord avait été presque acquis sous le gouvernement Guy Mollet, qui avait envoyé un émissaire secret à Rome pour lui donner sa parole définitive. (...)

MAURICE DIEUDONNE, ancien président du groupe parlementaire socialiste.

DROITS

REVUE FRANÇAISE DE THÉORIE JURIDIQUE dirigée par Jean Combacau et Stéphane Rials.

DEUX FOIS PAR AN, UN GRAND THÈME ET DES CHRONIQUES POUR CEUX QUI VEULENT PENSER LE DROIT.

N°2: LES DROITS DE L'HOMME

Déjà paru : N°1: Des droits de propriété.

A paraître : N°3: La coutume (mars 1986). N°4: Crises dans le droit (octobre 1986). N°5: Fin de la faute (mars 1987). N°6: La représentation (octobre 1987).

Abonnements chez votre libraire (2 numéros par an, France : 180 FF - Etranger : 220 FF) ou aux PUF Service des Recueils, 12 rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris. Tél. : 43.26.22.16

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-46-72-23
Tél. : 42-46-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wauts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-1207

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 206 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 444 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : donner l'ancien et le nouveau domicile, joindre la dernière bande d'envoi à tout changement.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux et publications d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 2,4 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 225 F CFA ; Suisse, 4 fr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

LE SEXE ET L'ÉCONOMIE

de Philippe Simonnot

Phantasmes et réalités

Philippe Simonnot n'a pas envie d'égarer spé-

ciellement, comme son titre pourrait le faire croire, la « science légendaire » dont parlait Carlyle, c'est-à-dire l'économie politique. En fait, il n'a pu résister, semble-t-il, à deux pulsions : l'une est de conduire un exercice de haute école intellectuelle, allant du « canular » à l'analyse pointue, tout à fait originale, non des rapports commerciaux entre le sexe et l'économie (la livre ne traite pas du tout de la prostitution) mais des relations entre ce qui fait courir les hommes : l'argent, l'amour et le pouvoir. L'autre est de réintroduire la gratuité comme une catégorie économique à part entière.

Commençons par là. Philippe Simonnot ne se trouve pas seul sur cette voie. François Perroux, il y a un quart de siècle, publiait l'ouvrage *Economie et société : échange, contrainte et don*, où il faisait une large place dans sa conception de l'économie à la structure de la solidarité, répondant à la satisfaction des besoins qui ne sont pas solvables. Ici, notre auteur insiste avec raison sur la nécessité de prendre en compte la gratuité dans le circuit économique, même si le PNB y est allergique. Et de rappeler justement l'importance de travaux de Meuss sur le don dans les sociétés primitives.

Pour la suite, le parcours est beaucoup plus subtil, tellement parfois que l'on surprend notre auteur à en rajouter pour les besoins de sa thèse. En tout cas, il prend son sujet de haut. Ayant découvert que le mot grec *ousia* signifiait en même temps : capital et sperme, le voici phantasmer tout au long du livre sur cet... accouplement de notions. De même rappelle-t-il que la première économie de l'Occident, Xénophon, avait inventé la division du travail, celle qui prévalait entre l'homme et la femme dans et hors la maison.

Philippe Simonnot, ainsi lancé, laisse aller sa réflexion et son imagination. La voici réinventant le fondement social du libéralisme... dans saint Augustin, qui dit que du mal peut sortir le bien, comme Adam Smith pensait que la somme des recherches de l'intérêt purement égoïste pouvait conduire au bien commun. De même voit-il dans l'intérêt de l'inculte la solution économique au problème de l'inégalité distributionnelle des femmes selon les familles ou les groupes humains. Intéressant examen également des rapports entre l'urbanisation et le sexuel, la ville libérant l'individu beaucoup plus que la campagne. De là à dire que « le sexe est le moteur de l'urbanisation » !

Philippe Simonnot n'évite pas de tomber dans ce travers des chercheurs qui, ayant isolé l'une des causes d'un phénomène, le projettent ensuite sur la configuration de la société pour proposer une nouvelle grille de lecture. Modeste éditeur et danger. Mieux vaut piocher dans le livre quelques traits fort bien venus. Choisis par exemple les contradictions du féminisme, qui considère le salariat comme une aliénation tout en priant le travail salarié des femmes comme facteur de leur émancipation ; les « grandes illusions et petits profits » (flicaux notamment) de l'amour libre. Les pages sur la prostitution artificielle sont plus faibles, comme si l'auteur hâtait sur ce sujet tout neuf.

S'il y a à prendre et à laisser dans cet étonnant ouvrage, le végébonnage cérébral de Philippe Simonnot reste titillant et stimulant. De l'économie considérée comme l'un des bazar où l'on trouve ce que l'on y apporte, mais aussi de bien étranges circuits.

PIERRE DROUIN.

Éditions J.-C. LATTES - 252 pages, 85 francs.

La recherche d'un rôle au Proc

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

Une long pour évi

étranger

La recherche d'un règlement au Proche-Orient

LA RENCONTRE ENTRE LE ROI HUSSEIN ET M. ARAFAT

Une longue explication pour éviter la rupture

Correspondance

Amman. — Les deux heures et demie d'entrevue que le roi Hussein et M. Yasser Arafat, entourés de leurs conseillers, ont eu lundi 28 octobre à Amman ont sans doute permis d'éviter une crise entre l'Olp et la Jordanie. Du côté palestinien, on qualifie l'atmosphère dans laquelle ils se sont déroulés de « très positive et fraternelle ». Les Jordaniens affirment, pour leur part, dans un communiqué, que les deux parties ont procédé à un examen « objectif » des événements de ces dernières semaines et de leur impact sur « l'action commune jordanio-palestinienne » ainsi que des moyens d'éviter que ne se reproduisent à l'avenir des incidents similaires.

Ces « incidents » sont l'assassinat de trois Israéliens à Larnaca il y a un mois, le détournement du paquebot italien *Achille-Lauro* et le rendez-vous manqué de Londres entre une délégation jordanio-palestinienne et le chef de la diplomatie britannique. Trois événements qui ont sérieusement porté atteinte aux efforts du roi Hussein pour tenter de débloquer le processus de paix au Proche-Orient et provoqué la tension la plus grave qu'aient connue les relations jordanio-palestiniennes depuis la conclusion de l'accord du 11 février dernier entre l'Olp et la Jordanie.

Ces derniers jours, le roi Hussein ne cachait pas sa profonde irritation et laissait entendre qu'une sérieuse explication avec la centrale palestinienne était nécessaire. Comme à chaque fois que les relations jordanio-palestiniennes passent par une phase difficile, M. Yasser Arafat avait de son côté dépeché à Amman la semaine dernière l'un de ses conseillers, M. Khaled El Hassan, pour préparer le terrain. L'accueil réservé par les Jordaniens au chef de l'Olp n'en a pas moins été visiblement beaucoup moins chaleureux que d'habitude. Le souverain jordanien s'est abstenu de rentrer à dîner M. Arafat et les discussions ont eu lieu de façon très formelle, les deux délégations se faisant face de part et d'autre d'une table. Mais, de toute évidence, ni la Jordanie ni l'Olp n'avaient intérêt à une rupture.

L'Olp soucieuse de sa présence à Amman

Le roi Hussein aimerait sans aucun doute être l'artisan du rétablissement de la souveraineté arabe sur les territoires occupés par Israël en 1967. Mais il sait aussi qu'il a besoin pour cela d'un soutien arabe et palestinien, donc de l'Olp. La Jordanie s'est par conséquent et se relève difficilement d'un boicott tel que celui qu'a connu Le Caire après la conclusion des accords de Camp David.

L'Olp a également de bonnes raisons, bien que plus complexes, pour tenir au maintien de sa présence à Amman et à des relations aussi bonnes que possible avec la Jordanie, seul pays arabe qui lui permette d'être à proximité de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, où vivent plus de 1,2 million de Palestiniens, une proximité nécessaire à l'Olp pour maintenir son influence politique sur ces Palestiniens de l'intérieur. C'est aussi à Amman que siège le comité mixte jordanio-palestinien chargé de distribuer l'aide économique et sociale allouée à la population des territoires occupés.

En s'associant à la Jordanie, l'Olp profite également de la sympathie dont jouit le royaume hachémite sur la scène internationale, et de ses liens avec les pays occidentaux. Enfin, l'établissement de bonnes relations avec Amman est considéré par les dirigeants palestiniens, depuis les accords israélo-égyptiens de Camp David, comme la meilleure garantie que la Jordanie ne soit pas un jour tentée de s'engager seule dans des négociations avec l'Etat hébreu. Le renforcement de ces relations est, aux yeux des res-

ponsables de l'Olp, l'un des dimensions essentielles de l'accord du 11 février. C'est sans doute l'un des raisons pour lesquelles M. Yasser Arafat n'a tenu, ces derniers temps, à réaffirmer son attachement à cet accord. Il est cependant douteux que l'initiative jordanio-palestinienne en vue d'une relance du processus de paix reprenne dans un avenir proche au même niveau qu'avant les événements de ces dernières semaines. Ne serait-ce qu'à cause de l'atmosphère créée par ces événements sur la scène régionale et internationale.

Des pressions

M. Yasser Arafat serait d'autre part actuellement soumis à une pression accrue de l'axe pro-soviétique du Fatah, incarnée par MM. Farouk Kaddoumi et Abou Iyad, qui n'ont jamais caché leur opposition à l'accord jordanio-palestinien. Il est d'ailleurs significatif qu'Abou Iyad ait accompagné le chef de l'Olp à Amman, fait assez rare.

Lundi soir, pressé de questions par les journalistes qui l'attendaient à la sortie de l'hôtel où réside la délégation palestinienne, le conseiller politique de M. Yasser Arafat, M. Hani El Hassan, s'est certes félicité du fait que l'accord du 11 février ait « tenu », en dépit de la tension des dernières semaines. Mais il n'en a pas moins lancé quelques petites phrases incendiaires. « Londres a échoué, c'est fini, nous n'y reviendrons pas. » « Les Américains sont des traitres qui ne croient pas à une solution politique. » Et il a ajouté que « la lutte armée continuera parce qu'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans lutte armée ». Des déclarations qui laissent songer quand on sait que M. Hani El Hassan est, de tous les conseillers de M. Yasser Arafat, l'un des plus ardents défenseurs d'une ouverture vers les Etats-Unis et de l'option diplomatique découlant de l'accord jordanio-palestinien.

EMMANUEL JARRY.

Liban

Les milices chrétiennes libanaises prennent le contrôle du journal « le Réveil ». — Les Forces libanaises ont pris ce mardi 29 octobre le contrôle du quotidien de langue française le *Réveil*, dont le principal actionnaire est le président Gemayel. Ils ont décidé d'en interdire la parution, tout comme ils l'avaient fait la semaine dernière avec le quotidien *Al Aneel*, organe du parti des Phalanges fondé par le père de M. Gemayel. — (AFP.)

Iran

Le Parlement iranien a accordé, lundi 28 octobre, sa confiance à vingt-deux membres du gouvernement sur vingt-quatre. — Le Parlement iranien a accordé, lundi 28 octobre, sa confiance à vingt-deux des vingt-quatre personnes présentées par le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, pour former son nouveau cabinet. Selon l'agence iranienne Irna, les candidats proposés pour deux ministères — économie et finances, mines et métaux — MM. Hossein Namazi et Hossein Nili, tous deux déjà membres du gouvernement sortant, n'ont pas reçu les cent trente voix nécessaires pour être reconduits. Parmi les nouveaux ministres, figurent notamment l'homme d'affaires Ali Akbar Mohtashemi à l'Intérieur, et le colonel Mohammad Hossein Djalali à la Défense. D'autre part, M. Gholam Reza Aghazadeh, ministre d'Etat conseiller auprès du premier ministre dans le précédent gouvernement, prend le portefeuille du pétrole en remplacement de M. Mohammad Gharazi, qui passe aux télécommunications. — (AFP.)

Exécution de prisonniers politiques. — Les Moudjahidin du peuple ont accusé lundi 28 octobre le gouvernement iranien d'avoir procédé ces dernières semaines à une série d'exécutions de prisonniers politiques. Les corps de cent vingt détenus de la prison d'Evin (à Téhéran) ont été enterrés dans un cimetière voisin de la capitale le 5 octobre dernier, assurant les Moudjahidin. Quelques jours auparavant, soixante autres détenus, incarcérés dans une prison située à l'ouest de Téhéran, auraient été exécutés.

M. Yasser Arafat et l'importante délégation palestinienne qui l'accompagne à Amman devaient poursuivre, ce mardi 29 octobre, les entretiens entamés lundi avec les dirigeants jordaniens pour tenter de désamorcer le climat de tension qui s'est installé entre la Jordanie et l'Olp depuis quelques semaines. Avant de rencontrer le roi Hussein, M. Arafat avait présidé dans la capitale jordanienne une importante réunion à

hèle alors des principaux responsables de l'Olp. A Damas, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a de nouveau dénoncé lundi la politique de M. Arafat et notamment le fait qu'il revendique pour les Palestiniens le droit de « prendre leurs décisions en toute indépendance ». « La Syrie, a-t-il dit, considère la cause palestinienne comme celle de la nation arabe, et personne n'est habilité à traiter seul de cette cause. »

L'APPROBATION DU PLAN DE PAIX PAR LE PARLEMENT ISRAËLIEN

M. Pérès a fait plusieurs concessions au Likoud

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Shimon Pérès a remporté, lundi 28 octobre, une brillante victoire sur le Likoud, son partenaire gouvernemental, au terme d'une de ces fausses journées de crise dont la classe politique israélienne est si friande. Par 68 voix contre 10 et 10 abstentions, la Knesset a clairement approuvé la récente initiative de paix du premier ministre.

La veille, les ministres du Likoud avaient fait monter les enchères en résumant leur philosophie de la paix de manière caricaturale en un quatrain : « non » à toute forme de conférence internationale, « non » à toute négociation avec l'Olp, « non » à tout accord intérimaire avec la Jordanie, « non » à l'autonomie prévue à Camp David, « non » à toute « délimitation des frontières ». De quoi donner raison à ceux qui assimilent le Likoud à un « front du refus ».

Le quatrième « non » n'étant pas d'actualité, les durs du Likoud — MM. Ariel Sharon et David Lévy en tête — tentèrent d'annuler le premier ministre à composition sur les trois autres points en lui demandant de modifier ses offres de paix. En vain. Cela donna six heures de débat pimenté de très vifs échanges et de multiples manœuvres de couloir. Puis le Likoud rendit les armes en votant massivement la confiance. En fait, il était clair d'emblée que les menaces du Likoud tenaient largement du bluff. Tout s'est passé une nouvelle fois comme si MM. Lévy et Sharon avaient, en jouant délibérément les mots de la corde, tenté de « déstabiliser » le chef du Likoud, M. Shimon Pérès, dont ils convoitent la place. Mais M. Shimon Pérès avait d'autant moins envie de se prêter à la manœuvre qu'il avait reçu du premier ministre les assurances nécessaires.

Dans son discours, M. Pérès s'est attaché, en effet, à assurer le Likoud. Si l'a refusé de modifier d'un iota les propositions de paix faites devant l'ONU une semaine plus tôt — au point de se citer lui-même en reprenant à la virgule près un long extrait de son allocution new-yorkaise, — le premier ministre

a pris soin d'y rajouter plusieurs concessions qui étaient autant de concessions à la droite. Alors que M. Pérès s'était tenu devant l'ONU d'exclure explicitement l'Olp d'éventuelles négociations et n'avait pas demandé au roi Hussein d'écarter l'organisation de M. Arafat, il a mis les points sur les « i » d'une manière habile en « modifiant » l'administration américaine, ce qui donnait bien sûr plus de force à sa proposition. « Au cours de mes discussions avec les dirigeants américains, a-t-il dit, nous sommes convenus que seuls ceux qui soutiennent la paix sans conditions préalables peuvent participer à une négociation. Cela exclut automatiquement l'Olp, comme le notait hier encore l'ambassadeur américain à l'ONU. » Cette remarque prenait d'autant plus de poids qu'elle était faite au moment même où le roi Hussein s'entretenait à Amman avec M. Yasser Arafat de leur stratégie commune. Le rappel par M. Pérès d'un accord total entre Jérusalem et Washington sur la mise à l'écart de l'Olp était ainsi destiné au souverain hachémite qu'aux ténors du Likoud.

L'URSS

et le « forum international »

En invoquant de la même manière le soutien américain, M. Pérès a clairement rejeté toute participation soviétique à des pourparlers, en soulignant que « les paravents d'un éventuel forum international ne peuvent qu'être des nations qui entretiennent des relations diplomatiques avec les parties en conflit ». (Ce qui n'est pas le cas de l'URSS). « Nos deux gouvernements (israélien et américain), a-t-il poursuivi, sont d'avis que, sans négociation directe, il n'est aucune chance de progrès vers la paix. Aucun forum international ne peut remplacer des négociations directes. »

UN forum, mais quel forum ? Là aussi M. Pérès a déramatisé le débat : « Un tel forum peut se limiter à une rencontre israélo-jordanio-palestinienne avec la participation des Etats-Unis » (et un ou deux autres pays, avait-il dit la veille). M. Pérès a ensuite renvoyé

le Likoud à ses contradictions en lui rappelant qu'il avait à plusieurs reprises approuvé, sous le règne de M. Begin, le principe d'une reprise de la conférence de Genève. Il a aussi fait référence à la célèbre résolution 338 de l'ONU — à laquelle adhère Israël — et qui recommande dans son paragraphe 3 « l'ouverture de négociations sous des auspices appropriés ». M. Pérès a visiblement mobilisé ses conseillers juridiques pour étayer son dossier.

Autre concession : M. Pérès s'est réclamé un peu plus nettement des accords de Camp David. « Pour notre part, a-t-il dit, nous proposons l'idée d'autonomie qui est à la base de ces accords. » A New-York, M. Pérès avait seulement vu dans Camp David « une des bases possibles » de règlement. Le premier ministre ne veut cependant pas trop insister sur ce point, d'abord parce que le roi Hussein a toujours catégoriquement rejeté Camp David, ensuite parce que les travaillistes et le Likoud s'entendent pas de la même manière l'autonomie selon Camp David. Pour les travaillistes, l'autonomie serait une solution transitoire, prélude à un éventuel compromis territorial. Pour le Likoud, elle est l'« ultime concession » consacrant l'intégration des territoires occupés dans le patrimoine du « Grand Israël ». Les premiers veulent échanger « les territoires contre la paix ». Le second veut obtenir

« la paix contre la paix ». Là réside le désaccord idéologique fondamental entre les deux partis et qui courait la « grande peur » du Likoud.

A cet égard, le journal *Haaretz* écrit, mardi, que M. Pérès a transmis au roi Hussein un plan de paix définitif dans les grandes lignes suivant : établissement d'un condominium jordanio-israélien sur la Cisjordanie, mise en œuvre de l'autonomie dans les territoires, organisation de patrouilles conjointes entre l'armée israélienne et la Légion jordanienne, nomination prochaine en Cisjordanie, avec l'accord d'Amman, de nouveaux maires là où les conseils municipaux ont été dissolus.

J.-P. LANGELLIER.

Dans le détour, Georges Balandier tente d'éclairer notre modernité, son mouvement complexe et ses incertitudes multiples, par comparaison avec les cultures africaines. La leçon vaut le voyage. Ce texte s'annonce comme une référence majeure.

Roger-Pol Droit, *Le Monde*

UN LIVRE SUR LE « SECOND ISRAËL »

Moi, juif arabe...

« Moi, juif arabe ». La déclaration d'identité citée comme un défi. Son auteur, le journaliste israélien Mordcaï Soussan l'a prise pour titre d'un livre-témoignage. Il y raconte, de l'intérieur, la longue humiliation de « second Israël » — celui des juifs d'Orient, les membres de la révolte contre l'armée française, les réfugiés ashkénazes — venus d'Europe, — puis la douloureuse mise en confiance de ce peuple enfin décomplexé, réconcilié avec lui-même et sa culture millénaire.

Mordcaï Soussan ne cultive guère le mystère. Il vide son sac et son cœur. Et se confie en Israël, plus « marocain » ? Une « marque de Cain » qui jamais ne s'efface. Né « juif arabe » à Fès, on ne « devient » pas ashkénaze. « Que fallait-il faire pour être un israélien idéal, entre parole rare ? » Qui croire ? Le fondateur grincieux ou l'ultra-nationaliste, le religieux fanatique ou le politicien retors ?

Les premières blessures furent les plus profondes. Quel enfant sévère a-t-il été, trente ans après, la dégradante cérémonie d'accueil par aspergion au DDT, cet affront tant ressenti ? Les larmes transparentes des ripailles sur nos masques de clown blanc, tragiques et silencieux. Nombre d'immigrants échouant en plein désert, déchargés des camions, par familles entières, comme un vulgaire bétail. Ceux qui tirèrent le coup, après ces nuits emplies de pleurs d'enfants et de cri des chaises, fendaient Dinora, « la première ville pied-noir du nouvel Israël ».

Les autres perdurent leurs illusions sous les barreaux de tôle de la « Mahabara », le camp de transit des nouveaux arrivants. Quelques paroles mortifiantes des ashkénazes de l'établissement : « Vous êtes en Israël », de Mordcaï Soussan. Ed. Bataillon, 233 p. 22 F.

triste constat des adolescents d'« alors » : « Mon frère, les gens d'ici ne nous aiment pas. » Vint le temps des colères. Pendant l'été 1959, dans les rues du Haila, les dockers « marocains » bravaient la police en brandissant le portrait de « leur » roi, Mohammed V. Bien plus tard, 1971 fut l'année des « Panthères noires », jeunes vagues ashkénazes surgies des quartiers pauvres de Jérusalem. Mais les juifs orientaux devront leur revanche politique à un Polonais, Menachem Begin, habile à récupérer leur ressentiment. La gauche sépharade ne s'en est jamais remise.

Est-ce pour cela que Mordcaï Soussan convie moins dans l'analyse que dans le souvenir ? Maintenant que les sépharades, majoritaires en Israël, imposent leur « droit à la différence », combien sont encore prêts à entendre la langue vieillie des Panthères : « Orientaux Palestiniens, même combat ! » Le grand mécontentement ethnique d'Israël fut un phénomène largement culturel. Le combat palestinien, lui, exprime une quête nationale. Et puis, aucune affaire ne peut masquer l'évidence : le haïne anti-arabe est plus vive en milieu sépharade.

Mordcaï Soussan ne s'est pas pardonné d'avoir, au plus fort des années noires, douté un instant des siens au point de mentir à l'anodine et sournoise petite question : « D'où viendras-tu ? », en cachant son enfance marocaine. Jamais, plus jamais se verra. A en juger par son livre la dignité reconquise laisse à beaucoup de « juifs arabes » un arrière-goût amer.

J.-P. L.

« Moi, juif arabe en Israël », de Mordcaï Soussan. Ed. Bataillon, 233 p. 22 F.



274 pages
85 F

L'espace du politique
Série dirigée par Pierre Birnbaum

FAYARD

EUROPE

Grande-Bretagne

Sept jeunes militaires accusés d'espionnage ont été acquittés

De notre correspondant

Londres. - Le procès d'espionnage le plus coûteux de l'histoire judiciaire britannique s'est achevé lundi 28 octobre par un véritable fiasco pour l'accusation. Plusieurs députés, de l'opposition et de la majorité, ont demandé au gouvernement de s'expliquer sur ce « gâchis ». Après une semaine de délibérations et quatre mois de débats, le jury de l'Old Bailey (la cour de justice criminelle de Londres) a acquitté les sept jeunes militaires accusés d'avoir communiqué à des « agents étrangers », c'est-à-dire soviétiques, « certains des secrets les plus précieux de ce pays », alors qu'ils étaient affectés à Chypre dans un centre d'écoute des télécommunications des pays de l'Est et du Proche-Orient (le Monde daté 7-8 juillet).

L'accusation avait établi un scénario rocambolesque selon lequel les présumés - hommes du rang et sous-officiers récemment incorporés - s'étaient laissés « piéger » après avoir participé à des « soirées homosexuelles » agrémentées de drogue et avaient fourni des renseignements « de la plus haute importance ». Confuse et scabreuse, l'histoire ressemblait à un roman de gare, mais elle était étayée par des « aveux formels » des sept jeunes gens après leur arrestation en février 1984. En l'absence de la haine, l'accusation s'est évertuée à faire valoir la gravité des méfaits commis qui se révélaient finalement plus pitoyables que pendables.

Italie

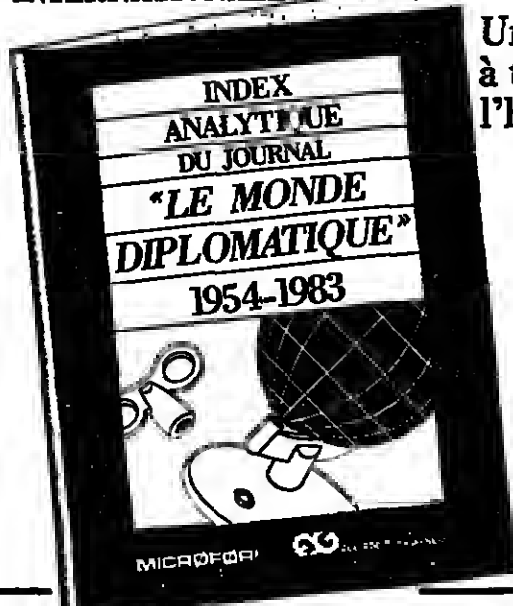
L'HOMME D'AFFAIRES ISRAËLIEN SAMUEL FLATTO SHARON A ÉTÉ ARRÊTÉ À MILAN

Milan (AFP, Reuters). - Samuel Flatto Sharon, homme d'affaires et ancien parlementaire israélien, a été arrêté, dimanche 27 octobre, à l'aéroport de Milan, en vertu d'un mandat d'arrêt international lancé par la France.

Après avoir été inculpé pour fraude fiscale en France, M. Flatto Sharon avait été élu comme député indépendant au Parlement israélien en 1977, ce qui lui avait conféré l'immunité. Deux ans plus tard, son immunité était levée, un tribunal israélien l'ayant jugé coupable de corruption durant sa campagne électorale. L'accusé ne devait purger sa peine de trois mois de prison en Israël que l'année dernière à l'issue de plusieurs procédures d'appel.

Entre-temps, le tribunal de Paris l'avait condamné, par contumace, le 19 septembre 1979, à cinq ans de prison et 30 000 F d'amende pour fraude fiscale dans une importante opération immobilière l'opération Babel. En 1981, il était à nouveau accusé d'abus de biens sociaux par le tribunal de Paris, à la suite d'une enquête concernant soixante-dix sociétés immobilières qu'il avait créées en France entre 1974 et 1976. M. Flatto Sharon était en possession d'un faux passeport polonais au nom de Samuel Szyewicz lorsqu'il a été arrêté à Milan.

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU MONDE DIPLOMATIQUE

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) X 1 500 FF (Frais d'expédition inclus) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFFETER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Le jury s'est rangé aux arguments de la défense qui plaident non coupable, les accusés étant revenus sur leur confession « extorquée sous la contrainte », selon eux. Enfermés pendant des jours dans des cellules exigües, sans voir d'avocat, privés de sommeil, obligés de se livrer à des exercices épuisants, soumis à des interrogatoires incessants au cours desquels ils étaient confrontés aux déclarations de leurs « complices », ils ne pouvaient que « craquer », disent leurs parents. La mère du principal accusé, M. Geoffrey Jones, vingt-deux ans, a affirmé : « C'était un véritable lavage de cerveau ; ils auraient signé n'importe quoi ».

Tous les partis d'opposition dénoncent les méthodes employées par la police militaire et les spécialistes du contre-espionnage, appelés en renfort. Ils critiquent le bien-fondé des poursuites engagées sous la responsabilité directe du gouvernement. Après le récent et tout aussi embarrassant acquittement d'un haut fonctionnaire de la défense, M. Clive Ponting, à qui l'on reprochait d'avoir fait des révélations compromettantes sur le déclenchement des hostilités durant le conflit des Malouines, le gouvernement est une fois de plus accusé d'avoir la « maladie du secret ».

Le porte-parole du Parti travailliste, M. Gerald Kaufman, réclame l'ouverture d'une enquête sur les motifs de « ce procès trop hâtif et aveugle » : on parle de frais s'élevant à plus de 4,5 millions de livres, et certains députés conservateurs ne sont pas les derniers à considérer que l'État doit réparation aux acquittés. En attendant, deux questions sont posées par la presse, qui se doute que l'on n'est pas prêt d'y répondre : des documents d'une valeur « incalculable » ont-ils vraiment disparu ? Et si oui, qui les a transmis ?

FRANCIS CORNU.

Suisse

Après Genève, l'extrême droite effectue une percée dans le canton de Vaud

De notre correspondant

Genève. - Le canton de Vaud a tenu, le dimanche 27 octobre, celui de Genève (le Monde du 15 octobre). Le parti d'extrême droite Action nationale-Vitalité, absent du conseil municipal de Lausanne depuis 1977, a remporté un succès que lui-même n'attendait pas : en effet, ne présentant que deux candidats, il a obtenu seize sièges ! Que représente cette formation ? Selon le quotidien le Tribune de Genève, il « n'a fait aucune preuve politique, se distinguant par son inactivité, par son manque d'âge élevé, par son absence de programme. (...) Alors, le Tamed et le Zolros seraient-ils des bons émissaires pour tous les mécontents ? Un paradoxe quand on sait que le problème des réfugiés ne se règle pas au niveau cantonal, et qu'à Lausanne il n'a pas la même acuité qu'à Genève ».

L'autre surprise de taille est la montée du Groupement pour la protection de l'environnement, dont la représentation passe à Lausanne de huit à douze élus, et qui effectue une forte poussée dans les communes rurales des bords du lac Léman. En revanche, le Parti ouvrier populaire (POP), communiste, qui détenait huit sièges à Lausanne n'en garde aucun et n'atteint même pas 5 % des voix. C'est sans doute dans la ville de Nyon que la défaite communiste a causé le plus de surprise, car le POP y est dirigé par une personnalité populaire, même en dehors de son parti et de la confédération, le docteur Frol.

Les partis traditionnels sont tous en perte de vitesse. C'est ainsi qu'à Lausanne les socialistes passent de trente et un à vingt-sept sièges (tout en demeurant le principal parti de la capitale vaudoise), les radicaux de vingt-sept à vingt-quatre, les libéraux de dix-sept à treize, et les démocrates-chrétiens de neuf à six à la suite de cette poussée de l'extrême droite.

La prochaine élection, d'une durée de deux heures de Jean-Marie Le Pen, le mercredi 27 novembre, à la télévision suisse romande, n'est pas faite pour apaiser l'inquiétude.

ISABELLE VICHNIAC.

DIPLOMATIE

AVANT LE PROCÈS DES DEUX OFFICIERS FRANÇAIS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Coupable, non coupable ?

Un choix difficile pour les avocats des « Turenge »

De notre envoyé spécial.

Auckland. - « Tout est risqué dans cette affaire », commentent la situation des deux agents français actuellement incarcérés en Nouvelle-Zélande après l'attentat contre le Rainbow Warrior, l'un de leurs avocats français, M. Daniel Soulez-Larivière, résume ainsi le délicat dossier dont il est chargé. Son client, le gouvernement français, ne lui a pas assigné qu'un seul objectif : obtenir, le plus rapidement possible, la libération du commandant Alain Mafart et du capitaine Dominique Trier (les « époux Turenge »), accusés par la justice néo-zélandaise de meurtre, attentat et conspiration.

A partir de là, tous les moyens juridiques sont envisageables, et Paris a laissé carte blanche à l'avocat. En particulier il n'a pas exigé de lui d'éviter la publicité qui résulterait inévitablement de certaines

phases de ce procès, publicité qui pourrait être dommageable pour l'image de la France. Le fait que, selon M. Soulez-Larivière, la volonté du gouvernement recouvre très exactement l'intérêt de ses clients est un motif positif. Cela lui laisse, ainsi qu'un barreau, l'avocat néo-zélandais qui plaidera en faveur des deux militaires français, M. Gerald Carry - toute latitude pour élaborer un système de défense efficace.

À l'acte actuel de la procédure, à moins d'une semaine de l'audience préliminaire (preliminary hearing), au cours de laquelle le ministère public exposera ses preuves devant le tribunal, il faut aux deux avocats définir leur tactique : soit leurs clients plaideront coupables, soit ils plaideront non coupables, étant entendu que la défense peut modifier sa position à n'importe quel moment de la procédure, en cas d'erreur, par des motifs d'empressement supplémentaires pour le commandant Mafart et le capitaine Trier.

Si les « Turenge » choisissent de plaider coupables, la quasi-totalité de la procédure se trouve alors supprimée. Les Preliminary hearings n'ont pas lieu, pas plus que le procès proprement dit. L'avantage de ce choix est double : on évite six à huit mois de procédure, et autant de prison pour les Turenge, qui risquent de toute façon l'emprisonnement à perpétuité. Dans ce cas, le verdict serait rendu dans un délai très bref.

Si les avocats de la défense décident de plaider non coupables, c'est (à moins qu'ils ne changent d'avis en cours de route), la certitude d'une longue procédure. Au terme de plusieurs semaines d'un laborieux exposé des preuves, au cours duquel plus de quatre-vingts témoins et autant de pièces à

conviction seront entendus ou examinés, une autre juridiction, la Haute Cour, reprendra toute l'affaire depuis le début. Et compte tenu des vacances d'été en Nouvelle-Zélande, le procès proprement dit ne pourrait débiter avant le mois de février ou mars 1986, avec un autre verdict environ deux mois plus tard.

Un inconvénient et un avantage

Autre inconvénient de cette seconde option : les nécessités de la défense risquent d'obliger les avocats à révéler de nouveaux éléments de l'opération contre le Rainbow Warrior et, par conséquent, de rendre publics des détails supplémentaires sur l'organisation interne de la DGSE. Une perspective que le ministère français de la défense n'envisage pas de manière de cour, mais qu'il est prêt à assumer si cela peut accélérer la libération des deux officiers. Unique avantage - mais de taille - de cette option : il permet aux avocats de démontrer publiquement les faiblesses de l'accusation, ce qu'ils semblent en mesure de faire.

Les avocats peuvent, d'autre part, miser sur l'expulsion des « Turenge ». La loi néo-zélandaise autorise, en effet, les juges à associer, pour les étrangers, n'importe quelle peine d'une telle mesure. Les autorités administratives ont elles aussi la possibilité de prendre cette décision à tous les stades de la procédure. Ce serait évidemment la meilleure solution, mais rien n'indique que les négociations diplomatiques entre la France et la Nouvelle-Zélande sont suffisamment avancées pour envisager sérieusement cette solution.

FREDÉRIC FILLOUX.

M. Deng Xiaoping demande que les obstacles à la normalisation sino-soviétique soient éliminés « un par un »

Dans un entretien publié par le magazine Time de cette semaine, M. Deng Xiaoping, l'homme fort de la Chine populaire, s'exprime avec scepticisme sur l'état de ses relations avec l'URSS, mais avec optimisme sur la nouvelle politique économique inaugurée en Chine sous sa direction.

Après avoir affirmé qu'un tiers des missiles stratégiques de l'URSS sont dirigés vers l'Asie et qu'un million de soldats soviétiques sont stationnés à la frontière avec la Chine, M. Deng Xiaoping rappelle les « trois obstacles » qui s'opposent à la normalisation des relations sino-soviétiques (l'occupation du Cambodge par le Vietnam, l'Afghanistan et les concentrations militaires soviétiques à la frontière chinoise) ; il

ajoute : « Nous comprenons qu'il pourrait être difficile d'éliminer tous ces trois obstacles en même temps, et nous proposons maintenant de le faire un par un. Mais nous n'avons pas de réponse positive jusqu'à présent ».

Sur la situation intérieure, M. Deng Xiaoping estime qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre un système socialiste et une économie de marché. Le maintien du premier, ajoute-t-il, exige d'une part que la propriété publique joue « le rôle dominant dans l'économie », d'autre part qu'une « polarisation », autrement dit un écart trop important entre riches et pauvres, tant au niveau des régions que des individus, soit évitée.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La chute du gourou Baghwan Shree Rajneesh

Les temps sont durs pour le gourou Baghwan Shree Rajneesh. Trahi par sa plus proche associée, accusé par ses anciens amis d'extravagances financières, le fondateur de la secte indienne des rajneeshes, établie depuis quatre ans dans l'Oregon, a été arrêté, lundi 28 octobre, sur l'aéroport de Charlotte, en Caroline du Nord, alors qu'il s'apprêtait à fuir les Etats-Unis pour les Bermudes.

hôte, un centre de méditation, et ils couvrent même un aéroport. Mais, particulièrement voyants, les rajneeshes, habillés de jaune, orange et rouge, - les couleurs du soleil - sont plutôt regardés d'un mauvais œil par les rudes fermiers des environs.

Querelle de chiffonniers

Les vrais ennemis pour Baghwan commencent le mois dernier, lorsque son ancienne porte-parole, Ma Anand Sheela, alias Sheela Silverman, du New Jersey, après avoir quitté le commandement avec plusieurs autres dissidents, a accusé le gourou de pousser la secte à la banqueroute. Réplique du chef spirituel des rajneeshes : les dissidents voulaient créer un « Etat fasciste », ils avaient tenté de l'empoisonner, lui et son entourage, et ils se livraient aux écouteurs téléphoniques. Une vraie querelle de chiffonniers, bien éloignée de la méditation transcendentaliste.

La police ouest-allemande a indiqué que Ma Anand Sheela avait été, elle aussi, arrêtée, lundi en Allemagne fédérale, où la secte avait de nombreux fidèles.

La détention du gourou inquiète ses fidèles. L'une de ses proches a déclaré : « Son corps pourrait être terriblement endommagé, il ne peut tout simplement pas exister à proximité de personnes qui fument ou qui se periment ». Ce genre d'arguments a ramené chez les services d'immigration américains, assurément moins sensibles que le gourou aux ors et à la puissance de ses miracles.

MANUEL LUCBERT.

« C'était comme au cinéma », a déclaré un responsable des services d'immigration américains qui ont appréhendé « l'homme aux seize têtes » en compagnie d'une dizaine de ses disciples. Personnage éminemment pittoresque, Baghwan S. Rajneesh, avec son fard pour les bijoux et l'ostentation, pouvait difficilement passer inaperçu.

Le gourou a été immédiatement incarcéré de violation des lois américaines sur l'immigration pour avoir fait de fausses déclarations aux services compétents et avoir caché des travailleurs étrangers entrés illégalement aux Etats-Unis. Il pourrait aussi être accusé d'avoir favorisé des mariages blancs entre Américains et étrangers, afin de permettre à ces derniers de rester aux Etats-Unis.

C'est en 1981 que le gourou, en définitive, semble-t-il, avec le tac indien, est arrivé dans l'Oregon pour y fonder une communauté entièrement dévouée à sa personne. Il prêche la liberté sexuelle entre les membres de la secte et bientôt la petite ville de Rajneeshpuram se transforme en « une oasis d'amour et de paix ».

Dans le même temps, les affaires prospèrent : Baghwan et ses adeptes créent ou achètent de nombreux commerces, des

L'immigration féminine prédomine

Correspondance

Washington. - La moyenne annuelle du nombre des immigrants entrant légalement aux Etats-Unis, qui était de 433 000 dans les années 70, a augmenté pour atteindre 550 000 au cours des cinq dernières années.

Selon une étude récente menée par trois spécialistes du ministère du travail, les femmes et les enfants représentent les deux tiers de cette immigration légale. Les auteurs considèrent que, sur la base de leurs travaux - les données, disent-ils, fondées sur une analyse par sexe des entrées aux Etats-Unis, - « les effets de l'immigration sur le marché américain du travail ont pu être surestimés et presque certainement mal présentés ». Bref, ces conclusions sur les salaires et les conditions de travail des ouvriers américains seraient beaucoup moins négatives que certains groupes, les syndicats notamment, ne le disent. En revanche, estiment ces experts, si les immigrants engagés dans la production étaient moins nombreux, la croissance économique en souffrirait tandis que les charges sociales pour l'ensemble de la communauté augmenteraient.

Selon une autre spécialiste, le nombre prédominant de femmes et d'enfants dans le mouvement d'immigration n'a pas été suffisamment pris en considération jusqu'à présent. Il s'agit là d'un phénomène « américain » puisque, dans tous les autres pays, les immigrants mâles sont les plus nombreux.

Pourquoi cette prédominance des femmes ? Les auteurs de l'étude citent deux explications, la plus importante étant que la plus grande proportion des Etats-Unis favorise la réunion des familles. Les lois américaines, en effet, ne limitent pas le nombre des « parents proches » admis à rejoindre des personnes de leur famille déjà installées aux Etats-Unis. Si la plupart de ces « parents proches » sont des femmes, c'est parce que les hommes américains, beaucoup plus que les femmes américaines, cherchent des conjoints étrangers. On note également que le nombre des mères migrant aux Etats-Unis pour rejoindre leurs enfants est plus élevé que celui des pères. La plupart de ces arrivantes sont des veuves.

Tout en soulignant que, faute de statistiques fiables, il est impossible d'évaluer exactement l'immigration illégale, les auteurs de l'étude estiment cependant que les hommes entrant sans autorisation aux Etats-

Unis sont les plus nombreux. Mais, au cours des dernières années, le nombre des femmes entrées illégalement dans le pays a augmenté.

HENRI PIERRE.

Publication judiciaire

Un arrêt prononcé publiquement le 19 juin 1985 par la 15^e Chambre des appels correctionnels, section B de la Cour d'appel de Paris, sur appel d'un jugement de la 31^e Chambre de tribunal de grande instance de Paris, en date du 6 juillet 1984.

entre :

M. HAMON Gilbert, demeurant 49, avenue du Roule à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), gérant de société

et :

la Société ÉDITIONS D'ART « LES HEURES CLAIRES », dont le siège est à Paris (9^e), 13, rue Bonaparte

PAR CES MOTIFS :

Et ceci sous contrainte des premiers juges statuant publiquement et contrairement. Reçoit les appels du présent et du ministère public.

Déclare Gilbert HAMON coupable de contrefaçon d'œuvres artistiques (faits commis à Paris courant 1982).

Le condamne à VINGT MILLE francs d'amende.

Ordonne la confiscation des 17 reproductions et procès-verbaux constatant la contrefaçon de l'œuvre d'art intitulée « LA DIVINE COMÉDIE » de DANTE conservées dans les archives de la société « LA CHROMO LITHO » et vendues au dernier (cote D99).

Condamne Gilbert HAMON à payer à la société ÉDITIONS D'ART « LES HEURES CLAIRES », partie civile, la somme de CINQ CENT MILLE FRANCS (500 000) à titre de dommages-intérêts et celle de SEPT MILLE FRANCS (7 000) au titre de l'art. 475-1^{er} du code de procédure pénale.

Ordonne, à titre de réparation civile complémentaire, la publication du présent arrêt dans les journaux « LE FIGARO » et « LE MONDE », sous le coût de chaque insertion puisse dépasser DIX MILLE FRANCS (10 000).

Condamne Gilbert HAMON aux dépens de première instance et d'appel, ces derniers étant liquidés à 509,40 F.

Fait en raison de l'âge de ce dernier, à la moitié du minimum de la contrainte par corps s'il y a lieu de l'exercer.

Le tout par application des articles 425, 428 du code pénal, 424, 473, 749, 751 du code de procédure pénale.

Pour extrait conforme.

M^{re} Ph. CHAMPETIER DE RIBES, avocat à la Cour.

الكتاب الأول

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS DU 3 NOVEMBRE AU GUATEMALA

Le pouvoir parallèle de l'armée

Des élections générales ont lieu le dimanche 3 novembre au Guatemala. Le candidat démocrate-chrétien paraît le mieux placé pour remporter l'élection présidentielle.

Cependant, la guerre se poursuit dans les campagnes entre l'armée et la guérilla.

Débauche de propagande dans les journaux et à la télévision, pancartes géantes aux principaux carrefours de la capitale et le long des grands axes routiers, mais aussi de slogans et multiplication des réunions politiques : malgré le climat de violence et d'intimidation qui sous-tend la campagne, les candidats à la présidence rivalisent de promesses avant les élections générales du 3 novembre. Instruits par l'expérience, les Guatémaltèques n'en restent pas moins conscients que « n'importe quel peut encore arriver » jusqu'à la transmission des pouvoirs prévue pour janvier prochain.

Après quinze ans de régime militaire ponctués de retournements et de coups de force en dépit d'apparences légales, la consultation vise à parachever le « processus de démocratisation » entamé par le gouvernement du général Oscar Mejias depuis l'éviction du général Efraim Rios Montt, en août 1983. En amorçant un repli vers leurs casernes, les militaires cherchent surtout à améliorer l'image du pays à l'étranger, notamment aux États-Unis, dont l'accroissement de l'aide est devenu plus que jamais nécessaire au redressement de l'économie.

D'ailleurs, ce n'est sans doute pas un hasard si, au début de septembre, alors que le gouvernement guatémaltèque se trouvait confronté à de sérieux troubles sociaux, le département d'État américain lui avait fait parvenir un message l'encourageant à persévérer dans la voie du retour à la démocratie civile. L'avertissement était également clair pour ceux qui, d'ailleurs, auraient été tentés par un nouveau putsch, et il semble avoir été provisoirement entendu.

A l'approche des élections, les antagonismes se durcissent, et si la guérilla a sensiblement régressé, elle est loin d'avoir déposé les armes. Les quatre mouvements regroupés au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) maintiennent leurs pressions, en particulier dans l'ouest et le nord du pays. Ainsi, dans le département de San Marcos, l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA) se signale régulièrement par des occupations de fermes et de hameaux, tandis que dans le Peten, les Forces armées rebelles (FAR) poursuivent leur harcèlement des troupes régulières.

Tout se passe un peu comme si ces deux camps irréductibles avaient besoin l'un de l'autre pour confirmer leur existence et donner un sens à leurs opérations, remarque un évêque qui préfère garder l'anonymat. L'armée a besoin de la guérilla pour justifier son entreprise de militarisation de la vie sociale dans les campagnes et prendre des gages pour conserver ses positions dans le prochain gouver-

nement. De leur côté, les rebelles trouvent une justification supplémentaire à leur action dans cette maintien des forces armées sur les rouages essentiels du pays. Pris entre deux feux, les Indiens marginalisés des hauts plateaux, qui forment près de 60 % de la population, sont l'enjeu et les principales victimes d'une lutte pour le pouvoir qui souvent les dépasse.

Parachever la « démocratisation » ? Certes, mais si les militaires amorcent un repli vers leurs casernes, ils n'en restent pas moins « le parti le mieux organisé ».

Pour l'heure, l'armée assure « contrôler la subversion ». Diverses recensements donnent à penser que la guérilla n'est plus aussi forte qu'il y a trois ans et que ses effectifs, estimés alors à quelque six mille combattants, auraient diminué de moitié. Les causes de la violence n'en demeurent pas moins, à commencer par le problème de la terre, les grands propriétaires liés aux militaires empiétant sans retenue sur les terres communautaires.

Pour tenter de démanteler les appuis de la guérilla, l'armée a d'abord pratiqué la tactique de la terre brûlée. Dans les zones de conflit, des dizaines de milliers de paysans indiens et leurs familles ont été déplacés de force, puis réinstallés dans des hameaux dits stratégiques ou villages modèles, eux-mêmes regroupés en « pôles de développement ». L'objectif de l'opération est de « priver le poisson de son eau », pour soustraire ainsi la population à l'influence de la guérilla. Dans la pratique, il en est résulté une désorganisation des structures communautaires traditionnelles. Par le brassage intempestif des divers groupes ethniques, l'acculturation avance rapidement, et les organisations humanitaires n'hésitent pas à voir dans cette politique d'intégration coercitive une menace d'éthnocide pour les Indiens.

Quatorze partis

Autre moyen de contrôle de la population rurale : plus de neuf cent mille paysans ont été enrôlés d'autorité dans des patrouilles d'autodéfense civile, organisées et encadrées par l'armée.

En fait, l'armée a mis en place un véritable pouvoir parallèle au moment même où elle annonçait son intention de rendre les rênes aux civils. Cette réalité n'a pas échappé à l'Eglise qui, dans une lettre pastorale publiée en octobre, a exprimé l'espoir que le gouvernement de facto tiendra sa promesse de garantir des élections libres et pacifiques.

Argentine

Les partisans de l'ancien régime militaire n'ont pas désarmé

Correspondance

Buenos-Aires. — La cour d'appel a tranché. En donnant raison au pouvoir exécutif, elle met fin à une semaine de bataille juridique à propos des arrestations décriées par le gouvernement Alfonsín. Sept des douze personnes — cinq sont en fuite — accusées par le gouvernement d'attente à la sécurité de l'Etat avaient en effet été successivement arrêtées, libérées, puis arrêtées de nouveau. La Cour suprême est saisie en ultime instance par les avocats des accusés. Elle devrait rendre son jugement ces prochains jours. Mais il est plus que probable que M. Alfonsín obtiendra encore gain de cause, l'hypothèse inverse entraînant de graves conséquences.

L'enjeu est simple et, comme le dit un magistrat de la cour d'appel, dépend plus d'intérêts politiques que de critères juridiques sérieux : « admettre la prédominance de l'exécutif en période d'état de siège ou donner au pouvoir judiciaire, dans les mêmes circonstances, la capacité d'annuler des décisions prises par le gouvernement. Mais cet épisode aura démontré que certains juges, très réservés sous le régime militaire, avaient redécouvert toutes les vertus de l'indépendance.

Comment se fait-il que certains juges soient si pointilleux pour empêcher la démocratie de se défendre dans ce pays naguère livré aux

cavaliers de l'Apocalypse » s'est demandé, faussement ingénument, M. Marcelo Stubrin, candidat radical aux prochaines législatives. Les attaques sont prudentes, mais l'allusion est claire : il existe au sein de la justice comme dans d'autres piliers des institutions (police, armée, services secrets) des partisans de l'ancien régime qui n'ont pas désarmé.

Une constatation qui met en lumière ce qui, pour les nombreux observateurs, est la principale interrogation des deux premières années de M. Alfonsín à la présidence : le chef de l'Etat a-t-il eu raison ou tort de ne pas se livrer à une épuration massive dans les rangs des fonctionnaires, militaires et magistrats hérités des juntes.

Il y a en effet deux ans, M. Alfonsín était triomphalement élu. Les commentateurs d'alors lui prédisaient un avenir difficile. Aucun n'aurait pourtant imaginé qu'il serait amené à rétablir l'état de siège.

La situation sur le terrain reste préoccupante. Les attentats continuent, les alertes à la bombe entraînent la psychose, et les enquêteurs ne semblent pas avoir trouvé de nouvelle piste. La campagne électorale se poursuit et les sondages prévoient toujours une victoire des radicaux. Mais, pour M. Alfonsín, l'enjeu, désormais, se situe bien au-delà.

CATHERINE DERIVERY.

Quatorze partis politiques ont obtenu l'autorisation de faire campagne, mais quatre candidats se détachent parmi les huit prétendants à la charge suprême. Dans un panorama où la gauche, sans parler de l'extrême gauche, reste frappée d'un rigoureux ostracisme, un parti centriste comme la Démocratie chrétienne fait figure de progressiste avancé. Son champion, M. Vinicio Cerezo, semble d'ailleurs avoir le vent en poupe et caracole en tête des sondages. Poussant à la garde de l'armée et à dénoncer les excès de la répression, mais comme la plupart de ses concurrents il se garde de remettre en question les prérogatives du ministère de la Défense. Pour sortir de la crise et créer de nouveaux emplois, il prône l'ouverture aux investissements étrangers. Pourtant, aux yeux de l'extrême droite, il incarne le « diable communiste ». Au cours des trois dernières années, la DC a compté quelque trois cent vingt militants et dirigeants assassinés.

Seul rival le plus sérieux est le chef de file du nouveau Parti démocratique de coopération nationale, M. Jorge Serrano Elias. Se situant à droite tout en se réclamant du coopératisme, il propose de relancer l'économie en éliminant la corruption et en consentant des prêts avantageux aux petits paysans. Son principal atout est une popularité conquis par le biais d'une nouvelle Eglise, dite Elin, dont il est à la fois le fondateur et le prédicateur. A l'origine catholique conservateur, M. Serrano Elias est l'un de ces innombrables chefs charismatiques qui se sont découverts des vocations religieuses à la suite de la pénétration en force au Guatemala de sectes évangéliques dans le sillage de l'aide apportée aux sinistrés du séisme de 1976. Le général Rios Montt, dont M. Serrano Elias avait été un proche collaborateur, est le plus célèbre d'entre eux, et le phénomène ne s'est pas limité à l'archevêché même, on reconnaît que les sectes de diverses dénominations représenteraient aujourd'hui près du quart de la population, soit une force électorale non négligeable.

L'Union du centre national pousse avec vigueur son poulain, M. Jorge Carpio Nicolle, qui promet de diriger le pays comme une entreprise. Disposant de ressources apparemment inépuisables, il a mené une campagne à l'américaine, tirant parti avec habileté des possibilités que lui offrait le journal *El Grafico* dont il est propriétaire. Néanmoins, sa position a été affaiblie par des querelles intestines, et l'un de ses anciens alliés, le Parti révolutionnaire, a finalement préféré aller rejoindre M. Serrano Elias. Rien en tout à Washington, M. Carpio Nicolle serait aussi le favori des militaires, à qui il n'aurait nullement l'intention de demander des comptes ni même de contraindre les appétits de pouvoir.

Un lourd héritage

Enfin, l'un des témoins de l'extrême droite, M. Mario Sandoval Alarcon, est encore une fois en lice, mais le vieux dirigeant du Mouvement de libération nationale n'a guère de chances de l'emporter. Sa réputation de collusion avec les sinistres « escadrons de la mort » lui colle à la peau, et son passé honte les ambitions des jeunes loups qui cherchent à se faire un nom sur la scène politique. D'ailleurs, des rivalités personnelles ont fait voler en éclats la traditionnelle coalition des formations conservatrices. L'un des animateurs de la Nouvelle Droite, M. Mario David Garcia, qui avait été pressenti pour la vice-présidence, a claqué la porte pour faire cavalier seul. Ayant obtenu l'investiture de candidat à la présidence de la Centrale authentique nationale, ce producteur vedette d'une émission politique de télévision espère bien entraîner à sa suite bon nombre de fidèles de M. Sandoval Alarcon, ce qui devrait lui permettre de prendre des gages pour départager les deux premiers lors d'un probable second tour.

Avec le lourd héritage des militaires, le prochain président, quel qu'il soit, n'aura assurément pas la tâche facile. L'économie n'en finit pas de s'enliser dans le marasme, tandis que le pays ne parvient pas à s'arracher au cycle infernal de la violence. La nouvelle Constitution, adoptée le 31 mai et qui doit entrer en vigueur lors de l'installation du nouveau président, contribuera-t-elle à sortir le Guatemala de l'ornière ? Comme le stipule l'article 5, « toute personne a le droit de faire ce que la loi n'interdit pas ». Mais, derrière les apparences, elle ne remet pas fondamentalement en cause la rôle prépondérant de l'armée, que d'aucuns persistent à considérer comme « le parti politique le mieux organisé ».

JEAN-CLAUDE BURRIER.

HENRI AMOUROUX

La grande histoire des Français sous l'occupation

TOME 7

un printemps de mort et d'espoir

(novembre 1943 - 6 juin 1944)



L'ŒUVRE QUI ÉCLAIRE TOUTE L'OCCUPATION

DÉJÀ PARUS :

- 1 : Le peuple du désastre (1939 - 1940)
- 2 : Quarante millions de pétainistes (Juin 40 - Juin 41)
- 3 : Les beaux jours des collabos (Juin 41 - Avril 42)
- 4 : Le peuple réveillé (Juin 40 - Avril 42)
- 5 : Les passions et les haines (Avril - Décembre 42)
- 6 : L'impitoyable guerre civile (Décembre 42 - Décembre 43)

ROBERT LAFFONT

كتاب من الأدب

ASIE

Vietnam

La relance de l'économie marque le pas

Les réformes économiques entreprises en août au Vietnam se heurtent à de sérieuses difficultés, signale le correspondant de l'AFP à Hanoi. La dévaluation, en septembre, du dong et l'émission d'une nouvelle unité monétaire n'ont pas produit les effets escomptés, puisque l'inflation demeure importante, en dépit de la « vérité des prix » voulue par le gouvernement. La réforme des prix entraîne en longueur, les entreprises demeurent écartelées entre de nouvelles directives et des règlements qui n'ont toujours pas été modifiés. Pour être systématiquement dénoncée, la bureaucratie n'en demeure pas moins omnipotente.

Cambodge

CORRESPONDANCE

A la suite de l'article de Jean-Claude Farnaud sur « Site-2 », camp de réfugiés khmers sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge (le Monde du 11 octobre), M. Pong Kim Koon, représentant du FNLPK (Front présidé par M. Son Sann, premier ministre du prince Sihanouk), nous écrit notamment :

Le FNLPK ne saurait être tenu pour responsable des actes de quelconques éléments qui pourraient échapper à son contrôle. Les trois groupes, il en existe dans tout le territoire, ne sont pas regroupés dans le monde, malheureusement. Le président Son Sann, lui, leader d'un mouvement patriotique dont la devise est « servir, aider et défendre le peuple khmer », n'a jamais toléré ces sortes d'écarts de conduite de la part de ses combattants. Aussi, ces derniers temps, a-t-il pris les mesures qui s'imposaient pour rétablir l'ordre dans le camp.

Si les prix des produits de première nécessité, étroitement surveillés, n'ont guère bougé, ceux des produits manufacturés ont augmenté chaque jour. Conséquence de la politique de « vérité des prix », les augmentations les plus importantes de ces dernières semaines ont eu lieu dans les magasins d'Etat. Leurs prix n'étant pas encore fixés, des produits comme le savon, les casseroles ou les piles de vélo ne sont plus en vente depuis plusieurs semaines. En outre, depuis septembre, la plupart des salariés ne perçoivent qu'un « salaire provisoire », calculé sur la base de leur ancien salaire, les nouvelles grilles n'étant pas établies.

Hanoi a, par ailleurs, multiplié les appels aux entreprises afin qu'elles s'efforcent d'abaisser leurs prix de revient en améliorant leur gestion et leur rentabilité, mais elles sont la plupart du temps « ligotées », selon une expression revenant régulièrement dans la presse ces dernières semaines, par une réglementation tatillonne. Selon M. Vu Ban Kiet, directeur du comité d'Etat au plan, cette situation n'est pas étonnante, car une réforme affectant tous les secteurs de l'économie ne peut pas se faire « du jour au lendemain ».

Un certain désordre est un phénomène inévitable et des « tiraillements » entre les points de vue sur la gestion risquent de continuer à se produire, parfois de façon durable, écrit-il, le 26 octobre, dans le quotidien *Nhan-Dân*.

Après la célébration, au printemps dernier, du dixième anniversaire de la victoire de Saigon, M. Lê Duân, secrétaire général du Parti communiste, a encouragé, entre autres choses, la relance d'une économie à moitié paralysée depuis 1975. Le débat, qui était ouvert

depuis 1979, oppose des « réformateurs », appuyés par M. Lê Duân, et qui seraient d'anciens révolutionnaires « stalistes », aux apparatchiks. Les premiers souhaitent le transfert aux autorités locales d'un certain nombre de décisions dont la bureaucratie entend conserver le contrôle.

Les partisans de réformes estiment, en outre, que, pour relancer l'économie, les travailleurs doivent être davantage « motivés ». En septembre, le gouvernement a annoncé l'introduction d'un nouveau système de salaires fondé sur le principe du mérite et non plus sur celui d'un égalitarisme défendu par une bureaucratie souvent jugée incompétente.

Un nouveau transfert de population

Déjà aux prises avec le coût de la guerre du Cambodge, le Vietnam, peuplé aujourd'hui de 60 millions d'habitants - ce qui le place, sur ce plan, au douzième rang mondial - éprouve de sérieuses difficultés à nourrir sa population, surtout dans le delta du Fleuve Rouge et dans les plaines du centre, où l'on compte parfois plus de mille habitants par kilomètre carré. Le taux officiel d'expansion démographique est de 2,2%, mais, selon d'autres estimations, il serait de 2,7%, en dépit d'importantes campagnes de planification familiale. Au rythme actuel, le Vietnam pourrait donc compter près de 90 millions d'habitants d'ici à l'an 2000.

Tout en tentant d'endiguer une démographie galopante, Hanoi prévoit actuellement le transfert de quelque 12 millions d'habitants du delta du fleuve Rouge et des plaines du centre vers les moyennes et hautes

régions. Ce transfert, qualifié de « grande émigration », figure au programme du prochain plan quinquennal (1986-1990). Mais rien ne dit que l'Etat a les moyens de l'entreprendre. Le précédent transfert de population - entrepris en 1976, pour décongestionner Hô Chi-Minh-Ville (l'ancienne Saigon) - n'avait pas été un succès, une grande partie des gens autoritairement déplacés vers des « zones économiques nouvelles » ayant quitté ces zones où aucune infrastructure sérieuse n'avait été mise en place pour les recevoir et où les conditions de vie étaient extrêmement dures.

Hanoi reconnaît que les conditions sanitaires et alimentaires de la population ne se sont pas améliorées depuis la fin de la guerre. Le *Nhan-Dân* écrivait samedi que la population connaît « beaucoup de difficultés économiques dans la vie quotidienne » et que, seule, « une faible proportion » de Vietnamiens peuvent être classés dans la catégorie des gens en bonne santé, malgré les progrès constatés dans les domaines de l'hygiène, de la nutrition, de la vaccination et de la lutte contre les épidémies.

Isolés, s'ignorant pas les grands changements dont la Chine est le théâtre à l'heure de l'ouverture, sachant que la zone au sein de laquelle ils se situent s'est rapidement développée ces vingt dernières années, les Vietnamiens sont en train de tenter de rattraper le retard acquis ? On prête à M. Lê Duân, qu'on dit malade, la volonté d'introduire, tant qu'il le peut, des réformes économiques substantielles. Il reste à voir s'il aura le temps - et surtout les moyens - de les imposer.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

Un président à 100 %

Les trois millions cinq cent seize mille cinq cent quatre-vingt-deux Ivoiriens qui se sont rendus aux urnes, le dimanche 28 octobre, pour élire le président de la République se sont tous prononcés - sans exception - en faveur de M. Félix Houphouët-Boigny, candidat unique du PDCI-RDA. 100 % des suffrages exprimés. Les résultats définitifs, rendus publics, lundi 28 octobre, par le ministre de l'Intérieur, M. Léon Konan Koffi, font cependant apparaître un très léger écart : 99,98 % des électeurs inscrits ont effectivement pris part à cette consultation. Réélu pour un sixième mandat quinquennal.

M. Houphouët-Boigny améliore encore son score par rapport à 1980. A l'époque, il n'avait, en effet, obtenu que 99,99 % des suffrages exprimés et le taux de participation avait été de 82,27 %. C'est que ses affinités électorales présentaient comme le « fermier de Yamoussoukro » peut se targuer d'une adhésion populaire que pourraient lui envier bien des chefs d'Etat de par le monde. « Houphouët hier, aujourd'hui et demain », avait été le mot d'ordre de cette campagne électorale : les Ivoiriens sont gens disciplinés... L. Z.

Togo

Arrestations et droits de l'homme

A la suite de notre article « Arrestations au Togo. La loi du talion » (le Monde du 14 octobre), nous avons reçu une lettre de l'ambassadeur de Togo à Paris dont nous reproduisons des extraits.

Nous publions sous cette lettre les précisions que nous ont apportées, d'une part, l'organisation Amnesty International, dont une mission s'est rendue au Togo du 11 au 15 octobre, d'autre part, M. Domenech, défenseur d'une des personnes arrêtées, que cite l'ambassadeur du Togo.

Usant de notre droit de réponse, nous écrivons l'ambassadeur du Togo la mise au point suivante :

Dans le courant du mois d'août, plusieurs explosions ont eu lieu à Lomé, l'auteur de l'une de celles-ci et trois de ses complices ont été arrêtés. Ils viennent d'être déferés.

A ce jour, il y a au total quinze (15) personnes arrêtées et déferées, et non trente.

Ce sont les autorités togolaises qui, dans le cadre des échanges d'informations qui existent entre elles et Amnesty International, ont informé cette organisation, le 25 septembre 1985, de l'arrestation d'un certain nombre de personnes impliquées dans cette affaire.

Ce sont également les autorités togolaises qui, à leur propre initiative, ont fourni à Amnesty Interna-

tional et à la presse la liste des personnes arrêtées et déferées, les lieux de leur détention (Lomé) et les conditions de la mort de M. Adote, décédé au Centre hospitalier universitaire de Lomé d'hypertension artérielle.

Il y a donc en un mort et non deux.

Afin de permettre à Amnesty International de répondre à toutes ses préoccupations, les autorités togolaises ont invité cette organisation à se rendre à Lomé pour s'informer sur place.

Le samedi 12 octobre 1985, la délégation d'Amnesty International, en présence d'un avocat du barreau de Paris, a avec l'amorisation exceptionnelle du garde des sceaux, pris connaissance des documents substantiels placés sous scellé judiciaire.

Le lundi 14 octobre 1985, M. Domenech, avocat du barreau de Paris, sur invitation des autorités togolaises, a pu rencontrer M. Gu-Koum, dont il est le défenseur, et M. Ocansey, du barreau de Lomé, tous deux arrêtés dans le cadre de cette affaire. (M. Ocansey a depuis été libéré.)

C'est en présence des délégués d'Amnesty International et d'un autre avocat du barreau de Paris, que M. Domenech s'est entretenu avec ses clients.

Toutes les personnes arrêtées et déferées, au total quinze, ont eu la visite, ce jour 15 octobre 1985, des délégués d'Amnesty International.

Les précisions d'Amnesty International...

Messavi Biava et d'autres personnes ont été arrêtées le 24 août 1985. Ils sont soupçonnés d'avoir été les auteurs d'une explosion. Les autorités ont refusé de communiquer à Amnesty International l'identité des personnes arrêtées et leur lieu de détention, et ont déclaré que ces personnes sont détenues au secret et n'ont pas été incriminées.

Les autorités conviennent que Messavi Biava et les autres personnes sont en garde à vue depuis environ deux mois, en violation des lois togolaises d'après lesquelles la garde à vue est limitée à quarante-huit heures. Amnesty International est inquisite à la suite d'informations d'après lesquelles Messavi Biava a été torturé et a demandé aux autorités d'assurer sa protection ainsi que celle de ses cotérisés.

Les autorités ont confirmé qu'en plus de Messavi Biava et de ses cotérisés, elles détenaient au moins dix-huit personnes soupçonnées de détention de littérature critiquant le gouvernement. On sait que treize de ces personnes ont été incriminées. Amnesty International a communiqué également au gouvernement les noms d'autres personnes qui auraient été arrêtées pour des raisons politiques en août et septembre 1985, mais n'a reçu jusqu'ici aucune réponse.

Amnesty International est reconnaissant aux autorités togolaises de lui avoir communiqué le nom de quinze personnes arrêtées en septembre 1985 et soupçonnées de détention de littérature critiquant le gouvernement et d'avoir informé l'organisation de la mort à l'hôpital de l'une d'elles, Adote Aka Homère, survenue alors que celui-ci était encore officiellement détenu.

Cependant, Amnesty International est gravement préoccupée par des renseignements d'après lesquels Adote Aka Homère est mort à la suite de tortures à l'hôpital et par le fait de n'avoir reçu aucune réponse à sa question sur les raisons pour lesquelles aucune enquête judi-

ciaire n'a eu lieu à la suite de son décès, comme le stipule l'article 60 du code de procédure pénale togolais.

La mission d'enquête d'Amnesty International au Togo, du 11 au 15 octobre 1985, a eu lieu à l'initiative d'Amnesty International.

Samedi 12 octobre 1985, en présence de M. Joffre de la Pradelle, du barreau de Paris, la délégation d'Amnesty International a pu voir des documents critiquant le gouvernement du Togo qui auraient été trouvés en possession de certaines des personnes arrêtées en septembre 1985. Les délégués d'Amnesty International ont cependant noté que les documents se trouvaient dans des cartons ouverts au bureau du ministre et n'ont apparemment pas été mis sous scellé depuis leur prétendue découverte, environ trois semaines auparavant. Amnesty International craint que l'absence de scellés n'ait affaibli leur valeur de preuve, les exposant à des manipulations.

Le mardi 12 octobre, on a montré aux délégués d'Amnesty International quatorze personnes, dont on leur a dit qu'elles étaient détenues pour possession de documents subversifs. Les délégués n'ont pu photographier aucune de ces quatorze personnes, ni leur parler. Ils ont noté que l'un d'eux avait un plâtre sur le thorax et sur un bras, faisant penser à la fracture de côtes et du bras ; qu'un autre avait un épais pansement à une main, et que l'aspect et l'allure de tous semblaient corroborer les allégations de mauvais traitements.

Les délégués d'Amnesty International ont été informés qu'un autre prisonnier, Aka Kodjo Kuku, se trouvait à l'hôpital et ne pouvait pas rencontrer les délégués.

Amnesty International est préoccupée par l'absence de toute explication de la part des autorités du fait que ses seize détenus, un était mort, un autre était à l'hôpital, un troisième, au moins, souffrait d'une fracture d'un membre, et les autres avaient des blessures visibles.

...et celles de M. Domenech

M. Domenech nous a confirmé qu'il avait effectivement vu son client, le 14 octobre, dans le bureau du ministre de l'Intérieur en l'absence de celui-ci, mais en présence du ministre de l'Information, du ministre de la justice et du colonel Assi de la gendarmerie. Assisté aussi à l'entretien, M. Koffi, l'avocat togolais de M. Gu-Koum, des représentants d'Amnesty International et M. de la Pradelle, M. Domenech n'avait l'autorisation de ne poser

qu'une question à son client et uniquement sur son état de santé. La réponse a été : « J'ai beaucoup de choses à dire ». M. Domenech a répondu la question, obtenant pour toute réponse : « Je vous remercie, M. Domenech ».

L'entretien avec son client a duré moins de deux minutes. Selon M. Domenech, M. Gu-Koum était « fatigué, amaigri. Il pouvait se mouvoir, mais avait du mal à bouger les poignets ».

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le criminel de guerre Alois Brunner serait prêt à se rendre

Bonn. — Alois Brunner, l'un des derniers grands criminels de guerre nazis encore en fuite, serait prêt à se rendre pour être jugé par un tribunal international. C'est, du moins, ce qu'il affirme dans un entretien accordé à l'hebdomadaire ouest-allemand *Bunte*, qui paraît mercredi 30 octobre.

Agé de soixante-trois ans, Alois Brunner vit à Damas, en Syrie, sous le nom de Georg Fischer. D'origine autrichienne, il fut le plus proche collaborateur d'Adolf Eichmann. Il participa aux déportations massives de juifs en Autriche, en Tchécoslovaquie et en Grèce avant de prendre, en 1943, la direction du camp de Drancy, près de Paris, d'où partaient les convois pour Auschwitz. Il est actuellement recherché par la France, la Tchécoslovaquie et Israël. En 1954, un tribunal français l'avait condamné à mort par contumace.

Siman Wiesenthal, le chasseur de nazis, qui avait, depuis longtemps, signalé la présence du criminel de guerre à Damas, a déclaré, lundi à Vienne, que la proposition de reddition de Brunner était « une ruse, car Brunner veut se rendre à une cour qui n'existe pas ». — (AFP, AP.)

CANADA

Ottawa et Washington favorables au libre-échange

Calgary. — Les négociations entre le Canada et les Etats-Unis en vue d'un accord de libre-échange entre les deux pays pourraient commencer au début de 1986, a estimé, lundi 28 octobre, à Calgary (Alberta), le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qui venait de s'entretenir avec son collègue canadien, M. Joe Clark. Ces discussions d'annoncent toutefois comme une entreprise de longue haleine. M. Shultz a déclaré que le futur accord devra apporter des « bénéfices mutuels » et comporter des « avantages substantiels » pour les deux pays. Le Canada et les Etats-Unis sont les deux plus importants partenaires commerciaux de la planète : en 1984, le volume de leurs échanges s'est élevé à 150 milliards de dollars américains. Des différends sérieux opposent Washington et Ottawa dans les domaines de la sidérurgie et de l'industrie du bois. — (AFP.)

CUBA

Première visite de M. Chevardnadze

La Havane. — Le ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Edouard Chevardnadze, arrivé dimanche 27 octobre à La Havane pour sa première visite à Cuba en tant que chef de la diplomatie soviétique, a entamé lundi 28 ses entretiens avec les dirigeants cubains. Ils porteront principalement sur le problème de la dette des pays du tiers-monde et sur la situation en Amérique centrale et en Afrique australe. Cette visite de M. Chevardnadze survient quelques semaines avant la sommet américano-soviétique de Genève, qui aura lieu les 19 et 20 novembre. — (AFP.)

Soudan

La trêve rompue

La trêve annoncée il y a deux semaines dans les combats opposant les rebelles du Sud aux forces du Khartoum semble avoir fait long feu. Le gouvernement vient d'annoncer que les rebelles avaient rompu le cessez-le-feu à deux reprises. Le ministre de la défense, M. Osman Abdullah Mohamed, a indiqué que les rebelles avaient attaqué le samedi 26 octobre un bateau à vapeur sur la Nil, tuant 14 soldats. Cette opération, selon M. Mohamed, signifie soit que M. John Garang, le chef des rebelles, ne contrôle pas ses troupes, soit que la cessez-le-feu, qu'il avait lui-même annoncé le 19 octobre, n'était qu'une manœuvre. Le 23 octobre, Khartoum avait déjà accusé les rebelles d'avoir attaqué trois localités dans les régions du Haut-Nil et de Bahar-el-Ghazal. Le ministre de la défense n'en a pas moins assuré que le gouvernement entendait, pour sa part, respecter la trêve. — (Reuters.)

Inde

La saga des Gandhi

(Suite de la première page.)

Tout naturellement, M. Rajiv Gandhi, une fois parvenu au pouvoir, a choisi son cousin Arun pour l'épauler. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et, bien que fort différents, ils sont liés, dit-on, par une solide amitié.

De fait, harnais Rajiv lui-même, aucun politicien indien n'a accompli un parcours aussi météorique qu'Arun. Inconnu en 1979, il est aujourd'hui présenté comme le numéro deux virtuel du régime avec le titre officiel de ministre délégué à la sécurité intérieure, à la loi et à l'ordre. Il y a un an, il n'était rien, il y a deux mois, il était secrétaire d'Etat à l'électricité. Depuis le remaniement ministériel de fin septembre, il est le Fouché du régime. Tous les services de renseignements qui étaient antérieurement sous le direct du chef du gouvernement sont à présent placés sous son contrôle. Avec les forces paramilitaires, également placées sous sa responsabilité, M. Arun Nehru commande à deux cent cinquante mille hommes.

Sur orbite

Physiquement, ce cousin de M. Rajiv Gandhi ressemble à M. Michel Rostowski, mais son personnage historique favori est Napoléon. Ancien résident, jusqu'en 1979, d'une grande entreprise de peinture, M. Nehru sort des limbes l'année suivante quand Indira Gandhi, qui vient

Pakistan

● M. Benazir Bhutto attendue en France. — M. Benazir Bhutto, présidente du Parti du peuple du Pakistan (PPP, opposition, interdit), a accepté les conditions des autorités pakistanaises, et devrait ainsi pouvoir se rendre en France pour répondre à la convocation du juge d'instruction chargé du dossier sur la mort de son frère, Shah Nawaz (le Monde du 25 octobre). A-t-on appris, lundi 28 octobre, à Karachi, de sources proches de la famille, M. Bhutto, placée en résidence surveillée, à Karachi, depuis le 29 août, a, en effet, accepté de payer directement l'aéroport depuis sa villa, a-t-on précisé de mêmes sources. Selon la presse locale, elle pourrait s'envoler de Karachi vendredi soir.

D'autre part, le bégum Nusrat Bhutto a affirmé lundi que son fils, mort empoisonné dans des conditions mystérieuses il y a trois mois à Cannes, avait agonisé pendant huit à douze heures.

Aujourd'hui, ministre délégué à la défense, M. Arun Singh s'occupe avec M. Rajiv Gandhi de la sécurité extérieure du pays et M. Arun Nehru, lui, veille sur l'ordre interne. « Il est le Robert Kennedy du patron », disent les journalistes indiens. Aux élections de décembre 1984, c'est lui, entre autres, qui a distribué les « tickets » gagnants du Congrès aux candidats à la députation. Résultat : un bon nombre des élus de l'actuelle Assemblée nationale lui doivent leur carrière. De toute évidence, c'est lui qui connaît le mieux les rouages et les arcanes du vieux parti fondé par le mahatma Gandhi.

Doté d'une forte personnalité et du verbe autoritaire - on l'a vu, en public, claquer des doigts pour appeler tel ou tel ministre, - il passe pour être à la fois efficace, arrogant et dénué de scrupules. « Pour lui, seul le résultat compte », rapportent ses amis. Depuis un mois, la presse indienne ne parle plus que de lui, et le grand magazine de l'élite locale, *India Today*, vient de lui consacrer sa couverture. Il y est décrit comme un « super tacticien », et d'anciens lui promettent un grand avenir. L'Inde, apparemment, peut dormir tranquille, « le dernier des Nehru est placé sur orbite », ainsi que l'écrit un célèbre éditorialiste.

PATRICE CLAUDE.

السلامة العامة

AFRIQUE

Satisfactions

APRIL 1986

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

LES ASSURÉS

politique

APRÈS LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ ENTRE M. FABIUS ET M. CHIRAC

Satisfaction dans l'opposition

Le général de Gaulle avait l'habitude, après certaines de ses fameuses conférences de presse, de partir aussitôt en voyage en province pour tester auprès de ce que l'on n'appelle pas encore « la France profonde » l'effet de ses déclarations élyséennes. *Mutatis mutandis* M. Chirac a fait de même en visitant, lundi 28 octobre, le département des Ardennes. Devant quelque trois mille personnes réunies à Charleville-Mézières, le président du RPR a de nouveau souligné l'« incohérence » de la politique du gouvernement dans de multiples domaines. Il a aussi ironisé sur le voyage de M. Fabius à Mururoa « le dernier endroit à la mode pour ceux qui ont tant brocardé la bombinette du général de Gaulle ». De même, il a évoqué l'extrême droite « institutionnalisée par la nouvelle loi électorale », et il a dénoncé « ceux qui ont gouverné des extrémistes au moins aussi dangereux pour les libertés, le droit d'évoquer ce problème, puisqu'ils se sont disqualifiés sur ce point ». Il a ajouté : « Le premier ministre me dit en langage : le racisme se développe ».

Selon un sondage de la SOFRES

M. CHIRAC VAINQUEUR

M. Jacques Chirac l'a emporté sur M. Laurent Fabius lors du débat télévisé du dimanche 27 octobre, si l'on en croit les résultats d'un sondage SOFRES-Europe 1 réalisé après l'émission diffusée de huit cents personnes qui avaient suivi l'affrontement de l'actuel et de l'ancien premier ministre.

44 % des personnes interrogées estiment que le maire de Paris est sorti vainqueur du débat, 24 % accordent le bénéfice de ce jugement à M. Fabius. 28 % jugent qu'aucun des deux hommes ne peut être déclaré vainqueur et 4 % sont sans opinion sur le sujet.

M. Chirac a été jugé par les personnes interrogées plus convaincant, plus clair et plus confiant que son adversaire, et M. Fabius plus sympathique que le président du RPR. Les deux hommes sont crédités d'une égale sincérité.

Pour 42 % des personnes interrogées, M. Chirac est apparu au cours du débat comme le plus compétent de la République. M. Fabius n'a donné cette image qu'à 23 % des personnes interrogées.

An terme du débat, 19 % des personnes interrogées ont affirmé avoir une meilleure opinion de M. Chirac qu'auparavant, tandis que 24 % déclaraient avoir moins bonne opinion de M. Fabius qu'avant la soirée de dimanche.

Pour 65 % des personnes interrogées, le débat n'a pas permis de mieux comprendre les problèmes qui se posent à la France.

ALBERT SARRAUT N'ÉTAIT PAS PRÉSIDENT DU CONSEIL EN 1934

M. Chirac a cité, à propos de l'affaire Greenpeace, un extrait de *Politique*, II (Ed. Fayard, 1981), recueil d'articles et de déclarations de M. François Mitterrand. Dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* le 17 avril 1980, au sujet de l'affaire de Broglie et de la procédure engagée par la gauche contre M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur au moment des faits, M. Mitterrand déclarait qu'Albert Sarraut, « président du conseil », avait donné sa démission à la suite de l'assassinat, à Marseille, du roi Alexandre de Yougoslavie.

Albert Sarraut n'était pas, à l'époque, président du conseil (c'était Gaston Doumergue), mais ministre de l'intérieur, et c'est à ce titre qu'il avait donné sa démission, le 13 octobre 1934. Sa responsabilité était engagée, en effet, par les carences des services de sécurité à Marseille. Comme celle de M. Charles Hernu, en somme, l'était par l'affaire d'Auckland...

Albert Sarraut a retrouvé le ministère de l'intérieur le 24 janvier 1936, mais à ce poste-fleuille il ajoutait, cette fois, la fonction de président du conseil, qu'il avait déjà assumée en 1933.

Oui, il se développe, et nous ne pouvons que le condamner. An total M. Chirac « ne voit pas de terrain sur lequel on puisse opérer de rapprochement honnête des points de vue avec les socialistes » après avoir exposé les divers chapitres du programme du RPR, soulignant chaque fois qu'il faudra « désocialiser l'économie et la société ».

A propos de son débat avec M. Fabius, M. Chirac a confié aux journalistes qu'il avait trouvé celui-ci « intéressant » et qu'en conséquence il en était « satisfait ». Il a fait remarquer que les observateurs qui avaient trouvé des points d'accord entre lui et le premier ministre, « avaient probablement mal écouté ». M. Jacques Sourdille, ancien ministre qui sera chef de file du RPR aux élections législatives dans les Ardennes, a estimé : « Les Français ne voyaient plus M. Chirac que comme chef de parti. Ils se souviennent maintenant qu'il a été premier ministre. Cette émission l'aura rétabli dans cette dimension ».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a surtout relevé que M. Fabius n'a pas cité une seule fois le nom de M. Mitterrand ni « assumé la totalité de l'action conduite depuis 1981 par le pouvoir ». En conséquence, M. Fabius est à ses yeux « un premier ministre technicien d'intérêt ». Tout aussi catégorique, M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, estime que « le socialisme est sorti grand vaincu de ce débat. C'est une idée morte, et M. Fabius en a fait l'aveu ». Le premier ministre s'est révélé un tigre de papier. Pour M. Dominati, député UDF de Paris, « le socialisme est une idée oubliée ». M. Mehauguier, président du CDS, a jugé M. Fabius « agressif, méprisant, méquin dans l'attaque, et trichant sur le fond ».

Quant à M. Philippe Madrel, président du CNIP, pour qui M. Chirac a « dominé nettement », il souhaite savoir « si les Français de droite et d'extrême droite ont bien les mêmes droits que ceux de gauche et d'extrême gauche ». Enfin, M. Jean-Marie Le Pen a estimé que « le face-à-face entre M. Chirac et Fabius, ces énarques interchangeables, avait été extrêmement médiocre » et qu'il s'était terminé sur « le score de zéro à zéro ».

VENDEE : accord entre chiraquiens et barristes

On pouvait s'attendre qu'en Vendée deux listes distinctes de l'opposition se présentent. Dans ce département est en effet élu comme député depuis 1981 un des principaux lieutenants de M. Raymond Barre, M. Philippe Mestre, ancien directeur du cabinet de l'ancien premier ministre. Or il n'en est rien, et c'est unis sur la même liste que barristes et chiraquiens iront à la bataille de mars. Ces derniers obtiennent la première place pour M. Vincent Anquetier, député RPR constamment réélu depuis 1962, et la troisième pour M. Pierre Mauger, troisième député sortant.

Si M. Mestre a accepté la deuxième place, c'est parce que deux autres de ses amis UDF, MM. Philippe de Villiers et Louis Guesdon, maire des Sables-d'Olonne, occupent les deux dernières des cinq places de la liste. L'opposition, qui escompte bien enlever quatre des cinq sièges, serait dès lors représentée à égalité entre le RPR et l'UDF au Palais-Bourbon, mais le premier suivant de liste non élu en mars sera alors un UDF.

Pour les élections au conseil régional des Pays de Loire, les UDF de Vendée auront une priorité, puisque la liste d'union y sera conduite par M. Mestre, suivi de MM. de Villiers et Guesdon.

RHONE - M. Michel Noir, député RPR, estime que dans ce département « l'attitude de Raymond Barre, refusant de cohabiter avec le RPR sur une liste d'union dans le Rhône, risque de faire perdre à l'opposition un neuvième siège qui est en balance pour les élections législatives ».

Désappointement chez les socialistes

Le premier commanditaire du porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, sur le débat entre MM. Laurent Fabius et Jacques Chirac, était positif pour le premier ministre, comme il se devait (le Monde du 29 octobre). Les socialistes ont ensuite laissé paraître, au cours de la journée de lundi, une certaine déception.

Tout en se déclarant « satisfait sur les questions de fond », M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, chargé des fédérations, estime que le débat « n'a pas tenu toutes ses promesses ». Certes, M. Fabius « a exposé beaucoup de lignes-programmes qui manquaient chez Chirac », mais, « quant à la forme », M. Debarge est « resté sur [sa] sel ». Il aurait souhaité « moins d'interruptions », et il s'est interrogé sur une « évolution souhaitable de la forme » des grands débats télévisés.

Vécu par l'ordinateur...

M. Laurent Fabius a utilisé en quarante minutes, au cours du débat télévisé, 7 228 mots et M. Jacques Chirac en a prononcé, en quarante-trois minutes, 7 197, indique une analyse lexicologique réalisée par la société de conseil en communication Infométrie.

Selon cette étude, effectuée sur ordinateur, l'actuel premier ministre a parlé plus vite (180 mots/minute) que son prédécesseur à l'hôtel Matignon (187 mots/minute). Infométrie a établi un indice de richesse du vocabulaire des protagonistes calculé en faisant le rapport du nombre total de mots et du nombre de mots différents. Le ressort de cette comparaison que M. Chirac (indice : 19) a utilisé un vocabulaire légèrement plus riche que celui de M. Fabius (indice : 18).

Le premier ministre a utilisé 184 fois le pronom personnel « je », 1 mot ; le maire de Paris, 136 fois.

M. Fabius, indique encore l'analyse infométrique, n'a pas son discours que M. Chirac. Il utilise 26 fois les formules : « Je crois », « Je pense » (M. Chirac : 12 fois). En revanche, le maire de Paris emploie 54 fois l'expression « il faut » (M. Fabius : 38 fois).

Sur Europe 1, lundi soir, M. Queyranne a déclaré que « le débat était trop court, trop ramassé » sur le chapitre de l'immigration et de la sécurité. Selon M. Queyranne, la discussion au Parlement du projet de code pénal, annoncée par le premier ministre, pourrait être l'occasion d'une « clarification » sur ce chapitre.

Le désappointement et une certaine incompréhension de la démarche du premier ministre transparaissent, lundi, dans les propos tenus en privé par nombre de socialistes. A défaut d'avoir été donné dimanche par M. Fabius, le coup d'envoi de la campagne électorale des socialistes le sera le 29 novembre, au cours d'un grand rassemblement auquel participeront, notamment, le premier ministre et M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS.

Au cours du débat, M. Fabius a interrompu M. Chirac 91 fois. M. Chirac ne l'a fait que 25 fois. Le premier ministre a posé d'abord 18 questions à son adversaire. Le maire de Paris n'en a adressées que 7 au premier ministre.

Au cours des échanges, M. Fabius a cité 8 fois le nom de M. Raymond Barre, 3 fois celui de M. Michel Debré et 2 fois celui de M. Jacques Chirac. M. Chirac a mentionné 2 fois le nom de M. Barre, une fois celui de M. Debré, 2 fois celui du général de Gaulle, une fois celui de Vincent Auriol. Lui seul a cité le nom de M. François Mitterrand à deux reprises.

Les mots les plus fréquemment utilisés par M. Fabius au cours du débat ont été : « France », « Chirac », « question », « temps », et « premier ministre ». Les termes les plus souvent cités par M. Chirac ont été : « Fabius », « France », « si », « pays », « politique ».

Le volume lexical total consacré à chacune des parties du débat se répartit ainsi : 13,2 % pour la politique intérieure, 22,6 % pour la politique étrangère, 43,3 % pour l'économie, 11,5 % pour l'immigration et la sécurité et 9,2 % pour la conclusion.

« Les libéraux purs et simples sont devenus une espèce dangereuse » affirme M. Raymond Barre

De notre correspondant régional

Anbans. - M. Raymond Barre ne change pas. Au plus fort, du tumulte médiatique de la rencontre télévisée Fabius-Chirac, il a tenu, tout au long de sa tournée ardéchoise, lundi 28 octobre, à se démarquer de ses rivaux, tout en affectant l'indifférence vis-à-vis des deux protagonistes. « Je ne dis rien sur le sujet. Si je dois participer à un débat, je le ferai savoir », le moment venu. A l'évidence, l'ancien premier ministre préfère aujourd'hui les contacts directs. En cinq étapes dans le Sud ardéchois, il a poursuivi sa campagne d'explication à base d'économie appliquée en terrain rural, sans oublier les contingences politiciennes.

Son soutien au jeune candidat tête de liste UDF dans le département, M. Jean-François Michel, lui a par exemple permis de faire l'éloge de « l'union qui n'est pas l'uniformité ». La preuve : M. Michel présente une liste en concurrence avec celle du RPR M. Régis Perbet, dans un département qui n'a que trois sièges en jeu. Première inquiétude exprimée à Villeneuve-de-Berg : la crainte d'un retour au pas de gymnastique d'une situation « proche de la troisième République ». Le soir, à Anbans, il a précisé : « Les élus seront des quasi-fonctionnaires de partis, sans relations directes avec les électeurs. » Le rythme s'est accéléré au cours de la réunion publique : « Le naturel des Français est en train de revenir au galop ».

Les socialistes demeurent la cible privilégiée de M. Barre, qui n'a jamais évoqué, même allusivement, M. Le Pen ou le Parti communiste. Ses griefs sont d'abord économiques : à tous ses auditeurs M. Barre, plus « professeur » que jamais, rappelle les « erreurs », voire les « péchés » enregistrés depuis 1981. Il évoque l'endettement extérieur : « Ils ont plongé la France pour longtemps dans une situation difficile » : le chômage (« Destruction

des emplois... catastrophe pour le bâtiment et les travaux publics... un fardeau que nous aurons longtemps à porter... Fourtant il affirme qu'il n'est pas, lui, « un marquis de la dénationalisation ». La précision est importante. La petite musique de la différence avec M. Jacques Chirac a comporté d'autres notes...

Pour exemple, cette autre petite phrase ciselée dans une coquetterie viscérale, proche de Racine : « Les libéraux purs et simples sont devenus une espèce dangereuse », et encore et surtout des formules définitives pour bien marquer son opposition de plus en plus résolue à toute forme de cohabitation : « Le président et le premier ministre se tiennent. Ils forment un couple. (...) Gardez votre sang-froid, car les expériences qui pourraient être faites (sous-caméda en 1986) ne dureront pas longtemps et les Français feront payer à la nouvelle majorité les défailles qu'elles auront engendrées ».

CLAUDE RÉGENT.

M. BARRE REÇOIT LE PRIX POLITICO

Un jury de journalistes bien décidés à être « frondeurs, persifleurs et ironiques » a décerné le premier prix Politico (un siège orientable) à M. Raymond Barre, « l'homme politique le plus politicien de l'année bien qu'il ne fasse pas de politique ». Ce jury a déclaré « hors concours », le président Edgar Faure « pour l'ensemble de son œuvre ». M. Barre s'est déclaré heureux d'avoir obtenu ce prix de journalistes qui « ont reconnu [ses] éminentes qualités. Ils ont compris, a expliqué l'ancien premier ministre, que je faisais de la vraie politique, c'est-à-dire celle qui consiste à traiter des vrais problèmes du pays et non pas à chercher des avantages particuliers ».

SITUATIONS 86

BAS-RHIN : un rocardien fait liste à part!

De notre correspondant

Strasbourg. - Le maire socialiste rocardien de Schiltigheim (Bas-Rhin), M. Alfred Muller, a annoncé lundi 28 octobre sa démission du PS et la constitution de sa propre liste pour les législatives de mars. Il paragonne l'initiative Mouvement pour la démocratie alsacienne avec son ami André Furgerousse, maire d'Ostwald, qui quitte lui aussi le parti pour se présenter aux régionales.

Cette décision consacre la rupture entre le maire de Schiltigheim et la fédération du PS du Bas-Rhin, qui lui proposait la deuxième place de sa liste, derrière le député sortant M. Jean Oehler. M. Muller, qui était au PS depuis 1979, est l'unique conseiller général de gauche du Bas-Rhin. Il s'était mis « en congé » du Parti socialiste après l'affaire du synchrotron, cet équipement de haute technologie nucléaire pour lequel le gouvernement a préféré le site de Grenoble (Isère) à celui de Strasbourg, fin octobre 1984.

M. Alfred Muller avait été ensuite réélu dès le premier tour des cantonales de mars 1985 avec 58,71 % des suffrages, alors que les deux autres socialistes sortants, MM. Jean Oehler et Raymond Gruber, étaient battus.

M. Muller, âgé de quarante-cinq ans, élu municipal de Schiltigheim depuis 1971, maire depuis 1977, est l'avaient du « conseil municipal des enfants » repris depuis dans de nombreuses villes de France. Il fait souvent référence à un « socialisme à l'alsacienne » dans la politique municipale menée avec le PC dans la deuxième ville du Bas-Rhin.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans un travail de rééducation sociale, donnez-moi, volontairement, appareils de chauffage, détergers, radio, livres et tous objets encore utiles ou réprouvés... Sur combien vendrez-vous votre don?

APPELEZ : 583.54.40

ALLIER : les « jeunes » mécontents

De notre correspondant

Dans l'Allier, l'opposition, qui peut prétendre conquérir en mars prochain deux des quatre sièges de député (aujourd'hui acquis à la gauche), est unanime à refuser la désunion « décriée » par les états-majors de l'UDF et du RPR. Cette unanimité doit emblème d'aise M. Valéry Giscard d'Estaing, qui souhaite que la région Auvergne, dont fait partie le département de l'Allier, donne à la France l'exemple de l'union.

Si Paris cédaient aux pressions qui montent de l'Allier, c'est M. Hector Rolland (RPR, maire de Moulins, cinquante-deux ans) qui perdrait son plus proche allié RPR, mais une liste d'union devant le ou les représentants de l'UDF, qui ne sont toujours pas désignés. Le nom le plus fréquemment cité est celui de M. Jacques Lacaze, soixante-trois ans, maire (PR) de Vichy. Mais il est aussi question d'un radical, M. Georges Freleste, conseiller général de Vichy, et de M. Gabriel Péronnet, ancien ministre, ancien député de Vichy.

Pour l'homme fort de l'opposition en Bourbonnais, M. Jean Cluzel, sénateur centriste, président du conseil général, « MM. Rolland et Lacaze s'imposent ». Cet avis est d'être partagé par l'ensemble des conseillers généraux de droite, en particulier des jennets. Ces « sans grade », comme ils se nomment, accusent les états-majors de tout « mal » décider de Paris sans en référer à la base. A leurs yeux, le « ticket » Rolland-Lacaze n'est que deux défauts : il ne représente pas l'avenir et, de plus, il porte la griffe du député de Chamalières, qu'ils n'apprécient guère (le docteur Lacaze s'est en effet un ami de M. Giscard d'Estaing, d'ont Hector Rolland, est ostensiblement rapproché après que M. Jacques Chirac lui ait refusé une place sur la liste européenne en 1984).

Ces jeunes conseillers (RPR et UDF) menacent donc de constituer leur propre liste tant aux législatives qu'aux régionales. Si toutefois l'union devait se réaliser, ils pourraient, pour ne pas être taxés de diviseurs, se contenter d'une liste aux élections régionales.

PATRICE ROTIG.

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
3 gammes de sentures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT
dans un travail de rééducation sociale, donnez-moi, volontairement, appareils de chauffage, détergers, radio, livres et tous objets encore utiles ou réprouvés... Sur combien vendrez-vous votre don?
APPELEZ : 583.54.40

VALIDATION
Tous les Mercredis et Jendis
DES BULLETINS
cette semaine
SUPER PACTOLE
LOTO SPORTIF

ملكا من الاصل

POLITIQUE

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

● Artisanat, commerce et tourisme : « Nous ne sommes plus en 1936... »

Une fois encore, les députés du RPR, de l'UDF et du PC se sont retrouvés sous le drapeau de l'Assemblée nationale pour repousser les crédits du ministère de l'Artisanat, du commerce et du tourisme, approuvés en revanche par ceux du PS. Ces crédits sont de 648,15 millions

Discuter du budget d'un tel ministère n'est pas aisé pour l'opposition. Elle veut, tout à la fois, critiquer la faiblesse des crédits consacrés par le gouvernement à des secteurs très sensibles pour l'économie, se plaindre de l'interventionnisme de l'Etat, demander d'un même mouvement moins d'Etat et plus d'argent public ! Pourtant, elle ne cesse de se livrer à cet exercice difficile. « Les crédits peuvent paraître dérisoires », dit ainsi M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine), en ajoutant : « Plus que l'aide, c'est de la liberté d'action que le commerce a besoin. » M. Jean de Préaumont (RPR, Paris) fait la même constatation pour le tourisme : « Ces crédits prouvent que ce n'est pas un secteur prioritaire pour le gouvernement. » M. Louise Moreau (UDF, Alpes-Maritimes) constate que « le tourisme semble tirer son épingle du jeu grâce aux efforts des professionnels », mais souligne que ceux-ci « ont besoin d'un climat de liberté et de confiance » que bien entendu, à ses yeux, ne crée pas le gouvernement.

Le paradoxe est que la majorité tient un raisonnement qui n'est pas très différent. M. Jean-Louis Dumont (PS, Meuse), rapporteur de la commission des finances, explique que « le dynamisme et le caractère vivace de l'artisanat ne dépendent pas seulement de l'aide des pouvoirs publics et, au contraire, cette dernière ou les indolentes subventions qui s'y attachent peuvent bien souvent être ressenties comme bureaucratiques et policières ». Quant à M. Michel Crépeau, le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, il souligne que « le rôle du gouvernement n'est pas de faire du tourisme à la place des professionnels », mais d'aider ces secteurs à se moderniser, en favorisant notamment la formation des hommes.

de francs pour le commerce et l'artisanat, soit 0,66 % du budget de l'Etat, une augmentation de 9,5 % par rapport à 1984. Ils sont de 269,43 millions de francs, soit 0,82 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat, en diminution de 5 % sur l'an dernier, pour le tourisme.

Pour sortir de cette contradiction, l'opposition choisit parfois la fuite en avant. Ainsi, M. Jean-Paul Charié (RPR, Loiret) estime-t-il que c'est la politique du gouvernement qui est néfaste aux petites entreprises : « Monsieur le ministre, cessez de vous occuper des commerçants, et artisans et vous, la gauche, laissez-les travailler, rendez-leur leur liberté et la France y retrouvera son compte. » Seulement, les socialistes, loin d'avoir honte de leur bilan en la matière, en sont fiers.

M. Jean-Pierre Destrade (PS, Pyrénées-Atlantiques), rapporteur pour avis de la commission de la production, évoquant les lois sur les conjoints des travailleurs non salariés, sur la formation des artisans, sur l'entreprise individuelle, remarque : « Si vous, messieurs de l'opposition, vous ne cessez de parler du commerce et de l'artisanat, nous, majorité, avons fait plus en quatre ans que vous en vingt ans ou même quarante années. »

Et le tourisme social ? S'il y a encore des progrès à accomplir, notamment en matière de prestations sociales, c'est, affirme M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne) parce que les responsables professionnels de l'époque ont refusé, en 1945, l'intégration au régime général de la Sécurité sociale et, comme le dit M. Crépeau, parce que « tout ne pouvait être fait en une législature ». M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, rappelle, lui, que M. Jacques Chirac a envisagé la suppression de la direction du commerce intérieur, « qui compte 75 à 80 fonctionnaires » et il demande : « Au-delà de ce semblant de moins d'Etat, va-t-on supprimer les aides aux groupements et à la formation, les indemnités de départ et apprécier des commerçants âgés ? En atten-

Th. B.

● Culture : un ministre heureux !

Discours et votes ne correspondent pas toujours. Ainsi, le lundi 28 octobre à l'Assemblée nationale, lors du débat sur les crédits du ministère de la culture, les députés du PC se sont abstenus après avoir tenu un discours très dur ; ceux de l'UDF ont voté contre, après avoir été, pour une fois, modérés dans leurs critiques. En revanche, cohabérants avec le concert de louanges qu'ils ont chanté à M. Jack Lang, les élus socialistes ont approuvé son budget, et

ceux du RPR, qui n'ont pas jugé utile de s'exprimer beaucoup sur un tel sujet, n'étaient pas représentés au moment du vote. Ces crédits, de 9 619,64 millions de francs, en progression de 15,8 % à structure budgétaire constante, représentent 0,85 % du budget de l'Etat, mais 1 % si l'on tient compte des crédits transférés aux collectivités locales par la décentralisation (le Monde du 29 octobre).

Même sur les « grands chantiers du présent », si souvent contestés, M. d'Aubert est prudent : « Pris individuellement, aucun n'est contestable, sauf peut-être dans son principe le Carrefour international de la communication, qui ne servira pas à grand-chose, et dans sa conception actuelle l'Opéra de la Bastille. »

Aussi il précise que si elle devient majoritaire, l'opposition devra achever la Villette, le musée d'Orsay, le Grand Louvre, le démantèlement du ministère des finances, l'Institut du monde arabe, « même si cela grève les crédits du ministère aux dépens d'autres dépenses ».

Les communistes sont beaucoup plus sévères sur ces chantiers, qui « déséquilibrent le budget », alors que, explique M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), la province manque d'argent, « ce qui va mettre à mal le tissu de ses établissements culturels ». Surtout, pour lui, l'argent n'est pas tout, et la politique de M. Lang n'a pas facilité l'accès à la culture « des 3 millions de chômeurs, des ouvriers des banlieues ».

Il l'inquiète aussi du manque de production française à la télévision. M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) tout autant.

Le ministre partage cette inquiétude. Car, s'il se félicite des résultats obtenus, il ne camoufle pas ce qui a moins bien marché : « Avons-nous assez agi pour la création française ? Quel bilan peut-on faire de l'expérience des radios privées ? Les télévisions privées seront-elles demain une nouvelle chance pour la création ou une source supplémentaire d'asservissement ? »

Demain, puisque ces domaines ne relèvent pas directement de lui. Programme pour l'avenir, certes, mais pas pour la collaboration, puis que pour M. Lang la culture est un point de rupture entre la droite et la gauche : « Pour vous elle est accessoire, pour nous elle est le ressort de la vie. » D'où la priorité budgétaire qui lui a été reconnue malgré la crise. Etre apprécié par beaucoup de monde n'amène pas forcément à rechercher le consensus.

THIERRY BRENIER.

Le RPR n'a pas profité de la discussion budgétaire pour expliciter ce qu'il fera après « sa victoire » aux législatives. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) fut pour une fois bien modéré dans ses critiques, reconnaissant, il est vrai : « Il est bien difficile de juger votre action. » Une contestation de principe, toutefois. « Vous avez oublié le fond et l'essentiel au profit de l'accessoire et du superficiel » ; et une remarque générale : il n'y a pas de réelle décentralisation culturelle, le ministre « décide de tout dans son olympe de la rue de Valois ». Mais cet élu, qui s'est fait pourtant une spécialité de la contestation systématique, reconnaît que d'avoir atteint 1 % est une bonne chose, et que cet acquis devra être préservé « quelle que soit la majorité qui sortira des urnes ».

Le bureau fédéral du Front national en Maine-et-Loire est dissous. De notre correspondant

Angers. — Les militants du Front national de Maine-et-Loire (1) ont été informés à la fin de la semaine dernière, par lettre en provenance des instances nationales du parti, à prononcer la dissolution du bureau fédéral et l'exclusion de M. Albert Lépine, ancien maire de la commune de Baracé, l'une des plus anciennes figures angevines du Front national, qui rejoignait voter quatorze ans.

Adhérent « historique » du parti de M. Le Pen en Maine-et-Loire, dont il a porté les couleurs lors de plusieurs compétitions électorales (il était, ainsi que sa fille, candidat du FN aux dernières élections cantonales), M. Lépine avait manifesté, semblerait-il, son opposition à un éventuel « parachutage » à la tête de la liste que le parti présentera dans le département aux prochaines législatives. Il ne fait pas mystère en outre d'avoir signé, le vendredi 11 octobre, près d'Orange, la pétition des contestataires demandant le

départ du secrétaire général du parti, M. Jean-Pierre Stirbois (le Monde du 16 octobre). La sanction de l'Etat-major national est tombée : exclusion de M. Lépine, dans la même charrette qu'une vingtaine d'autres militants, et dissolution du bureau fédéral.

Un nouveau bureau devrait être constitué dans les quinze jours, les « affaires courantes » de la fédération de Maine-et-Loire étant d'ici là traitées par les responsables régionaux à Nantes.

La fédération du Maine-et-Loire du FN avait déjà enregistré le départ de M. Cazenave, fondateur d'un comité de défense de la France, qui envisage de présenter sa propre liste aux élections législatives dans le département.

HENRI GAY.

(1) Mai comm, le nombre des militants du Front national en Maine-et-Loire se situe selon certaines sources entre cinquante et deux cent cinquante personnes.

Une élection municipale

AUTUN (SAONE-ET-LOIRE)

Inscr., 9 281 ; vot., 6 070 ; suffr. expr., 5 728. Liste d'Union républicaine pour l'avenir, conduite par M. Marcel Lucotte (UDF-PR), m.s., sénateur, prés. du conseil rég. de Bourgogne, 3 729 voix ; 22 SIÈGES ; liste PS, conduite par M. Jean-Paul Gaudin, 1 730, 4 sièges ; liste PC, conduite par M. Georges Jamet, 269.

SECTION DE SAINT-PANTALÉON :

Inscr., 2 482 ; vot., 1 441 ; suffr. expr., 1 378. Liste PS, conduite par M. André Billard, député et président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, 800 voix ; 8 sièges ; liste d'Union de l'opposition, conduite par M. Maurice Benoit (RPR), 515 ; 1 siège ; liste PC, conduite par M. Roland Boissard, 63.

SAINT-FORGEOT :

Inscr., 387 ; vot., 309 ; suffr. expr., 304. La liste d'intérêt communal, conduite par l'ancien maire-délégué, M. Didier Méritens (PS), a enlevé la totalité des quinze sièges à pourvoir avec une moyenne de 240 voix, face à une liste d'opposition présentant cinq candidats.

[Il s'agit de désigner de nouveaux conseillers municipaux après l'arrêt définitif de la liste à la fin de l'année 1985, à la suite d'un scrutin de liste à la majorité absolue.]

La plate-forme socialiste. — M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a indiqué, lundi 28 octobre, que le groupe de travail chargé, au sein du parti, de définir les grandes lignes de la plate-forme électorale socialiste a achevé ses travaux. Ce document de travail adopté par le bureau exécutif du 6 novembre sera débattu une première fois lors de la convention nationale des 9 et 10 novembre, qui doit aussi établir les listes électorales définitives du PS pour les élections législatives et régionales.

Cette plate-forme, ou « contrat », qui, en tout état de cause, ne devrait pas être aussi précise que les « 110 propositions » du candidat Mitterrand de 1981, sera ensuite transmise à toutes les commissions exécutives fédérales (CEF) afin d'être discutée dans chaque département.

Décès d'Olier Mordrel. — Olier Mordrel est décédé vendredi 25 octobre. Il a été inhumé à Lorient (Finistère), où il vivait depuis son retour en France en 1971. Agé de quatre-vingt-quatre ans, Olier Mordrel avait fondé en 1927 le Parti autonomiste breton, qui fut le premier à présenter — sans succès — des candidats autonomistes aux élections de 1928. Remploie en 1931 par le Parti national breton, cette formation avait été dissoute par Edouard Daladier en octobre 1939. Réfugié en Allemagne dès les débuts de la guerre, Olier Mordrel avait été condamné à mort deux fois par contumace : la première en 1940 pour désertion, et la seconde, en 1945, pour collaboration. Confiné à l'exil pendant plus de vingt ans, d'abord en Argentine puis en Espagne, Olier Mordrel avait écrit plusieurs ouvrages consacrés à la Bretagne et à son histoire.

Le docteur Odette Weiler, née Grymberg, et son mari le docteur Jean Weiler, M. Guy Grymberg, ses enfants, Jean-Paul Weiler, Antoine et Marc Grymberg, ses petits-enfants, Le docteur Elzior Ramon et sa famille (Tel-Aviv), La famille Taubert, M. et Mme Raymond de Riner et sa famille (Bonne-Aire), M. et Mme Jean Marmorel et leur famille (Bonne-Aire), ont le plaisir de faire part du décès de

M. FELIX GRYMBERG, docteur en droit, ingénieur ICF,

survenu brutalement le 22 octobre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

de la famille.

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

CARNET

Mariages

— John E. BARHAM et Julie M. A. NIELSEN

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 26 octobre 1985, en l'église de la paroisse de Bruxelles.

13, rue Simonin, 1050 Bruxelles.

— Anne BRISSET et Bernard OPPETIT

sont heureux de faire part de leur mariage, le 26 octobre 1985.

48, rue Castagnary, 75015 Paris.

— Antoine et Estelle Gomet, Billet Begans, Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

Narcia BAGANA,

survenue, à Istanbul, le 10 octobre 1985, dans sa soixante-troisième année.

— M. Marie Cohaden et sa fille, Jacqueline Dupuyduy,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Marie COHADON,

survenue le 27 octobre 1985, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 31 octobre, à 14 h 30, en l'église de Lorient (Aix).

Lorient, 03500 Saint-Pourçain-sur-Saône, 17, rue Mirabeau, 75015 Paris.

— M. et Mme Louis Delbé, leurs enfants et petits-enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Louis DELBÉ,

survenue le 27 octobre 1985.

40120 Roquefort.

— M. Georges ENGLERT, M. Catherine Englert, M. et Mme Khalil O'Sullivan, M. et Mme Alexandre Englert, Les familles Maillot et Englert,

ont le plaisir de faire part de la mort de

M. Georges ENGLERT,

survenue le 26 octobre 1985, en son domicile, entouré de l'affection des siens.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Léonard de Crulai-sur-Seine (Yvelines), le jeudi 31 octobre, à 10 h 45.

10, rue Henri-Poincaré, 75000 Châteaufort.

— M. Félix Grymberg, née Taubert, son épouse,

Le docteur Odette Weiler, née Grymberg, et son mari le docteur Jean Weiler, M. Guy Grymberg, ses enfants,

Jean-Paul Weiler, Antoine et Marc Grymberg, ses petits-enfants,

Le docteur Elzior Ramon et sa famille (Tel-Aviv),

La famille Taubert, M. et Mme Raymond de Riner et sa famille (Bonne-Aire),

M. et Mme Jean Marmorel et leur famille (Bonne-Aire),

ont le plaisir de faire part du décès de

M. FELIX GRYMBERG, docteur en droit, ingénieur ICF,

survenu brutalement le 22 octobre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

de la famille.

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Le décès a eu lieu à Lorient (Finistère).

Les familles Mordrel et Weiler ont le plaisir de faire part du décès de

M. Olier Mordrel, né le 25 octobre 1921, à Lorient (Finistère), décédé le 25 octobre 1985, à Lorient (Finistère), à l'âge de 63 ans.

Anniversaires

— Les familles Le Blaye et Gout, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Les familles Leclerc, Thibault, Perrin, Favier,

font part du décès de

M. René LE BLAYE,

survenue le 27 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 30 octobre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-la-Grande.

Ni fleurs ni couronnes.

22, rue des Poissards, 86000 Poitiers.

— Le docteur Jacques Xardel et ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Le docteur et Mme Henri Xardel et leurs enfants,

Le petit frère de Jésus, François Xardel,

M. et Mme Dominique Xardel et leurs enfants,

Le colonel de l'armée de l'air et Mme Bertrand Thomas et leurs enfants et petits-enfants,

M. et Mme Marie Xardel, M. et Mme Louis Rio, et leurs enfants,

Le Monde SCIENCES

Les six travaux d'Hermès

Les chercheurs européens devront surmonter six difficultés techniques avant de pouvoir fabriquer l'avion spatial.

EN décidant, vendredi 18 octobre, de s'engager dans la réalisation d'un avion spatial habité (Hermès) qui pourrait voler vers le milieu des années 90, le Centre national d'études spatiales (CNES) et les deux industriels français qui lui sont associés (Aérospatiale et Avions Marcel Dassault-Breguet aviation) n'ont pas choisi la voie de la facilité. Il suffit de songer aux difficultés rencontrées par la NASA avec sa navette spatiale, un projet autrement ambitieux qu'Hermès, pour bien mesurer l'ampleur de la tâche. Au bout du compte, Columbia, la première navette spatiale américaine, avait effectué son premier vol avec deux années de retard sur le calendrier prévu.

Aujourd'hui, le CNES et les deux industriels français qu'il a choisis n'en sont pas encore à fixer la date du premier vol d'Hermès, même si le directeur général du CNES, M. Frédéric d'Allest, a pu affirmer qu'il aurait lieu en avril 1995. Date réaliste ? Prospective astucieuse ou déclaration de caractère diplomatique-industriel pour forcer les gouvernements et les industriels des pays européens qui pourraient s'associer au projet à dévoiler leurs intentions ? On ne sait. Toujours est-il qu'Hermès est désormais bien lancé, comme en a témoigné, vendredi 25 octobre, la présentation détaillée du projet à laquelle le CNES avait convié plusieurs centaines de personnes venues de toute l'Europe.

Ce « show » technique a été l'occasion pour les promoteurs français de discuter avec leurs futurs partenaires européens des domaines où ces derniers souhaitent exercer leurs compétences, sous réserve bien sûr d'un engagement sans faille de leur gouvernement. Les participants n'ont pas manqué d'enthousiasme, et la nécessité de fabriquer

Hermès pour donner à l'Europe son autonomie spatiale n'a guère fait de doute. Seul subsiste le problème de la participation de l'Allemagne, qui a été le partenaire principal de la France dans la quasi-totalité des projets spatiaux européens (le Monde date 20-21 octobre).

Affaire de diplomatie

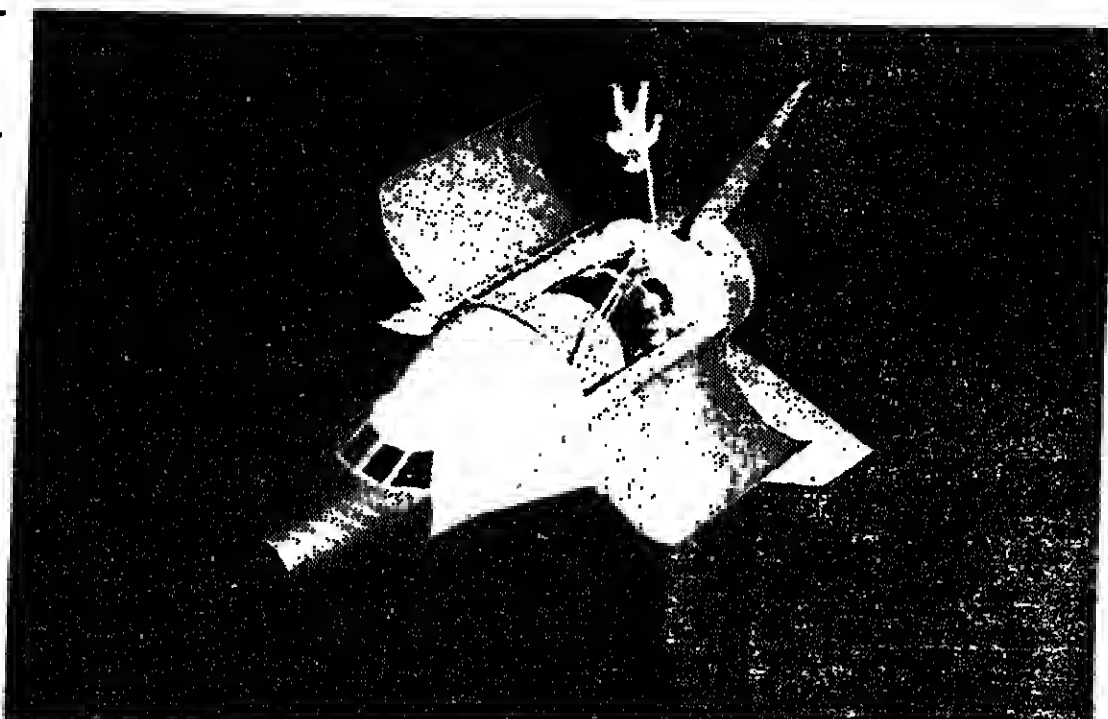
Sur ce point, tout est affaire de diplomatie, de sommet franco-allemand et peut-être aussi, selon la formule chère aux Britanniques, de « package deal ».

Il faut, en effet, aller vite car le projet Hermès doit se développer en même temps que le futur lanceur lourd européen Ariane-5. Si tout va bien, les principaux industriels, français et européens, pourraient être choisis avant Noël.

« Nous avons en effet besoin, a dit M. d'Allest, de savoir quelle sera la carte géographique du financement de ce programme et, d'ici à la fin de l'année, quels seront les industriels des sous-systèmes les plus importants ».

En effet, contrairement à Ariane, qui, au développement près du moteur à hydrogène et oxygène liquides de son troisième étage, faisait appel à des technologies éprouvées, Hermès réclame dans certains domaines des connaissances et des dispositifs que les Européens ne possèdent pas.

Par exemple, le savoir des Européens en matière de vol habité, limité à des missions à bord du laboratoire spatial SpaceLab embarqué dans la navette américaine, est incomplet pour un programme comme Hermès. Les Européens — ce n'est pas leur faute — ne savent pas leur faire injure de le rappeler — n'ont aucune expérience dans le domaine des rendez-vous en orbite. Cela s'apprend. Mais il est des « points durs » sur lesquels ils



vont devoir « investir » beaucoup de matière grise s'ils veulent qu'Hermès prenne, dans des délais raisonnables, son envol. Schématiquement, six domaines critiques ont été identifiés :

1. L'aérodynamisme et l'aérothermique

Comme sa grande sœur américaine, et demain peut-être ses grandes et petites sœurs soviétiques, Hermès devra couvrir un domaine de vol extrêmement étendu allant de Mach 25 (vingt-cinq fois la vitesse du son) à des vitesses d'approche très basses (330 km/h) au moment de l'atterrissage. Concevoir un véhicule tenant compte de ces contraintes n'est donc pas chose facile, même lorsque l'industriel responsable de cette partie du projet s'appelle Dassault. Peu de chercheurs ont en effet été faites dans ce domaine en raison jusqu'à maintenant d'une absence de projet sur ce point. Il est clair aujourd'hui que c'est Hermès qui

créera le besoin et qu'on ne bénéficiera pas en Europe de tout ce background recueilli par les Américains avec leurs avions fusées ou leur lifting-bodies.

Le problème, qui réclamera peut-être pour sa solution l'emploi d'un calculateur vectoriel de grande puissance, est d'autant moins simple à résoudre qu'au-dessus de Mach 8 ou Mach 10, les scientifiques ne sont pas en mesure de reproduire simultanément tous les paramètres (nombre de Mach, température et viscosité du milieu) caractéristiques du vol. Aussi envisage-t-on, mais rien n'est encore décidé sur ce point, de réaliser une maquette « au quart » d'Hermès (projet Maia) pour conforter leurs études préliminaires.

2. Le bouclier thermique

Cette partie du dossier est particulièrement importante dans la mesure où elle concerne la protection thermique de l'avion spatial

pendant sa phase de rentrée dans l'atmosphère. En effet, tous les véhicules spatiaux habités, lorsqu'ils décrochent de l'orbite sur laquelle ils croisent à des vitesses d'environ 28 000 km/h, doivent lors de leur descente vers la Terre dissiper lentement toute l'énergie qu'ils ont acquise en se « frottant » aux couches denses de l'atmosphère. Cette opération, véritable épreuve du feu pour les vaisseaux spatiaux, n'est rendue possible que grâce à la présence, sur les parties les plus chaudes de l'appareil, d'une couverture de matériaux capables de résister à de très hautes températures.

Sur la navette, la NASA a eu recours à un grand nombre de tuiles réfractaires. Pour Hermès, il semble plutôt que l'on s'oriente vers des plaques de plus grande surface (environ 450 pour les parties chaudes sans compter celles, spéciales, du nez, de la dérive et des élévons) permettant, sur les parties les plus chaudes, de supporter des températures de rentrée de 1 600 degrés. Dans ce domaine, des compétences existent, comme l'a affirmé la Société européenne de propulsion, qui se fait fort de fournir des plaques en carbure de silicium. Coût de l'opération pour deux avions Hermès : de l'ordre de 500 millions de francs. D'autres solutions ne sont cependant pas à exclure.

3. L'énergie à bord

Pour les missions les plus représentatives qu'Hermès effectuera, de 2 à 4 kilowatts en moyenne seront nécessaires à la bonne marche de l'engin. Plusieurs possibilités s'offrent pour les produire : des panneaux solaires pour lesquels l'industrie européenne a une compétence certaine : des piles au lithium et des piles à combustibles. Une première évaluation a permis très vite de montrer que la

solution « panneaux » n'était pas viable en raison des contraintes dictées par ces ensembles qu'il faut en permanence orienter vers le Soleil. Dans ces conditions, le vol d'Hermès aurait ressemblé à une série de contorsions destinées à satisfaire les exigences de l'alimentation en énergie plutôt qu'à celles d'une véritable mission.

Quant aux piles au lithium, elles ne peuvent satisfaire que certains besoins d'Hermès. Restent donc les piles à combustibles chères aux Américains, mais pour lesquelles peu de compétences existent aujourd'hui en Europe. Une solution de repli est toujours possible avec le développement d'un moteur à hydrogène et oxygène de la taille de celui d'une moto. Verra-t-on alors se créer des pôles industriels sur ces sujets autour de Saft, Elinco, Siemens, Dornier ?

4. Les évaporateurs

Rien n'existe sur ces produits destinés à évacuer, notamment pendant la rentrée du véhicule dans l'atmosphère, les calories dégagées par l'électronique de bord et les hommes d'équipage (130 watts par personne). Ces équipements paraissent difficiles à réaliser dans la mesure où il leur faut évaporer de l'eau ou de l'ammoniac pour refroidir la cabine d'Hermès — ce que l'on sait parfaitement réaliser sur Terre, mais pas encore dans des conditions d'apesanteur.

5. Les écrans plats

Pour des raisons de poids et d'énergie consommée, les concepteurs d'Hermès souhaiteraient que les systèmes d'affichage des conditions de vol ou d'informations sur la conduite de la mission se fassent à partir d'écrans plats et non de tubes cathodiques. Solution d'autant plus séduisante que ces équipements, qui font appel à des cristaux liquides, pourraient en plus offrir la couleur sur les écrans. Las ! le savoir-faire dans ce domaine est au Japon. C'est peut-être l'occasion de développer — pourquoi pas sous la forme d'un projet s'insérant dans le programme Euréka — une compétence en Europe.

6. Les logiciels

Ce dernier point n'est pas le moindre. Car il s'agit de tous les programmes informatiques qui feront « tourner » la machine. Lorsque l'on sait les difficultés de mise au point de tels outils pour des réalisations plus modestes — des programmes de 10 000 mots sont nécessaires pour le lanceur Ariane, 40 000 pour le satellite d'observation de la Terre Spot et 500 000 à un million pour Hermès — on mesure le chemin parcouru dans ce domaine par les Américains au travers de leurs missions lunaires, mais aussi du programme navette.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Le coût de la cédille

Le français résiste aux machines pour le traitement des langues. Faudra-t-il, pour s'adapter, simplifier l'orthographe ou apporter aux matériels en cours des modifications techniques extrêmement coûteuses ?

LA cédille et le tréma sont-ils ruineux pour l'économie et la langue française ? La question mérite apparemment d'être posée, puisque d'éminents linguistes et informaticiens ont réuni un colloque au Carrefour international de la communication pour en discuter.

Le problème est le suivant. Les machines à traiter la langue (banques de données, traitements de textes...) connaissent un développement considérable. Etant généralement de fabrication américaine, elles ont été conçues en fonction de la langue anglaise. Or la langue et l'orthographe françaises sont beaucoup plus compliquées. Avec toutes ses fioritures (accents, cédilles...), le français utilise 25 % de signes typographiques de plus que l'anglais, et avec ses cent vingt-huit touches le clavier d'ordinateur ne parvient encore pas à les absorber tous. L'informatisation du français demande donc des adaptations techniques extrêmement coûteuses (1).

D'où la tentation pour les spécialistes français de préconiser un allègement de l'orthographe, qui leur ferait gagner beaucoup de temps, d'argent et de tranquillité. M. Maurice Gross, professeur de linguistique à l'université

Paris-VII, qui a pris la tête de cette campagne de purification, suggère en particulier de se débarrasser du ü (qui n'est utilisé que dans « où »... et dans la notation musicale « più forte ») ; du ö (que l'on trouve dans une demi-douzaine de mots seulement) ; du é (pratiquement sans emploi) ; du é (qui pourrait avantageusement se mêler au è)... et évidemment du ç (qui pourrait être remplacé par ce, alignant ainsi le traitement du ç devant une voyelle sur celui du g). M. Gross cite d'autres exemples de bizarreries qui pourraient être réduites : les innombrables façons de rendre le son « o » (polo, pot, tôt, croc, trop, saule, salaud, bérart, eau...) ; les consonnes doubles avec leurs incohérences célèbres (chariot, charrette) — Il suggère — pour tenir compte des habitudes — que cette réforme soit étalée sur vingt ans et que, pendant cette période, les deux orthographe (l'ancienne et la nouvelle) soient tolérées.

Pour donner plus de poids à leurs revendications, ces hardis réformateurs font observer que tout effort pour simplifier l'orthographe facilitera le travail des enseignants et des élèves, favorisera le rayonnement de la langue française à l'étranger et sera un

facteur de démocratisation. Ils rejoignent ainsi le courant réformiste qui existe depuis longtemps parmi les pédagogues — et qui s'est toujours heurté à l'intransigeance des gardiens de l'orthodoxie et à la sensibilité de l'opinion devant tout ce qui pourrait ressembler à un abandon (le succès du récent concours organisé par Bernard Pivot montre la fascination que l'orthographe continue d'exercer).

« Socialement impensable »

Ces pesanteurs et ces susceptibilités ont été abondamment rappelées par les historiens de la langue, comme Alain Rey, pour qui la réforme de l'orthographe est à la fois « techniquement nécessaire et socialement impensable ».

Et d'ailleurs cela vaut-il la peine de se donner tant de mal ? Les constructeurs d'ordinateurs ont rappelé que les progrès techniques sont tellement rapides que les problèmes d'aujourd'hui risquent de ne plus se poser demain. Déjà, a indiqué M. Moreau, directeur scientifique d'IBM, des machines expérimentales prennent une lettre à la dictée en ne faisant pas plus de 5 % de fautes d'orthographe. Les fautes d'usage et d'accord sont pratiquement éliminées ; seules les fautes sémantiques (« les échecs de télévision ») sont plus résistantes. Des ordinateurs plus puissants et sophistiqués élimineront bien ces dernières sorcées.

Mais c'est précisément un problème de coût et de temps. Faut-il dépenser des fortunes pour permettre à l'ordinateur de résoudre des questions absurdes ? Le

conservatisme culturel sera-t-il plus fort que la rationalité économique ? Et le décalage est souvent considérable entre les processus des expériences de laboratoire et les possibilités offertes par les matériels disponibles sur le marché.

Pour certains — notamment M. Nina Catach, spécialiste des recherches sur l'orthographe au CNRS — la pression de la technologie sera la plus forte, et la réforme devra l'emporter si on veut échapper à la paralysie provoquée par l'avalanche d'informations (comme la Sécurité sociale et la Bibliothèque nationale en donnent déjà des signes inquiétants). L'informatisation de la société et de la vie quotidienne est en route, qu'on le veuille ou non. La langue et la culture devront s'y adapter, comme elles se sont adaptées à l'imprimerie entre le seizième et le dix-huitième siècle. Dans la « galaxie informatique » qui s'annonce, toute langue qui ne sera pas facilement informatisée sera marginalisée. Mieux vaut préparer l'évolution et ne pas laisser faire les informaticiens et le marché si on veut éviter que le français disparaisse comme langue de communication internationale ou soit victime d'un véritable « carnage » linguistique.

C'est au nom de la sauvegarde de la langue que linguistes et informaticiens préconisent ces quelques opérations de chirurgie esthétique...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Voir l'article collectif publié dans le Monde du 29 août sous la signature de Lothaire, intitulé « Orthographe et informatique ».



VAN GOGH EN ARLES
par Ronald Pickvance

Un des plus émouvants dialogues dont témoignent tant de chefs-d'œuvre tous présents dans ce magistral ouvrage d'un très grand spécialiste.

Un volume de 272 pages.

format 22x28,5 cm,

relié pleine toile sous

jaquette en couleurs,

250 reproductions 250 FF.

SKIRA LE LIVRE D'ART

La Villette : la foire aux « puces »

A Paris, le Festival de l'industrie et de la technologie met en scène, pour trois mois, « l'aventure de l'entreprise ».

DES veaux jumeaux, des porcs chinois et des saureux transplantés aux portes de la capitale : on se croirait à la Foire de Paris. Des jeux et des espaces réservés aux tout petits : ce pourrait être le Salon de l'enfance. Des stands érigés par des entreprises industrielles : on s'imaginerait parcourant les allées d'une foire professionnelle. Dans un coin, une scène où évoluent de vrais comédiens : un théâtre peut-être ? Le FIT - Festival de l'industrie et de la technologie, qui s'est ouvert le 27 octobre sous la grande halle de La Villette, à Paris, tient un peu de tout cela. Mais, comme tout

événement inhabituel, il est difficile à définir. Pour M. Christian Marbach, directeur général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui l'a organisé (1), le FIT « n'est pas simplement une exposition, il veut être un spectacle, une fête, un lieu continu d'animation ». Cette « fête », qui durera trois mois - jusqu'au 20 janvier 1986, - est conçue pour attirer le public le plus large, et tout spécialement les jeunes. « de sept à vingt-cinq ans ». Certes, les professionnels y disposeront de journées spécialisées et régionales, mais l'objectif principal est ailleurs. Il s'agit sur-

tout, pour les organisateurs de ce festival un peu spécial, de dépasser l'image de marque de l'industrie et de ses principaux acteurs, les entreprises. Des enquêtes récemment réalisées par de jeunes étudiants à la demande de l'ANVAR, sur le reflet de l'entreprise donné par les enquêtes et sondages de la presse, la publicité et les émissions spécialisées de télévision, ainsi que la fiction, le roman et la bande dessinée, sont à cet égard révélatrices. Elles montrent en effet que si l'idée que l'opinion publique et la presse se font des firmes industrielles échappées de plus en plus des clichés démodés, en revanche, la BD, les films et les romans véhiculent encore très souvent à ce sujet des stéréotypes et des caricatures.

Vouloir modifier cette vision et annoncer, comme on le fait à l'ANVAR et ailleurs, que « l'entreprise est un lieu d'aventure, de risque, mais aussi un moteur d'emploi » est une chose,

en convaincre le visiteur en est une autre. Peut-être fallait-il pour cela éviter les longs discours et montrer, animer, jouer et faire jouer ? C'est en tout cas un parti pris résolument distrayant et ludique qui a présidé à la réalisation de l'exposition.

Ici, peu de posters à la lecture desquels l'attention se relâche à mesure que l'œil se fatigue, mais des maquettes grandeur nature : celle, écorchée, d'un Mirage-2000, on celle d'un prototype d'une voiture à mille patins ; là, plutôt que des machines figées, des mini-ateliers en fonctionnement ; une installation de découpe par laser qui permet d'assister à la confection d'un jean ; un atelier où chacun peut ébaucher aux techniques de base de la fabrication mécanique, ainsi qu'aux techniques plus modernes de la productique ; plus loin, la serre et ses cultures « hors sol » de roses et de laitues, la ferme et ses six vaches laitières en stabulation libre, l'aquarium avec ses poissons variés et ses plongeurs simulant quelques-unes des tâches du travail sous-marin.

Toutes ces présentations - et bien d'autres - sont disposées sur les plateaux occupant le centre de la grande halle et sont organisées autour de trois thèmes : concevoir, produire et vendre. A côté sont installées deux maisons : l'une réservée aux jeunes et à l'informatique, l'autre à l'industrie, offrant aux visiteurs l'occasion de tester leurs connaissances sur la production industrielle et la consommation des ménages, mais présentant aussi un atlas géographique de la France inscrite sur vidéodisque et mettant à disposition différentes banques de données.

Les petits, et même les tout petits, n'ont pas été oubliés, et plusieurs flots ont été aménagés à leur intention. Ils peuvent y construire une maison de taille réduite, y faire « la pluie et le beau temps », ou y être invités à observer la diversité des individus et la singularité de chacun.

Que l'on ne s'y trompe pas. Derrière chaque jeu se dissimule un message, et derrière le plus simple divertissement, une intention pédagogique. Même le toboggan de 15 mètres de long par

lequel, d'une glissade, les enfants pourront sortir du bâtiment a été réalisé en mortier composite et domine une « ville », véritable vitrine des matériaux modernes utilisés dans la construction.

Décentralisation oblige, les régions et les DOM-TOM disposent au FIT de leur « passerelle » - à chacun sa vitrine, à chacun son matériel symbole. Communication et médias font loi : la radio y a son studio, la télévision son plateau, la presse écrite sa salle de rédaction et son atelier d'impression. Et pour que le spectacle soit complet, des troupes de comédiens ont créé pour l'occasion des sketches sur le thème de l'entreprise et donneront chaque jour une représentation.

« Mécénat culturel »

Reste, pour le visiteur, à retrouver son chemin dans ce dédale de stands, d'escaliers, de recoins, d'allées baptisées au nom des précurseurs de l'industrie française. La difficulté est prévue et le parcours balisé par des ordinateurs qui déterminent, selon les centres d'intérêt de chacun, le trajet optimal à suivre. Les plus jeunes, quant à eux, peuvent demander une carte à puce qui les conduit de kiosque en kiosque, par un jeu de pistes, à travers l'exposition.

Le décor est planté. Quant à la « fête », qu'appelle de ses vœux le patron de l'ANVAR, elle ne se fera que si les véritables acteurs - les visiteurs - se prêtent en jeu, s'ils y trouvent de l'intérêt et y retirent quelque plaisir. L'exposition vient tout juste d'ouvrir ses portes, et l'on ne peut présager de sa réussite. Mais déjà on s'interroge sur l'après-FIT. Que restera-t-il, dans trois mois, des crédits et de l'énergie dépensés pour mettre en place une telle manifestation ?

Le FIT, c'est en effet 30 millions de francs d'investissement (essentiellement fournis par les deux ministères patronnant l'opération) : somme « qu'il faut sans doute multiplier par trois », dit M. Marbach, pour tenir compte des frais pris en charge par les exposants. Le FIT, c'est aussi deux à trois cents personnes présentes en permanence sous la grande halle pour accueillir le public (2). Au FIT, trois cent

quatre-vingt-cinq entreprises (petites et grandes) et organismes de recherche déploient du matériel et envoient du personnel.

L'effort sera-t-il payant ? Les entreprises qui ont accepté de se prêter à l'expérience en sont persuadées. C'est aussi l'avis d'un responsable de la société d'informatique Bull, qui, dans ce qu'il considère comme du « mécénat culturel », voit l'occasion de « repositionner l'image de marque » de sa firme. Il ne cache pas que « cela coûte cher », mais cela vaut le coup. Pour la future Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, qui sera inaugurée en mars prochain, le FIT est une sorte de répétition générale, puis-que les activités et les prestations qu'elle y fait seront par la suite intégrées à ses activités.

Et le public ? Le compte du nombre des entrées - les organisateurs espèrent accueillir plusieurs milliers de visiteurs - donnera une première information sur l'attrait que présente pour lui ce type de manifestation. Mais il faudra plus que des données chiffrées pour savoir ce que chacun aura retiré de sa visite. Peut-être le FIT n'aura-t-il pas totalement manqué son but s'il réussit à susciter ici un heureux étonnement, là une réflexion critique, s'il parvient - ce serait-ce qui durant quelques semaines - à donner véritablement la technologie et l'industrie en spectacle.

ELISABETH GORDON.

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement

LES scientifiques écrivent beaucoup. Publish or perish, dit-on aux Etats-Unis. Mais ils écrivent mal. Bon nombre d'articles sont d'une lecture indigeste, pleins de lourdes tournures, parfois de fautes de langage. Il y a quelques bonnes raisons à cela : la rédaction de l'article n'est pas considérée comme la partie la plus passionnante du travail ; l'enseignement qu'ont suivi les scientifiques ne leur a pas appris à s'exprimer de manière agréable ; leurs lecteurs - qui sont en général leurs collègues - ne sont guère exigeants, habitués qu'ils sont à lire des textes mal écrits, voire du charabia - ou du broken english - puisqu'il est fréquent que des articles soient écrits en anglais par des auteurs qui possèdent mal cette langue.

Or les chercheurs qui souhaitent écrire des textes lisibles trouvent peu d'aide. Aussi apprécieront-ils le Guide pratique de la communication scientifique, qui aborde l'ensemble des problèmes que posent la concep-

tion et la rédaction d'un article. Ce guide a été rédigé par quinze auteurs, sous la direction de M. Roger Bénichou, professeur à la faculté de médecine de Nancy. Il présente un vaste panorama des obstacles que rencontre l'auteur scientifique, des règles à suivre pour que le texte soit lisible et que la communication soit efficace. Un chapitre est consacré à la communication orale, un autre à l'illustration des textes. L'ouvrage aborde des points annexes - mais importants - comme le maniement d'écrire les références, les précautions à prendre avant le dépôt d'un brevet, la présentation matérielle du manuscrit, l'organisation d'un congrès. A vrai dire, il est peu de points qu'il n'aborde pas.

La rédaction de ce guide prend place dans une action à long terme que M. Bénichou mène depuis plusieurs années et qui l'a conduit à fonder avec d'autres universitaires le Collège français de la communication

scientifique (1). Cette association se propose de sensibiliser les scientifiques au problème de la communication et d'en assurer un enseignement. M. Bénichou estime avoir trouvé dans pratiquement toutes les universités des volontaires pour cet enseignement, mais n'a guère rencontré d'écho au ministère de l'Éducation nationale. Le Collège organise des séminaires sur divers points qui peuvent faire problème - par exemple, le travail et le rôle des arbitres, plus souvent désignés par le terme anglais referees, à qui les revues scientifiques soumettent les articles qu'elles reçoivent et qui décident en pratique de la publication. Un petit bulletin, *Édilogie*, est diffusé par le Collège.

M. A.

(1) Institut de recherches chirurgicales, CHU de Brabois, 54511 Vandœuvre-lès-Nancy CEDEX.

* Guide pratique de la communication scientifique, sous la direction de Roger Bénichou, éditions Gaston Lacharité, 268 p., 130 F.

Les vents catabatiques

Ils soufflent de l'Antarctique, parfois à plus de 200 kilomètres à l'heure, et influent sur le climat de toute la planète.

PENDANT le très prochain été austral, une équipe franco-américaine va étudier pendant cinq ou six semaines, dans le cadre de l'opération IAGO (interaction atmosphère-glace-océan), les vents extrêmement violents (appelés vents catabatiques) qui dévalent à 100 et même à plus de 200 kilomètres à l'heure la pente de la calotte glaciaire antarctique, depuis la bordure du plateau situé à plus de 2 000 mètres d'altitude jusqu'à l'océan Austral. La météorologie de l'Antarctique est mal connue. On ne peut donc pas introduire ses principaux paramètres dans des modèles. Pourtant, on est sûr que la météorologie antarctique « intéresse » le climat, non seulement de l'hémisphère sud, mais de toute la planète. Un seul exemple : les vents catabatiques, en arrivant sur l'océan, peuvent disloquer et faire disparaître vers le large la banquise (la mer gelée). Et, bien évidemment, les interactions atmosphère-océan, moteur de la circulation atmosphérique, sont très différentes lorsque la mer est recouverte d'une carapace de glace blanche ou lorsqu'elle est libre.

Le continent antarctique est recouvert, dans sa quasi-totalité, par une énorme calotte glaciaire, épaisse en moyenne de 2 000 mètres, qui contribue par sa seule épaisseur à augmenter l'altitude de l'intérieur. Altitude et latitude mêlent donc leurs effets pour faire de l'Antarctique le plus froid des six continents. Autre facteur contribuant à alimenter le

froid : une bonne partie de l'énergie solaire qui parvient jusqu'à la neige superficielle est réfléchie par celle-ci et repart vers le ciel. L'air qui couvre la calotte glaciaire est donc particulièrement froid (dans l'intérieur, les températures moyennes annuelles sont de -30 °C ou de -40 °C). Or, tout air froid est dense. Et cet air froid et lourd se met à couler sur la pente lorsque les conditions météorologiques sont telles (passage d'une dépression sur l'océan Austral) qu'il est attiré vers l'océan.

Pour connaître les vents catabatiques, il faut pouvoir mesurer en continu la vitesse et la direction du vent, le bilan du rayonnement, la température et le taux d'humidité de l'air en divers points de la surface de la zone choisie (l'intérieur de la terre Adélie) et à plusieurs altitudes pendant la période de déclenchement et pendant toute la durée du phénomène.

Trois stations ont été prévues et en partie équipées pendant les étés austraux précédents. La première, appelée D 10, est située à 270 mètres d'altitude et à 10 kilomètres de la station française Dumont-d'Urville installée sur la côte de terre Adélie ; la seconde, D 47, est à 100 kilomètres de la côte et à 1 800 mètres d'altitude ; la troisième, D 57, est à 200 kilomètres de la côte et à 2 100 mètres d'altitude. D 10 et D 57 seront tenues chacune par une équipe française alors que D 47 le sera par une équipe américaine. En tout vingt-six hommes

qui seront amenés à pied d'œuvre, au début du mois de novembre, avec quelque 12 tonnes de matériel et de ravitaillement, par trois vols des avions américains Hercules-C-130 dotés de skis, venus de la grande base antarctique américaine McMurdo. En outre, un avion américain doit venir trois fois pour faire des mesures par temps de blizzard en volant entre 30 mètres et 90 mètres au-dessus de la surface de la calotte polaire.

L'expédition IAGO est ainsi le fruit d'une étroite coopération entre la National Science Foundation américaine, la Météorologie nationale, le territoire des Terres australes et antarctiques françaises, les Expéditions polaires françaises, les universités de l'Alaska et du Wisconsin, le laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement (Grenoble, CNRS), et l'Institut national des sciences de l'univers (CNRS).

Avion miniature et parachute ascensionnel

A chaque station sont ancrés des mâts hauts d'une vingtaine de mètres à différents niveaux desquels sont installés plusieurs capteurs. Pour prendre des mesures entre 20 et 1 000 (3 000 peut-être) mètres au-dessus de la calotte glaciaire, la Météorologie nationale a mis au point deux systèmes, la sonde aérologique motorisée (SAM) et un grand parachute ascensionnel dont le câble d'amarrage supporte des nacelles dotées d'instruments.

Le SAM est un tout petit avion (1 mètre de long ; 1 mètre d'envergure ; 5 à 10 kilos selon ses équipements), télépilote grâce à un petit moteur semblable à ceux qui sont utilisés dans le modélisme. Les éléments constitutifs du SAM sont, eux aussi, empruntés aux modèles réduits. Si bien qu'un sondage atmosphérique fait par le SAM coûte moins de 50 F alors qu'il revient à 1 000 F s'il est fait par un ballon porteur d'une sonde. L'avantage du SAM, en effet, est que, contrairement au ballon-sonde,

cet avion miniature est récupéré avec tous ses équipements.

Le SAM décolle, soit en étant lancé par une petite catapulte, soit en glissant sur des skis. Doté d'une autonomie de vol de trente minutes, il peut monter à plus de 1 000 mètres (au-dessus de son point de départ) et il atterrit sur 3 à 10 mètres (selon le vent). Opérationnel depuis 1977-1978, il a été utilisé pour faire des analyses d'air sur l'Etna et en Martinique et il a déjà fait, pendant l'été austral 1982-1983, soixante-dix vols d'essais en Antarctique. On suppose que le SAM ne peut voler si les vents soufflent à plus de 110 à 115 kilomètres à l'heure. Mais il ne servirait que pour étudier le début ou la fin des vents catabatiques, lorsque ceux-ci soufflent à moins de 30 kilomètres à l'heure.

Le parachute ascensionnel, au contraire, est fait pour étudier l'atmosphère par vent très fort. Mis au point par la société Les parachutes de France, il est de forme rectangulaire (6,80 m x 3,20 m), pèse 10 kilos (avec les systèmes d'accrochage des nacelles) et devrait emporter deux ou trois nacelles pesant chacune 12 kilos. Il ne peut s'élever que si le vent souffle au moins à 25 ou 30 kilomètres à l'heure, mais on ne peut le lancer (ce serait trop dangereux) par des vents supérieurs à 55 kilomètres à l'heure.

Les batteries qui alimentent les capteurs ont une capacité suffisante pour que les appareils des nacelles « travaillent » plusieurs jours de suite. Or les vents catabatiques ne semblent pas durer, en général, plus de trois à cinq jours.

Pour donner plus de fiabilité au système, il sera possible d'accrocher deux parachutes ascensionnels au câble. Le tout devrait « tenir » dans des vents de 150 kilomètres à l'heure.

Ainsi espère-t-on avoir, pour la station D 10, au-dessus de la calotte glaciaire, l'ensemble des valeurs des paramètres mesurés toutes les cinq secondes caractérisant des épisodes complets de vents catabatiques.

YVONNE REBEYROL

Pionniers du Far Out

AU franchissement d'une nouvelle frontière, illustre-t-on son temps par ce que quelques-uns ont appelé la « diplomatie du Spoutnik », chère aux Soviétiques dans les années 60 - a succédé la conquête d'un nouveau continent : le banlieue terrestre. Les Américains, qui ont le sens de la formule, ont inventé un nouveau mot : le Far Out, par référence au décamètre célèbre Far West.

A bien y regarder, l'énologie n'est pas si fautive. Ne va pas encore dans l'espace qui veut. Le milieu est hostile, réservé à un petit nombre d'élus envoyés là-haut pour défricher le terrain. Mais, demain, voler dans l'espace deviendra chose banale. En témoignent les vols de longue durée - presque huit mois - accomplis par les Soviétiques et les missions répétées de la navette spatiale américaine, en attendant la mise en orbite, dans les années 90, de la fameuse station spatiale permanente à bord de laquelle prendront place, d'abord six à huit astronautes, puis plus tard dix ou douze.

L'Europe n'est pas absente de cette compétition. A l'heure où la France vient d'engager les premières études sur l'avion spatial Hermès, qui donnera aux Européens, vers la fin du siècle, une autonomie totale en matière de vols habités, deux ouvrages nous parlent chacun de cette grande aventure.

Sous forme de témoignage pour le premier. Pas n'importe lequel dans la mesure où il a été écrit par Patrick Baudry, le deuxième Français à être allé dans l'espace, mais le premier à avoir volé à bord de la navette. Dans *Aujourd'hui le Soleil se lève seize fois* - titre qui fait référence au fait que les engins spatiaux habités bouclent sept tours de la Terre en vingt-quatre heures et vont donc se succéder à un rythme élevé les jours et les nuits, - Patrick Baudry raconte son vol, mais aussi ses enthousiasmes et ses angoisses.

Si j'ai d'abord d'avoir été sélectionné pour participer au vol franco-soviétique, mais aussi sa déception d'avoir dû s'effacer devant Jean-Loup Chrétien. Son espoir lorsque le président du Centre national d'études spatiales, M. Hubert

Curien, lui déclare : « Je ne sais pas quand, ni avec qui, mais vous volerez, Patrick, je vous en donne ma parole. » Puis le jour où, après avoir attendu que ne soit annoncée, au moment même où l'astronaute relevait d'une mauvaise fracture du scaphoïde, l'invitation à partir à bord de la navette.

En somme, le livre d'une aventure peu commune où se mêlent tout à la fois le sérieux et l'humour, et qui s'adresse aux futurs candidats astronautes mais à ceux aussi, plus terrestres, qui ont envie de rêver un peu.

Avec *Un ticket pour l'espace*, Michel Vieillefosse, du Centre national d'études spatiales, et sa femme, Monique, ont pris le parti d'un livre plus général sur le vol habité. L'ouvrage s'ouvre sur la mission que Jean-Loup Chrétien eut à mener en juin 1982 avec les Soviétiques et s'achève sur l'exploration de l'univers. Là encore sont passés en revue, mais cette fois avec le point de vue d'un ingénieur et non celui d'un reporter, l'entraînement des cosmonautes, les problèmes spécifiques posés par la vie en orbite, ainsi que les avantages et les inconvénients des approches des Deux Grands en matière de politique spatiale. D'un côté, la navette américaine. De l'autre, le système désormais bien rodé de la station orbitale Saliout avec ses taxis de l'espace - les vaisseaux Soyouz - et ses camions de fret - les vaisseaux Progress.

Tout cela est analysé par Michel et Monique Vieillefosse, qui, à la fin du livre, élargissent le débat et s'interrogent sur l'avenir de la conquête de l'espace. Celle, bien sûr, de la proche banlieue terrestre avec ses futurs ateliers spatiaux de fabrication de matériaux et de médicaments. Celle aussi de la Lune, de Mars ou des astéroïdes où pourraient un jour s'installer des colonies humaines. Celle, enfin, de l'univers. Mais pour quand ?

J.-F. A.

* *Aujourd'hui le Soleil se lève seize fois*, de Patrick Baudry, avec la collaboration de Benoît Fraiss. Editions Carrère-Michel Lafont. 264 p., 58 F.

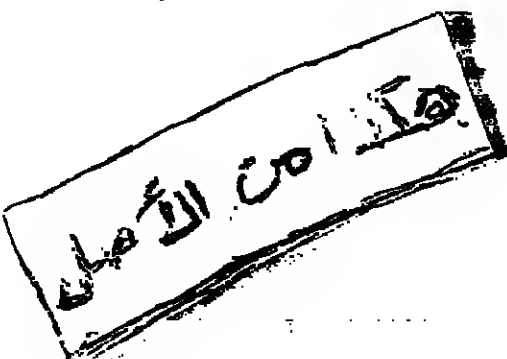
* *Un ticket pour l'espace*, de Michel et Monique Vieillefosse. Editions Belfond. 222 p., 89 F.

De l'hôpital au cabinet médical

Ionus

c'est le compagnon de route du médecin

IONUS, deux fois par semaine - 48 000 exemplaires - 29, rue du Fig. Poinsonnière 75 009 Paris. Tél. 42.47.13.17



مكتبة الأمل

Nous vous proposons chaque semaine 96 contacts d'affaires de première classe avec la République fédérale d'Allemagne.

En 1984, nous avons transporté 678.085 passagers entre la France et la République fédérale d'Allemagne. C'est ainsi que nous avons certainement pu contribuer aux

bonnes relations économiques des deux pays. En d'autres mots: nous avons donné des ailes aux remarquables échanges commerciaux. Mais le dialogue franco-allemand

ne se limite pas aux affaires. C'est pourquoi nous serions très heureux de vous accueillir à bord aussi lors d'un voyage privé, qu'il soit à Paris, Nice ou depuis le 31 mars 1985, également à Lyon.



Lufthansa

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 DU VOYAGE

Je vous écris de Jerez, où cette maudite folie des voyages qui saisit, à partir de cinquante ans, les personnes les plus casanières m'a conduit. Il ne faut pas chercher plus loin que dans cet âge fatidique des déplacements qui est la marque des hommes d'Etat en démocratie. Les dictateurs, plus prudents, en sont restés au vieux dicton : « Qui va à la chasse perd sa place ! ». C'est pour se démarquer de Staline que ses plus « joviels » successeurs ont fait mine de voyager, mais il n'est pas nécessaire d'être grand clerc en URSS pour s'apercevoir que le cœur n'y était pas. Pour un Khrouchtchev qui tape à ses risques et périls de la godasse sur les pupitres de l'ONU, pour un Gorbatchev qui exhibe comme preuve de sa bonne foi et de sa modernité une superbe tache de vin devant les télévisions occidentales, nous garderons surtout le souvenir des interminables derniers pas de Brejnev et de Tchernenko, qui semblaient se cramponner aux capitales de l'Europe et du Nouveau Monde comme à d'ultimes garde-fous avant la mort.

Pour le pékin sans distinction et qui renâclait devant les voyages, la mort est bien à l'horizon, mais d'une façon assez courtoise. A partir de cinquante ans, on se dit : « Ce ne serait pas vraiment poli de quitter cette terre sans lui avoir rendu visite. Dieu, toujours jaloux, pourrait s'offenser de notre indifférence. On n'a sa vanité d'autre ! ». Ce n'est pas une raison parce que les pays ressemblent en général à l'idée qu'on s'en faisait, qu'ils sont déjà écrits avant d'être regardés que nous devons les boudier.

2 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

L'ENNUI des voyages, c'est qu'ils sont longs dans l'intendance et brefs dans les plaisirs. De Paris, comptez huit heures pour arriver à Jerez de la Frontera. Ce n'est pas le bout du monde mais pas la porte à côté.

L'escalier à Valence est un des plus beaux de France. J'avais quitté un Paris ensoleillé, et une douce pluie affectueuse nous attendait dans la ville du Cid et par deux fois la capitale des gouvernements. Mon vieux loden, qui ne me quitte pas d'un pouce, loin d'être un objet grotesque me transformait en voyageur avisé !

Court triomphe : à Séville et dans la province de Cadix, on n'avait pas connu la pluie depuis le mois de mars. A Jerez, installez-vous dans l'hôtel du même nom. Il n'est pas d'une gaieté folle, et ce n'est pas votre chambre à deux lits mons qui changera votre impression première, mais vous aimerez l'immense piscine, les larges balcons et un confort presque sans faille : le matin du départ, il n'y avait ni eau, ni électricité, ni téléphone. On se serait cru revenu dans les beaux jours de la guerre civile quand André Malraux essayait vain de me joindre !

Ne mangez que des crustacés, du poisson frit, cet exquis jambon des montagnes, le serano, et du faisan on de la perdrix. Evitez surtout le veau : ce n'est pas parce qu'il est rouge dans votre assiette que c'est du brouillard. Par la force des choses, le veau andalou se nourrit plus de cailloux que d'herbe. Evitez aussi les sauces. La saucé, il n'y en a qu'une. Mais elle est aussi coriace que le veau. Et puis, si vous la laissez faire, elle serait volontiers partout : dans les viandes, les poissons, le gibier. Je reconnais bien là la germanophilie des Espagnols. Voulez-vous rivaliser avec le bœuf allemand d'un bon beige sale, ils ont inventé une espèce de bœuf à la grise, glu indélébile qui colle à tous les aliments.

Dieu merci, il y a le xérès qui fait tout passer, qui va avec tout, qui guérit et console de tout. En France, il joue de malheur, nous ne savons pas le prononcer. Nous ne savons pas le définir. Nous le confondons avec son contraire. Le porto, c'est simple. C'est doux, c'est rond, c'est fort, c'est chaud. Ça possède deux O. Mais le xérès ? Comment l'articuler ? Rérons ? Les Français le boudent parce qu'ils ont peur de perdre la face. C'est l'un des meilleurs vins du monde, et, par amour-propre mal placé, nous préférons nous en priver. Stendhal n'avait pas tort de maudire notre vanité bourgeoise. Pour comble de malchance et par la faute des Anglais et de leur morgue, nous prenons le xérès pour un autre. Les Anglais, qui ne peuvent jamais faire comme tout le monde, ont ridiculisé le xérès en le bapti-

sant sherry : comme s'il s'agissait de leurs tous ou de leurs bonnes femmes ! Voilà un vin noble par excellence réduit à l'état d'esclavage.

La fameuse fierté espagnole est bien surfaite. Souffrir sherry après Gibraltar, c'est vraiment tendre les deux joues, c'est être plus chrétien que nature ! L'ennui, c'est que les Français se sont fait une certaine idée du sherry. Pour eux, c'est cette brave liqueur de cerise, ce bon vieux sherry des familles que l'on strote après le poulet, la tarte et le café des dimanches. Dans nos foyers, cette cerise-là, même les enfants en bas âge y ont droit. Prenez pas, première communion, certificat d'études dans l'alcoolisme avant des recherches plus poussées ! Quelle horreur de penser que nos compatriotes confondent en toute bonne foi les admirables fino, oloroso, amontillado de Jerez avec du sirop ! Au fond, le plus simple pour éviter toute confusion, c'est de s'en tenir dans un premier temps à la manzanilla de Sanlúcar de Barrameda, qui s'avale à toute allure comme un alexandrin de la Légende des siècles.

3 CRABES ET HOMARDS

FACE à Tanger, entre deux bodegas, on est bien content de s'appuyer sur des noms qui vous disent quelque chose. J'avais emporté avec moi le *Rouge et le Noir* préfacé par Claude Roy en folie. « On peut le prendre par tous les bouts, mais on ne peut pas le réduire à un seul (Stendhal). Ni ce roman devant lequel, lecteur, je vous laisse, avec confiance, en liberté. Avec aussi un peu d'envie. J'aimerais tant, une fois encore, le relire avec vous... Stendhal rêvait Stendhal, qui rêve que nous le rêvons ». Et puis la deuxième partie du *Céline* de François Gibault (Mercure de France). Celle qui va de 1932 à 1944. Celle des délires et des persécutions. Solide biographie. Très anglaise. Pas américaine, anglaise. Une sympathie détachée. La mode aujourd'hui, c'est de mettre en avant sur le podium Céline et Proust, avec un léger avantage pour Céline.

Nenhoff, qui est très fort dans les prévisions météorologiques — il est un peu notre Vincent — est formel : il y a une zone de hautes pressions sur Céline jusqu'à la fin de la semaine. « Touche pas à Céline », dit-il. Avec ce Gibault que vous pouvez lire en toute confiance, ajoutez l'*Epuración des intellectuels* de Pierre Assolone (Editions Complexe). Pour « un petit livre sur une sale histoire », Assolone a plutôt fait du bon travail. Contrairement à une idée répandue, on commet plus d'erreurs dans un livre bref que dans un roman-fleuve. Chez Assolone, ce n'est pas le cas. J'ai remis à plus tard la lecture approfondie de *Chat*.

Plume de Marcel Bissiaux et Catherine Jajolet (Pierre Horay). Mais je peux vous certifier qu'à l'étranger, c'est rassurant d'avoir tous ses chats à portée de main.

Montesquieu aurait dit : « Il n'y a plus dans une chambre d'hôtel de solitude qui tienne avec un Maître-livre-chat pareil ! ». Le miracle de *Chat Plume*, c'est qu'il vous donne envie de connaître des écrivains que vos n'auriez jamais eu envie de lire en d'autres circonstances. Ils sont soixante à devoir une fibre chancelante à leurs chats. Fripouille, Minette, Minou, Minouche, Maton, Chantier, Bokassette et tant d'autres méritent double pitié pour avoir sauvé de la fourrière et d'une mort affreuse leurs insupportables propriétaires. J'ai regretté que les chats de Mireille Prigent ne figurent pas dans l'anthologie Bissiaux et Jajolet. La critique se serait peut-être réveillée et aurait dit un mot des *Matres de la vanité* (chez Marcel André, 116, boulevard de la Liberté - 44100 Nantes).

Bizarre, cette réticence à parler des récits lisibles et drôles ! Jugez-en, c'est Tanguy-Prigent qui reçoit à déjeuner Mendès France et quelques autres : « Intimidée, ma femme avait demandé à Fanchon de la frustrer des compliments éternels faits à ses homards frais. On causait. Bouillon, chat de gouttière curieusement trouvé dans les égouts raffolait du homard. « Si c'est avec votre permission que le chat attaque notre déjeuner, tout est bien. Si c'est sans votre permission, et bien que je régnais à la dénonciation... », murmura le Président à l'oreille de la maîtresse de maison... » Achetez les *Matres de vanité*. Vous apprendrez comment Bouillon a été remis à sa place, comment Mendès France a dû accepter une pleine coupe de Sancerre et bien d'autres choses encore.

■ PRIX CINO-DEL-DUCA.

— Le Prix mondial Cino-Del-Duca, attribué en juin à l'écrivain américain William Styron, a été remis officiellement le mardi 29 octobre, au cours d'une cérémonie dans l'hôtel particulier de la Fondation Simone et Cino Del Duca, à Paris.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

HENRI MICHAUX « Je vous écris d'un pays lointain »

Courez goûter la plénitude des textes de Michaux. NOUVEL OBS. Spectacle parfaitement réussi. FRANCE CULT. Un poète dans sa liberté... une fructueuse rencontre. LE FIGARO. Images belles, maîtrisées. LA CROIX. Remarquablement interprétés. NOUVEL OBS. Le public est ravi. LE MONDE. Le plus beau spectacle à voir en ce moment à Paris. FRANCE INTER.

THÉÂTRE

« ON NE SAIT COMMENT », de Luigi Pirandello

Autopunition à la sicilienne

Parce que c'est l'été, parce qu'il fait très chaud, parce que les cigales font un vacarme d'enfer, parce qu'en rentrant du jardin la fraîcheur du vestibule s'avère très adoucissante, le comte Roméo Daddi et Ginevra Vanni, une amie, tombent dans les bras l'un de l'autre, sur des draps.

Quelques heures plus tard, arrive Giorgio Vanni, l'époux de Ginevra. Sous les yeux du comte Daddi, celui-ci se jette au cou de son mari, l'embrasse, le comble d'affection. Elle est entièrement sincère, à n'en pas douter. Tout se passe comme si Ginevra avait oublié l'interné avec le comte, comme si rien n'avait eu lieu.

Le comte, lui, a du remords. Il a besoin de se punir. Sans en être conscient, il se trouve le moyen de prouver que sa propre épouse, la comtesse Daddi, est juste aussi « transparente » que Ginevra. Se prouver qu'elle aussi est tombée dans les bras d'un homme, digne ou pas, et qu'elle l'a oublié.

Mais Béatrice Daddi ne se prête pas à ce jeu. Elle n'a rien à oublier, puisqu'elle n'a rien fait. Alors Roméo Daddi, obsédé et privé du subterfuge qui lui libérerait l'esprit, devient fou.

Tel est le propos d'une courte nouvelle qu'a écrite Luigi Pirandello, dans le *gouffre*.

Des années plus tard, il reprend cette nouvelle, et la développe beaucoup, pour en faire une pièce de théâtre, *On ne sait comment*. Roméo Daddi ressort à présent que son écart bref (avec Ginevra Vanni) est un véritable crime, qui ranime

un premier crime qu'il avait commis enfant : avec une pierre, il avait tué un autre enfant qui venait d'assommer un lézard. Dans son délire, Roméo Daddi tient des propos quasi philosophiques sur la faute, la punition, l'être et le non-être. Luigi Pirandello renforce et tend à l'extrême les rapports de forces entre les quatre personnages. Au tomber du rideau, le mari de Ginevra tue le comte Daddi, qui a tout fait pour ça.

La jalousie était là

Lorsque Pirandello écrit *On ne sait comment*, il y a plus de dix ans que sa femme, Antonietta, a été internée dans un asile psychiatrique parce que sa jalousie tournait aux cris de violence. Et il est étrange que les biographes de Pirandello fassent comme si cet internement avait mis fin aux souffrances de l'écrivain, qui, il est vrai, jusque-là, donnait des soins de chaque jour à sa femme malade. Pourtant, comment ne pas être convaincu qu'un homme comme Pirandello fut, jour après jour, nuit après nuit, habité par cette présence de sa femme dans un hôpital psychiatrique, avec tout le malheur que cela implique ?

D'autre part, Leonardo Sciascia, dans son remarquable livre *Pirandello et la Sicile*, nous montre comment, dans l'île natale de Pirandello, la triade « acte social-oubli de l'acte-jalousie » est émaciée, dans les esprits. Sciascia fait voir que, dans le sous-prolétariat paysan de l'île, les hommes étaient forcés de

s'abstenir pour travailler ailleurs, ou bien étaient emprisonnés pour une raison ou une autre ; alors les nobles ou les bourgeois, s'ils voyaient au village une jeune fille avenante, la « prenaient » de force. Le fiancé, quand il revenait, n'avait plus qu'à ignorer cet acte, il épousait la jeune fille, mais la jalousie était là.

Soit dit en passant, Sciascia explique que les conflits de conscience du sous-prolétariat sicilien sont l'origine de la Mafia (qui, depuis, a changé de nature).

Sexualité, oubli spontané ou volontaire, jalousie, qui animent la pièce *On ne sait comment*, ont lieu dans la haute société, mais Pirandello transpose dans une classe différente un phénomène social sicilien auquel d'ailleurs il n'était lui-même, en personne, aucunement étranger.

Tout propos de cette nature mis à part, cette pièce, très belle, frappe par l'incroyable tension de la dynamique du dialogue. A la vitesse des lubes immédiates de la conscience, l'opérette entraîne les paroles, qui à leur tour entraînent l'esprit. C'est une boule de feu du dedans, qui ne peut plus être freinée.

La mise en scène de Jean Bollery est simple et, super-active, et lui-même joue le comte Daddi avec une ferveur contagieuse. Elisabeth Tamaris (Ginevra), Catherine Laborde (Béatrice Daddi), Claude Petit (l'époux de Ginevra), jouent bien.

MICHEL COURNOT.

• Théâtre du Petit-Mathurin, 20 h 30.

CINÉMA

« TROUS DE MÉMOIRE »

de Paul Vecchiali

Acteur et martyr

Le cinéma français possède ses marginaux, Philippe Garrel, Luc Moullet, Paul Vecchiali, parmi les plus connus, travaillant à l'économie, poussant à l'extrême limite les possibilités offertes par des budgets minimes, refusant la grande industrie et ses codes selon un choix, dirait-on volontiers, presque ontologique, en quelque sorte constitutif de la démarche créatrice. *Trous de mémoire*, le tout dernier Vecchiali, est de ce point de vue exemplaire : tourné en une journée, en plein air sinon en plein soleil, avec environ six heures de prises de vues et une équipe très réduite.

Deux amants se retrouvent après quatre ans de séparation. Lui fait du cinéma, il s'appelle Paul Vecchiali, du moins est-il joué par Paul Vecchiali, même si aucun nom n'est prononcé. Sa partenaire, c'est l'actrice de la *Maman et la Putain* de Jean Eustache, Françoise Lebrun, cet ancien professeur de philosophie, fasciné par la caméra. Une non-conscience, même si elle peut à l'occasion tenir un rôle plus léger comme dans *Ben et Benedict*, de Paula Delo.

Le motif de leur réunion n'en est pas un, l'art est la commande. Au départ, l'homme et la femme se sentent aussi mal à l'aise que le spectateur, mettent un temps à s'échauffer. Il voulait la revoir, elle n'y croit guère mais joue la comédie sans trop insister. Lui est pensif, trivial avec ses histoires languettes, plus on moins drôles. Elle porte la tragédie inscrite en permanence sur son visage. Soudain, le courant passe, le spectateur s'accroche, le drame se joue, discrètement.

Trous de mémoire s'inscrit dans ce courant que nous appellerions « vive gauche », en germano-pratin, cinéma existentieliste, cinéma du comportement. Et le comportement, lui, se résume à l'éclat des regards et au timbre des voix. Tout n'est improvisé ; l'acteur, livré à ses démons intimes, travaille sans filet. Le texte ainsi dévoilé ne remplace pas l'écriture, un scénario et surtout des dialogues. Nous rejoignons, amplifiés ad absurdum, la conception chère à l'école des *Cahiers du cinéma*, où a passé un jour Paul Vecchiali : le cinéma montre la mort au travail, la décomposition des êtres.

Expérience douloureuse, stimulante, quand, comme avec Françoise Lebrun, l'acteur va jusqu'au bout de sa performance, met bas le masque, apparaît nu, sans défense, au maximum de sa vulnérabilité.

LOUIS MARCORÈLES.

• Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

KOBAYASHI

et l'Orchestre philharmonique du Japon

Il y a huit grands orchestres symphoniques à Tokyo. Nous avons reçu l'un d'eux, en mai, le Tokyo Philharmonic, en février dernier, le New Japan Philharmonic, avec Ozawa, et l'autre, au Châtelet, le Japon Philharmonic Symphonic ; prière de ne pas confondre.

Au début de ce dernier concert, on entendait *Matsuri* de Yuzo Toyama, choro satirisant « à l'européenne » la musique populaire, les sonorités instrumentales et les paysages japonais, puis une exécution rapide du *Concerto en ré mineur* de Mozart par M^{lle} Haruyo Kaniyama, à qui l'on ne saurait rien reprocher d'autre.

Mais ensuite, dès le début de la 5^e Symphonie de Tchaïkovski, nous avons été pris par un puissant mouvement lyrique et des sonorités laborieuses de l'intérieur, possédées par cet orchestre superbe et son chef, Ken-ichiro Kobayashi, récrétant en visionnaire, dans tous ses détours, l'ample tragédie obsessionnelle du compositeur.

Le corps déhanché, les bras volants en tous sens, branchés sur les courants profonds de la musique, transfigurant le romantisme de Tchaïkovski avec une densité expressive, une retenue parfois, dans des passages facilement vulgaires, une ardeur et une grandeur excluant toute sentimentalité. Kobayashi, reprenez le nom de ce chef.

J.L.

THÉÂTRE

« BAJAZET », tragédie pour le Roi Soleil

Bajazet, de Jean Racine, ce sont des vers qui parlent d'amants et de sacrifices, d'hyménée et de pouvoir. L'exotisme — le serait d'un grand seigneur de Byzance — n'est qu'un prétexte. *Bajazet*, avec ses intrigues, son raffinement, sa préciosité, demeure une pièce faite pour être jouée devant le cour du Roi Soleil.

Doménique Delouche ne s'est pas écarté de cette voie. Ses costumes, à la mode du dix-septième siècle, sont agrémentés de quelques pantalons bouffants dans un décor qui pourtant ressemble davantage au sous-sol de la Conciergerie qu'aux couloirs de Versailles.

Bajazet est le point fixe de cette pièce. Autour de lui s'agitent et s'affolent les autres personnages. Marc Zammit est pétrifié, stupéfié par des émotions qu'il semble incapable de dominer. Un pion qui déplace Atalide (Liliane Netzer), oiseau douloureux, piteux comme l'aube et proche de la panacée. Quant à Roxane, cette esclave-amazone, elle est interprétée par Silvia Monfort qui mûrit la tragédie en tragédie, plus convaincante pourtant dans la haine que dans le colère.

Doménique Delouche a réalisé un spectacle où flottent sublimement les lueurs du théâtre de l'hôtel de Bourgogne. C'est troublant, intéressant bien qu'un peu ennuyeux par moment, comme une page d'histoire d'un manuel du siècle dernier.

C.B.

• Théâtre Carré Silvia Monfort, 20 h 30.

METERLINCK INTERIEUR

MISE EN SCÈNE CLAUDE RÉGY

CE SPECTACLE DE CLAUDE RÉGY EST L'UN DES PLUS GRANDS ET DES PLUS BEUX QUE J'AYE VUS. M. COURNOT LE MONDE - UN TRAVAIL RARE. E. KLAUSER LA CROIX - C'EST ADMIRABLE. A. HÉLIER LE QUOTIDIEN - Intérieur est une très grande chose.

B. SOINO L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

CE SPECTACLE DE CLAUDE RÉGY EST L'UN DES PLUS GRANDS ET DES PLUS BEUX QUE J'AYE VUS. M. COURNOT LE MONDE - UN TRAVAIL RARE. E. KLAUSER LA CROIX - C'EST ADMIRABLE. A. HÉLIER LE QUOTIDIEN - Intérieur est une très grande chose.

B. SOINO L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

الزيتون

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE DÉCOUVERT : Carrefour DIVERSES (42-72-00-15), 20 h 30.
KARALISTE D'EAST BROADWAY : Espace Galté (43-27-95-94), 20 h 30.
LES APPARENCES SONT TROMPEUSES : Rond-Point (42-56-70-80), 20 h 30.
MAÎTRE HAROLD : Rond-Point, petite salle (42-56-70-80), 20 h 30.

* Spectacles sélectionnés par le club de « Mémor des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (42-47-57-50), 19 h 30 : Iphigénie en Tauride.
SALLE FAVART (42-96-05-11), à 19 h 30 : Le Jardin aux lilas.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : L'Impératrice de Snyre.
ODÉON (43-25-70-32), Théâtre de l'Europe, à 20 h 30 : L'Union, de Corneille.
PETIT-ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Guignol de M. Descares avec M. Pascal La Jeune, de J.-C. Braville.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : George Dandin.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), à 18 h 30 et 20 h 30 : Festival d'automne.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ZELENKA ENSEMBLE
 FRESCHOLD, BACH, TELEMAN, ZELENA
 Edita
GRUBEROVA
 Friedrich HANDEL, piano
 BRAHMS, DEBUSSY, WOLFF
 Les Musiciens Associés
 présent
 dirigée de la violoncelliste
 Suzanne
RAMON
 J.-S. BACH
 SUITES ; R. II. VI
 Philharmonie
 Nationale
 de Varsovie
 Kazimierz
 KORD
 Direction
 Elżbieta
 LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de
 l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour
 violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS
 PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire
 CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

PHILHARMONIE NATIONALE DE VARSOVIE
 Kazimierz KORD
 Direction
 Elżbieta LEONSKAJA
 piano
 WAGNER, CHOPIN, STRAVINSKY
 Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle
J.-S. BACH
 6 Suites pour violoncelle seul
 3 sonates av. clavier
 par CARLOS PRIETO
 violoncelle
 Avec Claire CORNELIUS,
 clavier
G. VICHNEVSKAJA
 A.-S. MUTTER
 S. ACCARDO
 J.-P. RAMPAL
 M. ROSTROPOVICH
 L. STERN, etc.

6^e Festival de jazz de Paris

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 18 h 30 : M. Slim, J.-P. Amoros ; à 20 h 30 : E. Loham Quartet.

Festival d'automne

(42-96-12-27)
Jardin d'hiver, 21 h : Je songe au vieux soleil.
Théâtre G. Philipe, Saint-Denis, 20 h 30 : Intérieur.
PREMIÈRE SEMAINE IRLANDAISE À PARIS, (30-44-14-41)
 Salle de PUNESCO, 20 h 30 : Paris Celli Band, J. Burke, N. Hill, T. Linnane, C. Heaton, D. O. Munnachain.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30 : Les arts florissants, dir. : W. Christie (Bach), « la Passion selon saint Jean », mise en scène P.-L. Fissi ; chœurs de l'ensemble BWV.
Radio-France, Auditorium-106, 18 h 30 : Ch. Colin, Ch. Larzon, P. Labadie, Ph. Faucombert, F. Pierre (Thomson) ; Auditorium-103, 20 h 30 : Trio à cordes de Paris (Vachon, Kurtz, Boely...); 22 h 30 : A. Ador (Scharif, Bach, Mozart...)
Radio Sclater-Séverin, 20 h 30 : A. Lohr (Bach).
Sorbonne, amph. Richelieu, 20 h 30 : Chœurs d'enfants de Bangkok.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-64-24-24)
 16 h, Adaptation à l'écran des Mémoires de Victor Hugo : les Misérables, de M. Blumail (1^{er} : la Masure Gorbano ; 2^e l'Épopée, rue Saint-Denis) ; 19 h 45, Rétrospective Warner Bros (1950-1985) ; Tercer à l'ouest, de A. de Toth (v.o.) ; 21 h, Hommage à L. Bergman : la Nuit des Femmes (v.o., s.-t. fr.).
REAUROURG (42-78-35-57)
 Relâche.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A. v.o.) : Quinzette, 5 (46-33-79-38) ; Monte-Carlo, 8 (42-25-09-83) ; Parassians, 14 (43-20-30-19).
AMADEUS (A. v.o.) : Vendôme, 2 (47-62-91-51) ; Pathé, 11 (42-44-57-34).
LES ANGES SE PENDENT LA GUEULE (A. v.o.) : France, 9 (47-70-33-80) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).
LE BAISER DE LA FEMME ARABIANNE (Bré, v.o.) : Studio Cujas, 5 (43-54-89-22).
BERRY (A. v.o.) : Quinzette, 5 (46-33-79-38) ; Elysee, 10 (43-59-36-14) ; Espace Galté, 14 (43-27-95-94).
CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30.

CENTRE CULTUREL SUISSE : 18, rue de la Harpe, 10 h 30, 13 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30,

SPECTACLES COMMUNICATION

(45-22-46-01) ; Paulé Wépier, 18* (45-22-46-01) ; Secrétan, 19* (42-46-77-99) ; Gambetta, 20* (46-36-10-96).

RAIN (Jap. v.o.) : Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70) ; Hantefeuille, 6* (46-33-79-38) ; Le Saint-Germain-des-Près, 6* (42-22-87-23) ; Pagode, 7* (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 9* (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Athènes, 12* (43-43-00-45) ; Eclair Panorama, 13* (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-79-33-00) ; Bienvenue Montparnasse, 15* (45-44-25-02) ; V.I. : Berlitz, 2* (47-42-60-33) ; Montparnasse, 2* (43-20-12-06).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov. v.o.) : Cosmos, 6* (45-44-28-80) ; V.I. : Paramount Montparnasse, 2* (42-96-80-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-43-24-66) ; Café Beau-bourg, 3* (42-71-52-52) ; UGC Danton, 6* (42-25-10-30) ; Biarritz, 9* (45-62-00-40) ; Publicis Champs-Élysées, 9* (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ; Eclair, 13* (47-07-28-04) ; UGC Danton, 15* (46-33-79-38) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15* (45-44-25-02) ; V.I. : Berlitz, 2* (47-42-60-33) ; Montparnasse, 2* (43-20-12-06).

LES RIPOUX (Fr.) : Capri, 2* (45-08-11-69) ; Lucorair, 6* (45-44-57-34).

LE ROI DAVID (A. v.o.) : Paramount City, 3* (45-62-45-76) ; V.I. : Paramount Opéra, 9* (47-42-60-33) ; Paramount Montparnasse, 14* (43-35-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6* (43-25-59-83) ; Ambassade, 8* (43-59-19-03) ; V.I. : Paramount Montparnasse, 2* (42-96-80-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14* (45-43-99-41) ; Lucorair, 6* (45-44-57-34).

STOP MAKING SENSE (A. v.o.) : Eclair Panorama, 13* (47-07-28-04) (h.sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Épée de Bois, 5* (43-57-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contre-carpe, 5* (43-25-78-37).

TERMINATOR (A. v.o.) : Aradex, 2* (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A. v.o.) : Action Christine, 6* (43-29-11-06) ; Mac Mahon, 17* (43-80-24-81).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1* (42-43-24-66) ; Richelieu, 2* (43-33-56-70) ; Hantefeuille, 6* (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-87-23) ; Ambassade, 8* (43-59-19-03) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; Français, 9* (47-03-33-88) ; Athènes, 12* (43-43-01-59) ; Mirmal, 14* (45-39-52-43) ; Montparnasse, 14* (43-35-30-40) ; Paramount, 14* (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15* (45-44-25-02) ; Mayfair, 16* (45-27-47-06) ; Paulé Wépier, 18* (45-22-46-01) ; Gambetta, 20* (46-36-10-96).

WITNESS (A. v.o.) : Quintette, 5* (46-33-79-38) ; George V, 8* (45-62-41-46).

POUR PROUVER SA COMPÉTITIVITÉ

Le spot français débarque à New-York

Le 12 novembre, le Musée d'art moderne de New-York accueillera un festival bien particulier. Au programme : « Renault 18 » de Sergio Leone, « Newman » de Claude Miller, « Eso » de Jean-Jacques Bénéix, « Dim plume » de Diane Kurys, « Orangina » de Jean-Paul Goude et une sélection d'autres films parmi lesquels quelques trésors de cinémathèque (Michel Simon vantant les mérites de « Caporal doux » et Louis de Funès ceux du « Martini »).

Le spot publicitaire français débarque à New-York escorté par quatre parrains : le ministère de la culture, la Centre national de la cinématographie, le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, la Régie française de publicité. L'opération a deux visages. Côté esthétique, on vient vanter le *French touch* in commercials, l'art et la manière d'emballer le produit en 35 mm, avec des réalisateurs de renom et des grands professionnels de la technique. Voilà qui devrait séduire les Américains, habitués à une publicité plus informative et moins sophistiquée.

Le Livre CGT débloque les exemplaires du Grand Paris - L'intermédiaire du Livre CGT a décidé le 28 octobre de laisser la société de routage chargée de la diffusion du quotidien *Le Grand Paris* disposer des exemplaires bloqués à l'imprimerie depuis le 25 octobre. Eu empêchant la diffusion du quotidien, l'intermédiaire du Livre CGT démontre sa volonté de voir le *Grand Paris* soumis aux tarifs de la presse quotidienne parisienne, alors que la société de routage lui avait consenti les tarifs de la presse périodique, le nouveau quotidien n'éditant que six numéros tests en un mois dans quatre communes de la région parisienne (*Le Monde* du 26 octobre). La direction du *Grand Paris* avait demandé lundi par référé la restitution des exemplaires bloqués. L'intermédiaire du Livre CGT a décidé de laisser diffuser ceux-ci une heure avant l'audience.

Jacques Espinasse, directeur financier d'Havas. - M. Jacques Espinasse, directeur général adjoint de la Compagnie européenne de publication et directeur adjoint de Larousse-Nathan, a été nommé directeur financier du groupe Havas. Il remplace, à ce poste, M. Rémy Sauter, nommé récemment directeur général de RTL.

INA

INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
MONSIEUR LE MINISTRE DE LA CULTURE

Syndicalistes, nous ne voulons pas être les complices d'une absurdité qui se prépare, et par notre silence, laisser dire que seuls les intérêts « corporatistes » de « syndicats » nous préoccupent.

Aussi, attirons-nous votre attention sur une mission de service public, un bien public, les archives audiovisuelles confiées à l'INA.

Plus de 1.500.000 documents audiovisuels conservés depuis la création de la radio et de la télévision courent les plus graves dangers si, par ses conséquences, une décision incompréhensible des tutelles budgétaires interrompt la réalisation d'un projet général de préservation, de restauration et d'exploitation des archives du service public de l'audiovisuel.

En effet, le budget général de l'INA en 1986 compromet le plan d'urgence arrêté il y a deux ans par les pouvoirs publics et dont l'anjour porte sur les fonctions patrimoniale (mémoire collective) et économique (alimentation des programmes) des archives.

L'étranglement budgétaire intervient au moment le moins opportun. Parsonne n'ignore que l'élargissement du paysage audiovisuel et l'apparition du secteur privé vont entraîner une fantastique demande de programmes.

Or, les productions nouvelles, selon toute probabilité, seront insuffisantes en nombre pour faire face aux besoins croissants des réseaux de diffusion.

Il faudra alors choisir entre une dépendance croissante à l'égard des programmes étrangers, émirains notamment, et une indépendance culturelle par le truchement d'une exploitation de notre patrimoine national.

Nous effirons que la voie de l'indépendance culturelle est réaliste. Mais il ne faut pas multiplier les handicaps, ni accumuler les retards.

Vous le proclamez également. Mais votre discours volontariste n'est-il pas cruellement démenti par les faits ?

Loïn de nous l'idée de mettre en cause les investissements prévus pour les autres partenaires ou projets du Service Public de l'Audiovisuel : chaîne culturelle, satellite, câble...

Bien au contraire, mais permettez-nous d'estimer que les investissements consacrés aux divers supports de diffusion sont indissociables de ceux consentis à la préservation du patrimoine audiovisuel de l'INA. Investissements dont on a tout lieu de penser qu'après avoir « coûté cher » ils peuvent « rapporter gros » à la collectivité nationale.

Ne cautionnez pas l'abandon d'une mission de service public dont vous savez qu'elle épaulera toutes les initiatives à venir, qu'elles soient publiques ou privées, et qu'elle participe déjà à l'effort d'indépendance culturelle du pays.

Veillez agréer, Monsieur le Président, Monsieur le ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Des adhérents de la section syndicale SURT-CFDT de l'INA et des sympathisants à notre appel ont financé cette publicité informative.

A VOIR

Douze variations sur un thème à la mode

Une vraie bourrasque. On n'avait jamais vu autant d'émissions sur la mode en un laps de temps aussi court. Signe d'une époque où l'habitat de la programmation ? Peu importe, on préfère tant mieux pour le spectacle que proposent TF1 et le ministère de la culture avec « Moda en France ». C'est un patchwork. Douze films d'humour en un, dans un style débridé mais avec un solide fil conducteur : qu'il fait la mode et pourquoi ?

Maître d'œuvre de ce projet élaboré par Teri Wehn-Damisch : William Klein, peintre, photographe, cinéaste, qui a signé il y a vingt ans un film à thème - déjà ! - sur la mode, *Qui êtes-vous Polly Magoo ?* Son complice musical : Serge Gainsbourg, qui en a profité pour concocquer dans le genre afro, une version insolite de la *Marseillaise*. De la danse, du tourbillon aussi, qui mènent les chorégraphes Régine Chopinot et

Daniel Lannieu. Restent les acteurs. Mannequins et professionnels, ils fourmillent autour des « nouveaux créateurs ».

Dans ce chatoiement de couleurs, d'inventions, de formes, quelques temps forts : un retour en arrière, historique accablé de l'évolution des mœurs. En 1900, les femmes du grand monde s'habillaient en fortresses. Corsets, comprimés jusqu'à en perdre le souffle, elles ne pouvaient ni s'habiller ni se déshabiller seules. 1905 : Poirer supprime le corset, mais la femme ne peut toujours pas se vêtir sans l'aide d'une main secourable. Les couturiers sortent des fournisseurs de luxe, mais des fournisseurs. On ne les reçoit pas.

Vingt ans plus tard, Chanel « déstructure » le vêtement. Ces dames peuvent enfin s'habiller seules. Grande première : la crêpe est reçue dans les salons.

Années 60 : la mode qui, jusque là, changeait à un rythme très lent, entre dans une sorte de « révolution permanente ». Elle se transforme tous les six mois, descend dans la rue. On la regarde, on la vit, on l'adapte. Elle devient miroir de la personnalité. On exige d'elle de susciter un sentiment de bien-être, d'aisance, de témoignage des changements de comportements. Elle n'est plus seulement une mode, elle est devenue phénomène sociologique.

Autre moment accrocheur de cette émission : les « confessions » de mannequins. Couchées, repêchées dans une boîte aux murs lisses et blancs, elles se confient. Envers de la médaille, angoisses de ces jeunes femmes qui font tant rêver.

ANITA RIND.

« Moda en France », TF1, mercredi 30 octobre, 21 h 40.

Mardi 29 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Commissaire Moulin.
Séduite de B. Rubinstein et J. Ray Lambert. Réal. A. Dheaut. Avec Y. Régner, J. Seguin. (Redif.)
22 h 20 Contre-enquête, d'Anne Hoang.
Au sommaire : le mur (étrange apparition sur un mur) ; premier emploi (l'histoire de Danielle R.) ; la ligue (lutte pour l'école libre en Tunisie) ; souvenirs d'André (mémoires de prostitution) ; Saint-Exupéry (le dernier vol du grand aviateur et écrivain).
23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.
23 h 50 Vidéo roque. Echecs : Tournoi des prétendants à Montpellier.
0 h 10 TF1, les applications informatiques dans l'entreprise.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : Mort sur le Nil.
Film anglais de J. Guillemin (1978), avec P. Ustinov, J. Hickin, L. Chiles, B. Davis, M. Farrow. (Redif.)
Un crime est commis sur un bateau, au cours d'une croisière sur le Nil. Autant de passagers, autant de suspects. Le détective belge Hercule Poirot est là. Intrigue policière surannée et humour d'Agatha Christie. Numéros d'artiste.
22 h 55 Chefs-d'œuvre en péril.
Magazine de P. de Lagarde. Parcs et jardins de France.
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Le Grain de sable.
Film français de P. Mettler (1982), avec D. Seyrig, R. Morand, H. Gignoux, B. Roan, G. Fontanel, M. Aumont.
Une veuve, coiffeuse d'un théâtre parisien depuis quinze

ans, se retrouve au chômage, ne peut l'accepter, non plus que la solitude, et se raccroche à des rêves de son passé. Delphine Seyrig bouleverse par sa dérive.

22 h 5 Journal.
23 h 35 Émissions régionales.
23 h 40 Coup de cœur.
23 h 40 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Feuilleton : Dynastie ; 18 h 5, Éfraction ; 18 h 55, Hello Moineau ; 19 h 5, About Pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 15, Coluche : 20 h 35, New York 1997, film de J. Carpenter ; 22 h 15, Eddy fait de la résistance, film de J.-M. Poiret ; 0 h, Gilda, film de C. Vidal ; 1 h 50, Pavillons lointains.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal de Corps ; la maternité ; médecine sociale ; dossier : médecine d'urgence.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; à 23 h, Afrique du Sud.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'Auditorium 103) : Quatuor à cordes n° 1 en la majeur de Vachon, « Time and again » trio à cordes de Kurtz, Tio à cordes n° 1 en ré majeur de Boely, Quatuor à cordes en sol majeur de Haydn, par le Trio à cordes de Paris.
22 h 30 Récital en direct de l'Auditorium 103 : Alice Adler, piano, des œuvres de Scarlatti, Bach, Mozart et Schubert.
24 h Les soirées de France-Musique.

Mercredi 30 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 30 ANTOPIE 1. 10.00 La Une chez vous.
10.15 Vitarine (et à 13 h 40) Feuilletons, dessins animés, variétés, info...
11 h 30 Les jours heureux. 12 h 2 Tournez... manège.
13 h Série : Mon ami Gaylord.
14 h Les trois premières minutes.
15 h 30 La chimie aux chaussons.
16 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal.
18 h 45 Feuilleton : Santa Barbara.
19 h 15 Jeu : Anagramm.
19 h 33 Loto sportif.
19 h 40 Cocorocoboy.
19 h 53 Tirage du Téo-Tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Le regard dans le miroir.
Séduite de J. Chapot et N. Kaplan. Réal. J. Chapot. Avec A. Clément, B. Cremer, M. Bouquet...
21 h 40 Mode en France.
Emission de W. Klein, musique de S. Gainsbourg, chorégraphie de R. Chopinot et D. Larica.
(Libre notre article.)
22 h 35 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardozo.
Magazine de la pub : *Houraqui, historien. Les animaux malades de la pub : Mouton : portrait en noir et blanc.*
23 h Journal.
23 h 15 C'est à lire.
23 h 30 Vidéo roque.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin. 8.15 Récit A2. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Téléfilm : Le retour du marin.
de J. Saunders, réal. J. Gold.
15 h 50 Récit A2.
16 h 55 Magazine : Terre des bêtes.
17 h 25 Série : Les brigades du tigre.
18 h 25 Derby.
19 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord. (INC).
19.15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : la Trappe.
20 h Journal.
20 h 35 Football : France-Luxembourg.
En direct du Parc des Princes (sous réserve).

Au cas, toujours possible, où le match ne serait pas retransmis, Antenne 2 diffusera le téléfilm : « Le téléphone de secours », de C. Sobieski, réalisation J. Thorpe, ne « policier » américain.

22 h 5 Document : F... comme Français.
23 h 35 Journal.
0 h Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h,

où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; à 17 h 30, Fraggie rock ; à 18 h 55, Hello Moineau ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.

19 h 55 Dessin animé : Les Extraterrestes.
20 h 05 Les jeux.
20 h 35 Variétés en direct de Bataclan : Pollen. Présentation de J.-L. Fouquier. Réal. G. Daude.
Pollen est la première émission de Jean-Louis Fouquier, conseiller artistique pour la chaîne, entièrement assurée par lui. On y verra quelques-uns de ses anciens « pollens » : Patrick Sphar, Catherine Lara, Renaud, Pierre Desferges, Alex Métayer.
21 h 35 Thalassa. Magazine de la mer de G. Pernoud.
22 h 20 Journal.
22 h 50 Néo-polar : Des choses qui arrivent.
Épique : J.-Y. Bachelot, réal. : P. Venault, avec J.-P. Léaud, M. Subor, C. Melki.
23 h 45 Coup de cœur.
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Cabon Cadin ; 7 h 35, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 55, Cabon Cadin (et à 8 h 50 et 14 h) ; 8 h 20, Rue Charlot ; 9 h 40, Un chien dans un jeu de quilles, film de B. Guillon ; 11 h 10, Hill street blues ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 16 h 5, Pavillons lointains ; 17 h, Winchester à louer ; 18 h 45, 4 C + 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitote (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zé-nih ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 21 h, Larry le dingue, Marie la parca, film de J. Hough ; 22 h 35, Vins de la vie, film de C. Leclouche ; 0 h 25, Local hero, film de B. Forsyth ; 2 h 15, Série : Winchester à louer.

FRANCE-CULTURE

12 h Panorama.
13 h 40 Avant-propos.
14 h Un livre, des voix : « Chardade », d'Anne Bragance.
14 h 30 Grand angle : le long parcours de l'adolescence (rediff. de l'émission du 26 octobre).
15 h 30 Lettres ouvertes : magazine littéraire.
17 h 10 Le pays d'Ici : à Amiens.
18 h Sébastien.
19 h 30 Perspectives scientifiques : maladies cardiovasculaires.
20 h Musique, mode d'emploi : le luth.
20 h 30 Pour aller dire.
21 h 30 Publications : Musica 85 Strasbourg - Bien 17, deux pièces radiophoniques pour bande et soliste, par Eugène Kuttler, lute et chant.
22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 10 Le temps de jazz : « Les voix du Seigneur ».
12 h 30 Concert : œuvres de Satie, Messiaen, par Carol Morgan, piano, et Dietrich Spohr, mezzo-soprano.
14 h 2 Temps primo : Mozart, Liszt, Debussy, Fauré.
15 h Les après-midi de France-Musique : Paul Hindemith, 1933-1940 ; à 16 heures, premières œuvres de Quatuor Amadeus ; à 17 heures, La vie et l'œuvre de Vladimir Horowitz (19).
18 h 2 Les chants de la terre.
18 h 30 Festival d'été de jazz de Paris.
19 h 10 Spirales : magazine de musique contemporaine.
20 h Concert : (en direct de la radio de Brême) : Rictal, Michael Levin, pianiste, qui interprète « Papillons » op. 2, « Kreisleriana » de Schumann, et la sonate n° 32 en ut mineur de Beethoven. A. Festrage, sonates de Scarlatti, par Scott Ross.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Aimez-vous Bach ? à 23 h Jazz-chub.

معلومات العامة

POSSIBLE
Le Kata

Demo

LA
Elargi

هذه احدى الصور

SECTEURS DE POINTE

... LE MONDE — Mercredi 30 octobre 1985 — Page 15

IMPOSSIBLE DE LE FINANCER EN FRANCE

Le Katalavox sera fabriqué aux Etats-Unis

Qui a eu tort ? Qui a eu raison ? Toujours est-il que dans l'avion pour Los Angeles, le lundi 21 octobre, une jeune Alsacienne de vingt-sept ans, Martine Kempf, emportait pour les Etats-Unis le secret d'une merveilleuse petite invention, le Katalavox : en clair, après traduction du grec et du latin, « l'appareil qui comprend la voix ». Il s'agit d'un ordinateur à reconnaissance vocale qui peut piloter, en vitesse réelle, tous les relais imaginables sur des ordres dits à voix haute.

Martine Kempf a mis la dernière main à son premier prototype en juillet 1982 à Dossenheim-Kochersberg, dans le Bas-Rhin. La jeune femme avait déjà équipé une voiture d'un ordinateur à commande vocale en juin 1981 pour le présenter dans un Salon pour handicapés à Düsseldorf (République fédérale d'Allemagne). La société que dirige son père en Alsace, Kempf Equipement, fabrique du matériel pour handicapés physiques, et la famille Kempf se préoccupe depuis des années de la commande vocale de véhicules, notamment pour les victimes de la thalidomide.

Depuis, le Katalavox a fait du chemin : la troisième génération commence à être commercialisée en janvier 1983. Martine Kempf l'adapte aux fauteuils roulants pour handicapés. En donnant des consignes à voix haute, le handicapé commande son fauteuil sans aucune manipulation directe. Puis elle multiplie les applications : décrocher à distance un téléphone, appeler des numéros en mémoire, ouvrir ou fermer des volets, allumer un éclairage, un récepteur de télévision...

L'un de ses grands succès, c'est la commande des microscopes opératoires de microchirurgie. Actuellement, le praticien manipule l'appareil pendant des opérations qui durent quelquefois plusieurs heures, alors qu'il doit se concentrer sur des gestes très précis. Parfois, seize pédales différentes permettent le maniement de ces lourdes machines. A un microscope Zeiss mis à sa disposition, la jeune femme adapte son Katalavox au début de cette année. Le succès est immédiat : la demande est très forte aux Etats-Unis, où la NASA, aussi, s'intéresse au Katalavox et veut passer commande.

Il faut donc passer à la fabrication en série. Mais le produit n'est pas breveté : la jeune femme craint qu'une demande de brevet ne facilite les copies, et met systématiquement

La jeune Alsacienne Martine Kempf a inventé un ordinateur qui comprend la voix. Elle affirme n'avoir pu trouver en France les moyens d'exploiter sa découverte.

ment la dernière main à chaque Katalavox. Elle sait qu'elle n'a que quelques années d'avance sur les « pirates » et ajoute des « puces-leurres » à ses circuits pour décourager les copieurs. Le 12 octobre, coup de théâtre : la jeune chercheuse annonce que le Katalavox allait être fabriqué en Irlande, parce qu'elle n'avait pas trouvé en Alsace les soutiens nécessaires. Finalement, dix jours après, elle décidait de s'installer au plus près de son meilleur marché, aux Etats-Unis.

Entre-temps, s'est développée en Alsace toute une polémique entre la famille Kempf, les collectivités locales et les banquiers. Les déclarations amères de Martine Kempf, le 12 octobre à Metz, rejetaient la faute sur les banquiers alsaciens. « Ils n'ont rien compris, disait-elle, ils m'ont proposé du capital-risque, ce dont je ne veux pas. Je leur demandais simplement un prêt de 1 million de francs sur cinq ans. »

Car on a des principes, chez les Kempf : pas d'intervention des pouvoirs publics dans l'entreprise, d'abord la liberté. Ce qui explique peut-être que la région Alsace, la Société de développement régional (SDR) ou la direction régionale de l'industrie et de la recherche n'aient pas trouvé un langage commun avec Martine Kempf. D'autant plus qu'une rumeur (« Jean-Pierre Kempf veut renflouer son entreprise avec les aides accordées à sa fille ») n'a pu qu'irriter la famille de Dossenheim.

La banque familiale, le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL), a sûrement été sollicitée, mais dans quels termes ? Au plus fort de la polémique, le CIAL a expliqué brièvement que M. Kempf n'avait pas voulu le relever de son secret bancaire, qu'il ne pouvait donc détailler les discussions entre la famille et son banquier.

Difficile donc de savoir précisément quelles ont été les démarches

de M. et de M^{me} Kempf et les réponses qu'ils ont obtenues. A la séance du conseil régional du vendredi 18 octobre, personne n'est monté au créneau pour s'étonner du départ de Martine Kempf. MM. Jean Oehler, député socialiste, et Marcel Rudloff, sénateur et maire (CDS) de Strasbourg, président du conseil régional, s'accordaient pour s'en tenir l'un et l'autre à la réponse qu'avait faite deux jours auparavant, à l'Assemblée nationale, le ministre du redéploiement industriel.

Martine Kempf pourrait bénéficier du million qu'elle demande, avait expliqué M^{me} Edith Cresson, « mais elle a refusé la formule du prêt participatif et pris la décision de s'installer en Irlande sans que mes services ou les services régio-

naux aient été prévenus ». Huit jours plus tard, M^{me} Edith Cresson se faisait plus explicite : la direction régionale avait proposé 500 000 F en prêt participatif simplifié et 500 000 F du Fonds industriel de modernisation. « Mais M. Kempf n'a pas précisé à quoi seraient destinés ces 500 000 F, joignant simplement à sa demande un catalogue général de présentation de son entreprise de Dossenheim. »

Pourtant, le bénéfice attendu (1 000 dollars pour un Katalavox vendu 4 800 dollars) et les perspectives avouées (1 000 à 2 000 exemplaires pour la microchirurgie) rendent étonnante cette querelle de chiffres. D'un côté ou de l'autre, il ne peut y avoir eu que maladresse ou mauvaise volonté.

« Un ministre mal informé par ses services a complètement brouillé les pistes », répondit sur TF 1 la jeune Alsacienne avant de s'envoler pour les Etats-Unis. Le Katalavox, sera produit là-bas, assure Martine Kempf, qui dit son « amertume » et ses « regrets ». Et de citer le pape Jean-Paul II avant de tourner la page : « Etre libre, c'est pouvoir et vouloir choisir ce que l'on doit choisir, et le choisir réellement. »

JACQUES FORTIER



Martine Kempf et sa merveilleuse machine.

Toulouse affirme ses ambitions dans les techniques du futur

Le Salon international des techniques et énergies du futur a fermé ses portes au Parc des expositions de Toulouse. A l'aune des visiteurs, professionnels et grand public admis les deux derniers jours, ce troisième SITEF est un succès. Mais, de l'avis des responsables, il faudra bien six mois pour en dresser un bilan complet, tant sont grandes les difficultés pour apprécier le volume des transactions commerciales ou des échanges scientifiques.

Ce Salon affirme, il est vrai, une ambition pour le moins aussi étendue que le champ d'activité dont il se veut la vitrine et le forum. Marché multisectoriel de toutes les technologies de pointe, il se pose aussi comme un centre d'affaires et un lieu de transferts technologiques. Né de la volonté d'un homme, M. Michel Benach, directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Toulouse — qui, décédé accidentellement, n'eut pas eu le temps de voir grandir son « enfant », — ce site bénéficie du soutien actif de Midi-Pyrénées, qui cherche ainsi à vendre, en France comme à l'étranger, l'image d'une région foyer de créations industrielles, une région qui, selon l'expression du président Alex Raymond, a « fait le pari de l'intelligence et du futur ».

Au pays des merveilles

Toulouse offre à une telle manifestation un cadre tout à fait à la hauteur. Cinq mille chercheurs de haut niveau, soixante mille étudiants, capitaux de l'électronique, de l'espace, mais aussi de l'informatique et des biotechnologies, la ville rose concentre un potentiel de matière grise tout disposé à s'investir dans les affaires industrielles de demain. La mairie de Toulouse, qui a choisi pour son maître le VAL de Maïra, qui a mené campagne pour obtenir que l'avion spatial porte les couleurs de la ville, l'a si bien compris qu'elle ne rate pas une occasion d'affirmer « la vocation de Toulouse » à être une des capitales mondiales des technologies de pointe, en même temps qu'un carrefour et un centre de l'Europe scientifique.

Mais, au royaume de la technologie triomphante, le visiteur néophyte perd facilement le fil d'Ariane. Difficile, en effet, au milieu de cinq cents expositions occupant plus de 11 000 mètres carrés, de faire la part des choses entre celui qui fait acte de présence et celui qui montre de

véritables innovations technologiques. Le SITEF, pour bien des visiteurs, fussent-ils industriels, n'est jamais qu'un voyage au pays des merveilles où la fantasmagorie s'appareille de mille et une façons, entonnant sur tous les modes, sur tous les tons, l'hymne de la science et de l'industrie.

International, ce Salon l'est devenu avec dix-sept pays et organismes étrangers représentant plus d'une centaine d'exposants, alors qu'il n'était que quatre-vingts en 1983 et trente en 1981. Une progression remarquable, qui ne doit pas masquer la faiblesse d'un Salon qui ne dépasse pas encore le dessein du panier industriel. Les exposants américains ou japonais, par exemple, n'étaient pas particulièrement représentatifs des recherches et applications accomplies chez eux.

L'Europe en force

En revanche, l'Europe affirmait une présence massive avec, pour la première fois, un stand de la Communauté sur lequel étaient présentés les grands programmes de recherches tels Esprit, Britte ou encore Race. A noter que l'Espagne avait délégué l'Andalousie, qui bénéficie en ce moment d'un plan de développement des industries de pointe, et la Catalogne, voisine de Midi-Pyrénées, avec qui elle entretient déjà d'importantes relations industrielles et technologiques.

Un Salon de cette dimension ne saurait se concevoir sans son accompagnement de colloques et autres symposiums. Mais l'insatiable SITEF tient, pour une grande part, au FITT, le Forum international du transfert de technologie, une initiative qui e permis à près de deux cents demandeurs ou offereurs d'entrer en contact avec d'éventuels partenaires. Problème d'aujourd'hui, le transfert de technologie conditionne bien souvent le développement des PME/PMI, bien que, à Toulouse, les offereurs semblaient plus nombreux que les demandeurs, exception faite dans le domaine de l'agriculture et du machinisme agricole.

Reste que le SITEF est d'abord pour le visiteur une vitrine, une sorte de palais de la découverte, témoin de la vitalité industrielle de Midi-Pyrénées et des progrès accomplis par l'homme dans la maîtrise des technologies.

GÉRARD VALLÉS

Demain

Du nouveau sur les aurores boréales

Des chercheurs américains auraient découvert l'origine des aurores boréales et australes : ces phénomènes lumineux, qui se produisent généralement à une centaine de kilomètres de la Terre aux latitudes polaires, puiseraient leur énergie dans une immense zone située à distance d'une centaine de rayons terrestres soit à environ 640 000 kilomètres de notre planète. Selon M. Lou Frank, un physicien américain de l'université de l'Iowa qui a tiré ses conclusions de l'analyse des quelque 200 000 photographies prises par le satellite Explorer-1, cette zone a « un peu la forme d'un œuf et serait vingt à trente fois plus grande que la Terre ». « Elle est remplie de particules électriquement chargées, a-t-il éjecté, et se trouve toujours du côté de la Terre non exposé au Soleil ».

Les aurores boréales et australes résultent de modifications du vent solaire — ce flux de particules provenant du Soleil — qui, à leur tour, perturbent la magnétosphère et créent des phénomènes lumineux. Il était jusqu'à présent admis que la plupart des corpuscules chargés provoquant ces rayonnements spectaculaires

étaient situés dans cette partie de la magnétosphère qui s'enfonce profondément dans l'espace du « côté nuit » et que l'on nomme la « queue de la magnétosphère ». Il restait à en déterminer l'endroit exact. Si l'on en croit les récentes déclarations de M. Frank, c'est maintenant chose faite : ces aurores trouveraient leur origine dans une zone à 640 000 kilomètres de la Terre.

Si elle est confirmée, cette découverte fournira aux chercheurs des éléments leur permettant de mieux comprendre la nature des interactions entre le vent solaire et l'environnement terrestre. Elle pourrait aussi contribuer, en physique des plasmas, à l'étude des phénomènes intervenant dans les gaz de particules électriquement chargées.

La TV album de vacances

Les photographes amateurs devraient bientôt pouvoir retrouver leurs souvenirs de vacances, non seulement sur les traditionnelles diapositives ou épreuves papier, mais aussi sur leur écran de télévision. Cela, grâce à un nouveau système d'enregistrement magnétique de l'image mis au point par Kodak.

Ce système fait appel à des mini-disquettes, analogues à celles qu'utilisent les informaticiens, mais plus petites (4 centimètres de diamètre) qui peuvent renfermer cinquante images. Une fois introduite dans un lecteur approprié, la disquette restitue l'image enregistrée sur l'écran du récepteur

TV. Mieux, un copieur fournit, en une minute à peine, un tirage couleur de la photographie. La copie est de très médiocre qualité par rapport à l'original puisqu'elle a la définition d'une image vidéo, mais la rapidité de la reproduction pourrait séduire le grand public et devrait se révéler fort utile en milieu médical.

Kodak compte commercialiser ce système d'enregistrement magnétique dès cette année en Californie et au Canada. Si les tests sont positifs, le produit sera vendu en 1986 sur l'ensemble du territoire nord-américain et en France.

L'électronique en plastique

Les matières plastiques remplaceront-elles bientôt le silicium dans la conception de transistors ou de diodes ? Des chimistes japonais ont fait un premier pas en ce sens en réussissant à fabriquer la première diode en polycarbonate.

Les propriétés conductrices qu'acquiert ce polymère lorsqu'on lui ajoute des composés donneurs ou accepteurs d'électrons (des dopants), jointes à ses excellentes propriétés mécaniques font, a priori, du polycarbonate un matériau de choix pour l'industrie de la microélectronique. Malheureusement, les dopants ont tendance à migrer dans la matrice carbonée, rendant le polymère instable et inutilisable.

Cette difficulté semble avoir été surmontée par des chercheurs japonais à l'Institut des sciences physiques et chimiques de Wako et de la Showa Denko Company à Tokyo. Ces chimistes ont utilisé la technique dite de l'implantation ionique pour doper un film de polycarbonate de 200 microns d'épaisseur à l'aide d'ions sodium et iode. Ils ont de cette manière réalisé un matériau qui présente toutes les caractéristiques des diodes.

Le mouton noir

Un parc. De la paille. Un mouton. Un vrai mouton, noir, au milieu de la jungle des machines, robots et autres ordinateurs. Un mouton portant haut et sans gêne apparente ses antennes comme d'autres portent fièrement leurs cornes au milieu d'un troupeau. L'animal appartient à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). Jusqu'à présent on savait localiser l'importance quel animal porteur d'un petit émetteur : le radio-tracking. Bardé de capteurs, décoré d'antennes, le mouton de l'INRA, associé pour la circonstance avec le junior entreprise de l'INSA (Institut national des sciences appliquées de Toulouse) chargée du traitement informatique des données, devient l'objet de toutes les attentions. S'échappe plus aux regards de l'observateur ou... du berger.

Le système permet en effet d'envoyer par radio à un micro-ordinateur une série d'informations concernant l'état de l'animal, sa position physique, les mouvements qu'il accomplit. On voit bien les applications d'un tel procédé pour la surveillance de la faune sauvage, mais l'INRA envisage également des applications en matière d'élevage, d'autant que le procédé devrait être prochainement simplifié, le micro-ordinateur ne recevant les informations de l'animal que sur demande. Les puces deviennent berges...

L'œil de l'institut

50 grammes, 30 centimètres cubes, la plus petite caméra vidéo est française. Elle est le fruit de recherches d'un groupe de scientifiques toulousains. Elle est aussi la petite sœur de Pico-caméra, qui travaille en noir et blanc et qui est déjà commercialisée par la société toulousaine Système Sud pour les besoins industriels. Les chercheurs de l'INP de Toulouse, l'Institut national de polytechnique, ont mis au point un produit qui est au « standard US » pour la couleur, ce qui devrait lui ouvrir plus facilement le marché américain. Capable de filmer de 1 à 200 trames par seconde, cette caméra, qui dispose déjà de quatorze options, devrait faire le bonheur des industriels dans les domaines biologique et médical. Mais les responsables de l'INP n'excluent pas des utilisations grand public.

L'INP, qui a vendu son premier brevet à Système Sud, a déjà opéré une quinzaine de transferts industriels et détient une dizaine de brevets en portefeuille. Pour franchir le pas entre recherche et fabrication, l'INP a créé jeudi 24 octobre une association loi 1901 qui réunit banquiers, chefs d'entreprise et ANVAR. Les ingénieurs de l'institut cherchaient à l'origine à résoudre les problèmes de lecture des aveugles. Ils ont maintenant le regard fixé sur la valorisation industrielle de leurs travaux.

LA SECTORISATION EN 6^e

Elargir le choix des parents sans créer de ghettos scolaires

Le Monde L'Éducation

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



Jeune Ingénieur Généraliste Option Electronique

MATRA TRANSPORT, filiale du Groupe MATRA, conçoit et réalise des systèmes de transports automatisés (VAL, ARAMIS). Son développement rapide l'amène à créer pour son établissement de Lille un nouveau poste d'ingénieur.

Rattaché à l'ingénieur sécurité et en relation avec les ingénieurs systèmes et électroniciens/automaticiens de la société, il sera chargé d'effectuer les calculs de fiabilité des équipements électroniques du VAL. Après avoir acquis une connaissance approfondie du fonctionnement du système, il lui appartiendra de calculer les probabilités d'apparition de pannes et de prévoir toutes leurs conséquences. Il devra recueillir les informations nécessaires à ses calculs et à ses prévisions auprès des sous-traitants, du constructeur et des services internes. Sa fonction concernera dans un premier temps la ligne 1 bis du métro de Lille, mais il sera rapidement amené à travailler sur d'autres projets français et étrangers. Ce poste qui nécessite une grande rigueur et un bon esprit de synthèse, intéresse un jeune ingénieur généraliste option électronique, débutant ou possédant une courte expérience dans les systèmes automatisés. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération proposée sera motivante, le groupe MATRA garantissant par ailleurs de larges possibilités d'évolution.

Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4773/M

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25



MATRA TRANSPORT

PARIS - ÉDITION DE LOGICIELS
PROFESSIONNELS SUR MICROS

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

300.000 F

De création récente, cette société française d'une trentaine de personnes est spécialisée dans le développement et l'édition de logiciels sur micros destinés aux applications professionnelles (tableaux, traitement de textes, comptabilité, etc.). Elle recherche son Directeur du développement.

Dépendant du Directeur Général et secondé par une équipe technique de 12 personnes, il prendra en charge, à partir des études marketing jusqu'à la mise en marché, le développement de la gamme de logiciels. Parallèlement il veillera à l'actualisation permanente des outils et des méthodes de travail et supervisera la sous-traitance.

Ce poste conviendrait bien à un informaticien de formation ingénieur souhaitant élargir une expérience de chef de projet. Il dominera aussi bien les aspects Hard que Soft et sera si possible familiarisé à des configurations VAX. La rémunération proposée, fonction de l'expérience acquise sera de l'ordre de 300.000 francs.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous réf. M32/1394/A.

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Berri - 75008 PARIS.

PARIS BORDEAUX LYON MONTPELLIER STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

AGGLOMÉRATION LILLOISE

JEUNE INGENIEUR SUPELEC OU EQUIVALENT

ETUDES DE SYSTEMES DE
VIDEOCOMMUNICATIONS
SUR FIBRES OPTIQUES

VELEC,

filiale d'un important groupe industriel, regroupe plus de 500 personnes, hautement qualifiées, qui conçoivent, fabriquent, commercialisent et installent des équipements et des systèmes dans les domaines de haute fréquence, vidéo, micro-informatique (spécialiste du téléaffichage), basse fréquence, comptage.

Leader dans la technologie des réseaux à Fibres Optiques, nous sommes une des deux entreprises retenues par l'Administration des PTT pour la mise en œuvre du plan câble français. Dans le cadre de l'expansion de ces activités (notre C.A. va doubler dans les 3 ans) nous recherchons un jeune ingénieur (SUPELEC, ou équivalent) débutant ou bénéficiant d'une première expérience, et qui mettra en valeur sa solide formation théorique pour faire des études avancées et des études générales portant notamment sur des systèmes de Vidéo communications par Fibres Optiques.

Au sein d'une entreprise de pointe, en forte expansion, y compris à l'échelon international, et comptant une très grande proportion d'ingénieurs et techniciens de haut niveau, ce poste est du plus grand intérêt pour un spécialiste motivé par ces nouvelles technologies.

Merci de prendre contact avec M. VERMOREL en écrivant à VELEC S.A., 278, chaussée Fernand-Forest - BP 6303 59203 TOURCOING

Créer la compétence informatique chez l'utilisateur, au sein d'un organisme financier de renommée internationale.

Informaticien - chef de projets

Vous serez chargé des applications concernant la gestion bancaire de sociétés filiales d'un important groupe financier.

Travaillant d'une manière autonome chez l'utilisateur, vous devrez représenter votre unité aussi bien auprès d'organismes extérieurs que de services informatiques du groupe.

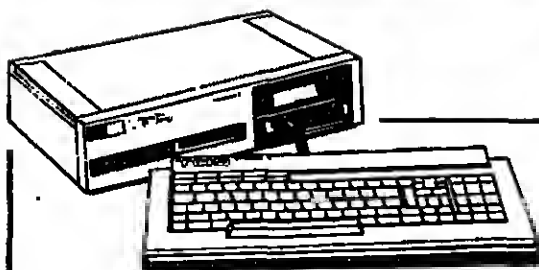
Ingénieur grande école, vous avez acquis une expérience informatique d'au moins 3 ans dans un contexte bancaire, de préférence dans les domaines de la gestion des comptes et des prêts.

Basé à Paris, il vous faudra prévoir des déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 7922 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



THOMSON MICRO-INFORMATIQUE MONTE EN PUISSANCE

Pour une Collection de logiciels d'applications GRIFFES THOMSON, nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT BRANCHÉ

L'avenir de la micro-informatique donne à ce poste une dimension toute particulière. Nous attribuons à notre collection de logiciels une grande importance dans notre stratégie de développement.

Que vous soyez déjà dans le domaine des applications ou spécialiste dans la presse technique, votre passeport sera pour nous votre solide culture micro-informatique, une bonne connaissance technique des logiciels de productivité personnelle tels que bases de données, tableaux, etc.

En liaison avec la Direction Marketing et sous l'autorité du Responsable de Collection, vous serez chargé :

- de la définition des produits avec l'équipe informatique,
- du suivi de leur réalisation,
- de la mise en œuvre de la documentation associée,

cette fonction implique de la rigueur, de la curiosité, de la passion et un bon jugement esthétique. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), référence 130/LM à ALPHA CDI, 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**



JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX (ELECTRONICIENS, ELECTROMECHANICIENS)...

Doté nécessairement d'une formation technique et d'une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de biens d'équipements électriques, électroniques et/ou électromécaniques, vous avez prouvé qu'un bon technicien peut être aussi un bon commercial. Vous pensez qu'il est temps de « fonctionner » de façon plus autonome. Nous vous proposons de **lancer et développer une agence commerciale** à Amiens, Avignon, Nancy, Orléans ou Reims, bénéficiant pour cela des appuis de l'un des plus grands constructeurs mondiaux d'automates programmables. Outre une rémunération fixe, vous bénéficierez d'un intérêt bien sûr lié à vos résultats.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 8531 M à notre Conseil, le Cabinet **Roubeix Décision**, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

Quel Ingénieur en Informatique
rompu aux différents systèmes de pointe et possédant de sérieuses connaissances en électronique audio-numérique serait disposé à prendre la

direction technique de l'IRCAM

POUR ASSURER :
• le management des hommes, • la promotion des projets de recherche,
• le budget d'équipement, • la gestion du matériel.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à IRCAM
Bertrand Périsson - 31, rue Saint-Memi - 75004 PARIS



CAFÉ GRAND'MÈRE

De l'énergie à revendre...

Filiale d'un groupe leader sur le marché européen, Café Grand Mère se caractérise par son dynamisme et son expansion exceptionnelle.

Nous recherchons aujourd'hui un

chef de projets

Homme de contacts, en relation étroite avec les différents services de l'entreprise, vous concevrez, analyserez et contrôlerez les projets informatiques de la société et/ou du groupe.

Votre formation supérieure (MAGE, DUT, ...), votre expérience confirmée de l'environnement AS41 sous DOS/VSE - CICS vous rendent compétents pour l'animation de votre équipe et vous permettront d'évoluer dans le groupe. Anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo et prétentions sous référence LMCP à :
CAFÉ GRAND'MÈRE - G. LANNON - Z.I. "A"
Noyelles-Les-Secles - 59139 WATTIGNIES

Handwritten note: 50150

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Voulez-vous rester au Top Niveau ?
Avec l'informatique industrielle et les réseaux locaux c'est possible.

Des composants électroniques à la navette spatiale, en passant par la production, ce puissant groupe américain est un des leaders mondiaux dans le domaine des hautes technologies. Une de ses filiales françaises, de taille encore modeste, mais en forte expansion, renforce son équipe commerciale.

Ingénieur électronicien de formation, vous avez démontré vos aptitudes à la vente dans une première expérience commerciale en informatique industrielle. Vous parlez l'anglais et vous souhaitez évoluer à terme dans un contexte international.

Basé à Paris (La Défense) et épaulé techniquement, vous aurez pour mission, dans un premier temps et sur l'ensemble du territoire, de commercialiser des systèmes et des réseaux à des industriels dont vous vous attacherez d'abord à être le conseil en production.

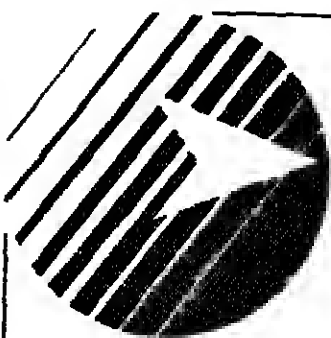
A la rémunération proposée, de toute façon très motivante, s'ajoutera une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques Scartoni, sous réf. M 32/1379 A.

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



Leader en Europe dans le domaine de l'informatique spatiale, le centre de TOULOUSE (environ 600 p.) recherche pour ses nouveaux projets (H/F) :

Ingénieurs d'Etudes de Systèmes Informatiques Spatiaux

Dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux, vous participerez à la conception, au développement et à la validation de systèmes complexes de communications, de gestion et de traitement des données, embarqués à bord de véhicules spatiaux ou implantés au sol pour le contrôle de ces véhicules.

Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Normale Sup, ENSI, ESE ou équivalent) vous avez au moins 5 ans d'expérience de développement de systèmes informatiques ou avioniques acquis soit dans un milieu aéronautique, spatial ou militaire, soit sur des projets télécommunications/conduite de processus ou chez un fabricant de matériel.

Ecrire avec CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence NK 1260IM à MATRA - Chef du Personnel - rue des Cosmonautes - ZI du Palais - 31400 TOULOUSE

MATRA ESPACE

IL FAUDRA VOUS BATTRE

Le combat que nous menons au plan mondial pour développer notre position dans le cadre d'une vive compétition internationale (Marché des simulateurs d'avions, de centrales et de tir) nous conduit à rechercher des :

CHEFS DE PROJETS

Votre capacité à motiver et à entraîner l'adhésion, votre parti pris pour l'action et votre volonté de gagner, vos compétences, sont déterminants pour :

- Prendre la maîtrise d'œuvre d'importants contrats,
- Mener les discussions techniques avec nos clients,
- Coordonner l'action d'équipes d'études et de réalisation,
- Respecter nos engagements : coûts, délais et performances des matériels.

Vos meilleures références pour réussir :

- Ingénieur à dominante Electronique/Informatique,
- Expérience industrielle d'au moins cinq ans réussie,
- Bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant la rémunération souhaitée, sous réf. IC85.23 M, à A. de Bejarry - THOMSON-CSF, Division Simulateurs - B.P. 226 - 95523 Cergy-Pontoise Cedex.



THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Responsable
Assurance
Qualité
au LOTO

Vous rédigez ou actualisez les cahiers des charges pour des matériels électroniques, opto-électroniques, mécaniques. Vous mettez en place un système de contrôle qualité usine et assurez le suivi, l'analyse et la maîtrise des facteurs qualité : vous permettez d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés en cours de fabrication ou d'exploitation. Enfin, vous êtes le garant du respect des objectifs : coûts, délais, qualité.

Cette mission, qui vous appellera à de fréquents déplacements de courte durée, requiert une solide formation technique (Ingénieur Arts et Métiers ou Electronique) et une non moins solide expérience de la fabrication d'ensembles ou sous-ensembles électroniques acquise de préférence, dans un contexte Assurance Qualité. Des connaissances en optique seraient très utiles. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération est de l'ordre de 225 à 265 000 F annuels. Nous souhaitons intégrer un jeune ingénieur.

L. GOURNAY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature au LOTO NATIONAL, Domaine des Gueules Cassées, Moussey le Vieux 77230 Dommarin en Goële.



+ 70 % l'an... depuis 10 ans

Créée à OISSAY en 1975, notre SSII s'est glissée sans bruit parmi les champions de la croissance. Double compétence industrielle et de gestion, implication dans la haute technologie, création de produits (processeur parallèle), conception de logiciels, diffusion de matériel, formation : tel est l'éventail de nos activités. Pour faire face à leur développement régulier, nous allons adjoindre à nos 180 collaborateurs :

ingénieur commercial

EXPERIMENTÉ DEPART. INDUSTRIEL

De formation GE d'ingénieur, vous possédez une première expérience du domaine industriel, chez un constructeur ou une SSII. Des connaissances professionnelles en traitement du signal ou en contrôle de processus seront très appréciées. Votre rôle : bâtir et vendre des applications clés en main à des interlocuteurs de tous niveaux (de la PME à la multinationale). Sur de l'appui logistique hyper-professionnel de nos équipes, vous serez plus combattif pour proposer les services, logiciels et matériels adaptés.

ingénieur analyste

HP 1000 ou HP 3000 DEPART. GESTION

De formation GE ou équivalente, vous possédez une solide expérience professionnelle sur matériel HP 1000 ou HP 3000. Au sein d'une petite équipe (soutenue par le professionnalisme et une bonne ambiance) vous interviendrez sur des projets très divers en gestion commerciale, administrative ou de production. Nous comptons beaucoup sur votre sens du dialogue et votre goût du travail bien fait.

chef de projet

HP 1000 DEPART. INDUSTRIEL

De formation supérieure, vous possédez au minimum trois ans d'expérience, notamment sur matériel HP 1000. Traitement du signal, temps réel et système : vous connaissez par cœur. Vous vous définirez volontiers comme un excellent professionnel capable d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens très qualifiés. Votre rôle : mener à bien des applications industrielles extrêmement diversifiées.

ingénieur analyste

DEBUTANT DEPART. INDUSTRIEL

Débutant, ou possédant une première expérience, vous avez une formation supérieure (grande école ou DEA) et un véritable sens des responsabilités. Sensible à une bonne ambiance, vous saurez vous intégrer dans une petite équipe. Vous êtes prêts à accepter des missions très variées et à partager notre objectif : la croissance par la fiabilité.

La rémunération très attractive et les perspectives concrètes d'évolution que nous proposons à ces candidats sont à la mesure de notre progression forte et régulière : + 70 % l'an, depuis 10 ans !

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions (en précisant bien le poste choisi) à Mme GOUFFIER CMG - Z.A. de Courmabert - B.P. 36 - 91942 LES ULIS Cedex.

Diriger la nouvelle agence d'une SSII

NANTES

Début 1986, nous allons inaugurer notre première agence dans l'Ouest. Nous sommes une SSII parisienne en pleine expansion et nous avons déjà ouvert (avec succès) trois agences en province. Avec des équipes reconnues pour leur grande compétence, nous proposons toute une gamme de services en informatique industrielle et de gestion : systèmes clés en main, création de produits, logiciels, vente et location de matériel (y compris micro), maintenance et formation.

Notre credo : le professionnalisme et la fiabilité.

L'homme fort que nous recherchons pour Nantes est un **INGÉNIEUR COMMERCIAL** possédant dix ans d'expérience au minimum. Sa connaissance du tissu industriel local et son incontestable punch commercial lui permettront de développer très vite ce nouveau centre de profit. Evidemment, sur les plans administratif et technique, il recevra du siège tout l'appui nécessaire.

Mais, pour gagner, il aura les coudées franches. Organisation, prospection, embauche : à tous les niveaux, il sera vraiment son propre patron.

Vous vous sentez à la hauteur ? N'hésitez pas à envoyer C.V. et lettre de motivation sous référence 8146 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. Précisez éventuellement (sous double enveloppe) le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas faire parvenir votre dossier de candidature.



RECHERCHE

CHEF DE FABRICATION ÉDITION

(Magazine et Livres). 30-40 ans, avec expérience de plusieurs années des techniques Offset et Hélio et de bonnes connaissances dans les domaines suivants : photogravure - photocomposition - papier - brochage.

Sens du contact indispensable étant donné ses relations permanentes avec les autres Services de l'Entreprise.

Ce cadre sera amené à visiter nos fournisseurs tant en France qu'à l'étranger (en Italie principalement).

Très bonne connaissance de l'Anglais demandée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SÉLECTION DU READER'S DIGEST - Direction des Relations Humaines - 1 à 7, avenue Louis-Pasteur - 92220 BAGNEUX.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

JEUNE SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
filiale d'un grand groupe international
recherche pour
son service technique actuariat

CADRE sous-chef de service

- Vous êtes diplômé(e) d'une grande école (Centrale, Mines, A.M., ENSI, INSA, ENSAE...).
- Vous avez acquis une première expérience d'encadrement de 2 à 3 ans, ainsi qu'une bonne connaissance de l'informatique (Basic, Fortran).
- Vous avez la volonté de réussir et de vous intégrer dans une équipe jeune et motivée.

Adresser Curriculum-Vitae, photo et prétentions à Madame TOUKAS, Service du Personnel, 15, rue de la Banque - 75002 PARIS

CARTE BLANCHE à INGÉNIEUR DE PRODUCTION SPÉCIALISÉ EMBALLAGE MÉTALLIQUE POUR PIM MARSEILLE (100 P)

3 à 5 ans d'expérience. Avec connaissance informatique et robotique définir stratégie et architecture les plus performantes. Réponse à tous, C.V. manuscrits avec photo adressez-les à :

STÉ IGNACCHITTI
19, rue Sébastien-Lat - 13014 Marseille.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Notre importante Unité de Production basée à 100 Km au Sud-Ouest de Paris appartient à un grand groupe industriel français. L'opportunité que nous proposons s'adresse à un véritable « patron » de l'informatique ayant déjà une première expérience de management de projets en milieu Industriel.

Rattaché au Directeur des Systèmes d'Information, vous aurez pour rôle essentiel de réaliser la mise en place du nouveau Schéma Directeur, d'optimiser l'organisation et le fonctionnement de ce département, de gérer les ressources internes et externes ainsi que le court terme tout en bâtissant le long terme, tant au niveau des applications touchant à la Gestion, au Scientifique, ou à la Gestion de Production.

Notre environnement technique : IBM 38 et VAX 780.

Nous souhaitons intégrer un collaborateur mûr et responsable, excellent manager et homme de dialogue, très ouvert aux nouvelles technologies, soucieux d'optimiser et de promouvoir son service.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 758M à notre Conseil :

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



Le potentiel high tech pour exprimer le votre



Notre Division Acquisition et Enregistrement, en forte expansion, impliquée dans des projets à l'avant-garde de la technologie, est avant tout une équipe de techniciens d'ingénieurs compétents et exigeants. Une structure où l'évolution est favorisée par le potentiel humain, la capacité à responsabiliser rapidement par de jeunes ingénieurs, la simplicité des contacts. Notre Département Télémesure, situé à VELIZY, recherche un

JEUNE CHEF DE PROJET

électronicien

A 27 ans, depuis 2 à 4 ans au sein d'équipes d'études, vous avez complété votre formation initiale en électronique. Nous vous offrons de prendre des responsabilités dans notre équipe qui développe des produits destinés à des systèmes de télémesure aérospatiale. Votre pratique de l'anglais et votre maîtrise des micro-processeurs de la famille MC 68000 seront des atouts supplémentaires. Adressez dossier de candidature complet sous réf. 3158 à ENERTEC, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Velizy.

ENERTEC

Schlumberger

Notre croissance, 47% cette année, tient à la qualité des solutions proposées à nos clients. Nos ingénieurs logiciel ont une importante responsabilité dans l'obtention de ces bons résultats. Nous souhaitons qu'il en soit toujours ainsi avec les

Ingénieurs Logiciel expérimentés H/F

que nous voulons intégrer

Après une formation à nos logiciels système et application, vous agirez auprès de nos clients et ingénieurs commerciaux en tant que conseils techniques avant-ventes.

Vous assurerez la mise en place et la maintenance de ces logiciels.

Vous participerez à l'étude et à la réalisation des projets informatiques de nos clients.

Paris - Nantes

Marseille

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de plusieurs années en milieu industriel dans les domaines CAO et/ou GFAO en tant que chef de projet ou utilisateur.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience d'application en temps réel acquise dans un domaine de développement sous VMS. La connaissance de Fortran, Mecro et Pascal est un atout supplémentaire.

Vous parlez anglais.

Ecrivez sous réf. MON 112, en précisant la ville choisie, à Marie-Claire SAN OUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Si le système/réseau d'Olivetti-France m'était confié !

Premier constructeur européen de matériels Bureau-tique et informatique, nous avons déjà beaucoup investi dans les réseaux de transmission de données depuis 2 ans (500 terminaux installés, 2 CPU, messagerie électronique...) mais il nous reste beaucoup à entreprendre pour répondre à l'ensemble des besoins des utilisateurs.

Vous êtes depuis 3 à 5 ans INGENIEUR SYSTEME, vous maîtrisez nos outils, particulièrement DL1 mais

aussi VM/DOS/CICS. Venez encadrer notre équipe système/réseau. Au sein de notre département informatique, connu par son dynamisme, vos rôles d'animation, de développement, et de maintenance associés à votre sens de la Gestion, seront déterminants pour vos succès immédiats et futurs.

Pour un 1^{er} contact, merci de nous dire par écrit pourquoi vous êtes fait pour ce poste. Joignez-y CV, photo et prétentions sous réf. ISM-10 à Daniel Bassan

OLIVETTI FRANCE/DPRH - 89 rue du Faubourg St Honoré, 75008 Paris

olivetti

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux

Recrutement de cadres

Lyon

PA France, filiale du groupe PA International (1.500 consultants dans le monde), est implantée à Paris, Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg et Toulouse. Le bureau de Lyon, qui couvre le quart sud-est de la France, recherche un nouveau consultant. Après formation, il devra mener en totale autonomie des missions de recrutement tant par approche directe que par voie d'annonces et gérer un portefeuille de clientèle. Nous recherchons un candidat âgé d'au moins 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles ou université) ayant acquis une première expérience soit du recrutement, du conseil ou de la gestion des ressources humaines et entreprises ou en cabinet, soit dans des fonctions opérationnelles, et souhaitant s'orienter vers le conseil. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera liée à l'acquisition professionnelle du candidat retenu. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A.062LM.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - TEL. 78.93.50.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La direction du Groupe Cose de la BPPC recherche pour son agence de Bastia

responsable du marché des entreprises

Il aura pour mission :
- d'accroître la pénétration de l'agence sur le marché
- de gérer et développer un portefeuille en matière de crédit et d'épargne
- d'analyser et de gérer une équipe de 10 personnes dans le cadre d'objectifs ambitieux.
- de représenter et promouvoir la banque sur son marché en assurant les relations publiques.
- de participer à l'élaboration des objectifs.

Ce poste exige :
- des aptitudes en matière de relations humaines, d'animation et de management (expérience d'encadrement).
- d'avoir fait la preuve de son efficacité commerciale
- une grande disponibilité. Classification : grade classe IV
Merci d'adresser votre candidature, CV et photo à BPPC Direction du Personnel, 16 rue Léon Paul, 13006 Marseille.

Banque Populaire Provençale & Corse

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son Agence de

NANTES

1 CHARGE DE CLIENTELE H/F

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB, CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4910 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

Jeune société de distribution et d'entretien de
MATERIELS MEDICAUX
de très haute technicité (MENNEN MEDICAL AVONICS...) recherche dans le cadre de son développement un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL (maison ou diplômé)

ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE sur Marseille

Responsable technico-commercial vous développerez notre implantation sur le Sud de la France (de MENTON à PERPIGNAN). 30 ans environ, vous avez une expérience dans la vente d'équipements médicaux, une grande disponibilité et une aptitude au management. Si votre ambition est celle d'évoluer à court terme vers un poste de responsable régional, écrivez avec CV complet à notre Conseil Monique Logan.

M.L.S. 9-13 rue Bel Air 13006 MARSEILLE qui garantit réponse et discrétion.

معلومات العمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MARSEILLE

PUBLICITE
ET COMMUNICATION

A un jeune SUP de CO voulant évoluer.
Notre société bien implantée dans la communication, filiale d'un groupe important, offre une véritable opportunité de

Chef de publicité

Après une première expérience réussie, de préférence dans une Société de services, nous vous proposons un poste à responsabilités au sein d'une petite équipe de professionnels.

Chef de Publicité, votre sens de l'écoute, celui du dialogue, seront des atouts déterminants pour gérer avec rigueur les budgets de nos clients.

Nous attendons aussi de vous, une disponibilité et une motivation importantes pour concevoir, rédiger et conduire des actions de communication et devenir rapidement un véritable conseil auprès des entreprises. Vous devez maîtriser parfaitement la langue française. Vous serez formé préalablement dans notre agence de Marseille et de Paris.



Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions en précisant la référence 10238 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup. Discretion assurée.

Guy Postel

lancez-vous avec nous!
... dans l'agrochimie

Vous avez le goût du challenge ?
Alors lancez-vous avec nous !

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie, 2ème US, 8ème mondiale. Nous occupons une position forte dans le domaine des produits chimiques de base et progressons avec succès dans celui des spécialités : notamment la phytosanitaire.

Prochimagro, la plus récente division de notre département agrochimique, réussit sa percée sur le marché français.

Une belle opportunité pour vous, diplômé de l'enseignement supérieur. Autonome, enthousiaste, volontaire, vous êtes animé du même esprit de conquête que nous.

Vous souhaitez faire partie d'une équipe jeune et motivée dans un environnement vraiment stimulant.

La mobilité vous plaît et votre pratique correcte de l'anglais vous permettra à terme de saisir les opportunités que vous offre notre organisation internationale.

Ecrivez-nous en précisant la référence concernée pour recevoir un dossier de candidature.

Dow Chemical France Direction des Relations Humaines BP 31

06561 Vélodrome Cedex.

Ingénieurs technico-commerciaux réf. ITC
Ingénieurs d'appui technique réf. IAT

Diplômés d'une école d'agronomie ou de formation supérieure à orientation biologique, vous participerez au développement de notre gamme de produits phytosanitaires : soit en prenant la responsabilité commerciale d'un secteur géographique soit en assurant le développement technique de nos spécialités en appui à la force de vente.



PROCHIMAGRO

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOURS SPECIALISTE EN GESTION : CONSEILLEZ LES ENTREPRISES REGIONALES

A 40 ans environ, vous avez fait le tour de la question. 10 ans de gestion financière pour le compte d'entreprises industrielles (PMI dans l'édile ou de cabinets conseil) font de vous un spécialiste quelle que soit votre formation ESC, Ingénieur ou DECS. Organisme consulaire de formation, nous recherchons quelqu'un de votre acabit pour conseiller et former l'ensemble des collaborateurs des entreprises de l'Indre et Loire en matière de gestion. Vous diagnostiquez leurs points forts et faibles, conseillez leurs dirigeants et proposez des solutions.

Si ce poste vous intéresse, sachez que vous devez montrer des dons certains de commercial (pour élargir votre clientèle) et de bonnes facultés d'adaptation. Moyennant quoi, nous vous proposons d'adresser votre candidature sous référence 85/37/354 à Pascale GALAMPOIX.



Dominique Lelinois Conseiller
Tél. 02 47 81 11 11 - 11 rue de la République - 37000 TOURS

PME RHONE-ALPES

Internationale
Biens d'équipement industriels
petites séries
Pour maîtriser son expansion recherche

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Un bon diplôme de départ est souhaité ; mais l'expérience, l'énergie, le bon contact humain sont prioritaires, ainsi qu'une ténacité peu commune. L'équipe à dynamiser n'est pas très importante (moins de 100 personnes). Elle ne croîtra guère dans les années à venir, car le recours à la sous-traitance va se développer ; mais surtout, la performance à atteindre, inimaginable aujourd'hui, constitue LE défi majeur de ce poste. Anglais ou Allemand nécessaire.

Adresser C.V. + photo à :
B. Wulffme BP 43 - 69751 Charbonnières Cedex, qui transmettra.

IMPORTANTE COOPÉRATIVE CÉRÉALES-APPROUS dans l'EST DE LA FRANCE

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Niveau ESSEC - 5 ans expé-

rience dans la fonction.

Age 30 ans minimum - Rému-

nération suivant expérience

Adresser C.V. + lettre manus-

crise + photo + prétentions à :

F.F.C.A.C.

Service Recrutement

11 bis, rue des Halles

75001 PARIS

Discretion assurée.

Direction

PROMOTEUR RECHERCHE

DIRECTEUR COMMERCIAL

Vente programmes en blocs

généralistes investisseurs

institutionnels européens.

Adresser C.V. et photo, réf. 1550

à L.T. ASSOCOM 31, bd Bonne-

Nouvelle, 75002 PARIS.

emplois internationaux

Chaire de français

Les personnes possédant les qualifications requises, quelle que soit leur race, leur religion, leur couleur ou leur nationalité d'origine, sont priées de nous adresser leur candidature pour ce poste à l'Université du Natal à Pietermaritzburg.

Les candidats doivent être bilingues français-anglais, posséder une expérience prouvée dans l'enseignement et la recherche de la littérature et la langue française, et être capable de diriger et orienter académiquement ce département universitaire.

Pour obtenir le formulaire de demande et de plus amples renseignements, contacter le South African Universities Office, Chichester House, 278, High Holborn, LONDON WC1V 7 HS (Angleterre). Date limite : 28 novembre 1985. Référence PNR 73/85.

OFFRES D'EMPLOIS

TAT EXPRESS
VOS COLIS DE DOMICILE A D'IMPASSE EN MOINS DE 24 H.

Jeunes cadres

Diplômés d'études supérieures ou autodidactes bénéficiant d'une bonne expérience professionnelle.

Dans le cadre d'une très forte expansion, TAT EXPRESS recherche pour ses Centres de PARIS (réf. PA 1) et PROVINCE (réf. PR 2), des responsables dans des fonctions polyvalentes : Commercial - Gestion - Exploitation. Les candidats auront des responsabilités - esprit d'initiative - grande disponibilité.

Au terme d'une formation, ils auront, suivant leur profil, la responsabilité d'un centre de transport :

- Gestion personnel - Relations clientèle - Développement commercial - Organisation de tournées - Gestion d'un parc véhicules ou la responsabilité d'une zone commerciale.

Envoyer lettre + c.v. + photo + prétentions à : TAT EXPRESS.
Service du personnel - B.P. 0237 - 37002 TOURS CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE SUD DE LA FRANCE

recherche

CHARGÉ DE MISSION

Collaborateur direct de la direction générale pour assurer les fonctions suivantes :

- Analyse financière et animation de l'audit : au titre de la société elle-même et de ses filiales (au total environ 1 000 personnes) ;
- Montage et financement d'opérations complexes, en relation avec les administrations, les banques et les organismes financiers internationaux.

Formation supérieure : ENA, HEC, ESSEC, avec des connaissances approfondies de comptabilité. Expérience exigée de cinq ans minimum de gestion des entreprises en milieu bancaire ou en cabinet d'audit. Déplacement fréquents en France et à l'étranger. Anglais écrit et parlé indispensable.

Age : 35 ans minimum.

Rémunération : 280 000 F et plus, selon expérience et qualification.

Résidence : ville de LANGUEDOC-ROUSSILLON.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous n° 7976

Le Monde Pub., services annexes classés,

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Entreprise implantée dans le Doubs, proximité jura, recherche son

RESPONSABLE SERVICES TECHNIQUES

- Ingénieur mécanicien
- 10 ans d'expérience dans une usine à process continu
- habitué au travail et horaires d'une entreprise de taille moyenne
- ayant connaissances du système CORT
- expérimenté en travaux neufs.

Veuillez adresser rapidement C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 81143 à Contesse Publicité 5, Place du Corbeau, 67000 STRASBOURG, qui transmettra.

PRINTemps

UN N°1 POUR LA COMPTABILITE DE NOS GRANDS MAGASINS

Le Printemps en chiffres : 8250 personnes, CA 5,5 milliards en 1984. Une très importante entreprise, placée parmi les plus grands groupes français de distribution.

Reportant au Directeur de l'Audit et des Comptabilités vous n'en demeurez pas moins le « patron » des comptabilités générales de nos différents magasins. C'est à ce titre que vous coordonnez l'action de vos différents services, cela vous amenant à encadrer, sélectionner, former et stimuler vos équipes. Vous entretenez aussi des contacts étroits avec les commissaires aux comptes et les services d'audit interne.

Titulaire au moins du DECS, vous êtes un praticien reconnu de la gestion comptable, maîtrisant parfaitement la technique des bilans et les déclarations fiscales. Cette expérience pourrait être acquise en cabinet ou dans une grande entreprise. Dans l'un ou l'autre cas, elle vous aura bien familiarisé à l'utilisation de la micro-informatique.

Ce poste, évolutif à terme, est à pourvoir à Clichy (92). Il sera rémunéré selon votre expérience et votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction des Relations du Travail, 62 rue Caumartin, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICE INTERNATIONAL RECHERCHE POUR SON SIÈGE UNE

ANALYSTE MARKETING

Rattaché(e) à la direction internationale des ventes et du marketing, vous aurez à créer et administrer le système d'information commerciale afin de produire un outil de décision efficace.

En liaison avec la direction informatique, analyser les résultats de vente, administrer les programmes internationaux des ventes et consolider les résultats de recherche sur plusieurs marchés en animant une petite équipe : telle sera votre mission.

Homme ou femme de communication, de formation supérieure vous possédez une première expérience dans un domaine similaire.

La maîtrise de l'anglais courant est indispensable.

Nous offrons une rémunération attractive. De nombreuses possibilités d'évolution sont possibles pour des candidats(e)s de valeur.

Le poste est à pourvoir en janvier 1986.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence 6533 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pour développer et élargir sa gamme DPS7.

BULL SYSTEMES renforce ses unités d'études et de conception grands systèmes.

Nous vous proposons de participer, au sein d'équipes motivées et performantes, à la

CONCEPTION SYSTEME EN CIRCUITS VLSI

dans les domaines suivants :

- architecture système, unité centrale et circuits VLSI optimisés à très haut niveau d'intégration
- développement de logiciels de CAO VLSI

Voire formation d'ingénieur de haut niveau vous permettra d'approfondir vos compétences au contact des meilleurs spécialistes mondiaux en France et aux USA (détachement temporaire possible).

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Nous vous remercions d'écrire sous référence 3/85 M à :

Christian FINE - Bull Systèmes
BP 53 - Rue Jean Jaurès - 78340 LES CLAYES SOUS BOIS

Bull



AGENTS DE MAITRISE TELECOMMUNICATIONS

SUPERVISION DES RESEAUX

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

DUT - BTS ou maîtrise

- électronique,
- électro-technique,
- mesures physiques,
- automatisation,
- génie électrique,
- maintenance industrielle.

Age minimum 23 ans.

Jeunes gens diplômés des O.M.

Rémunération annuelle brute : 104 à 122 000 F suivant diplôme et expérience professionnelle.

Affectation : région parisienne.

Adresseur C.V. détaillé + lettre manuscrite à AIR FRANCE - Sélection maîtrise

Dry-Sud 114 - 94390 ORLY-AEROGARE Codex

Sélection prévue vers le 10 décembre 1985.

Date limite de réception des candidatures : 15 novembre 1985.

AIR FRANCE

UN JEUNE JURISTE EN DROIT DES SOCIETES

Jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (DEA ou DESS de Droit), vous pouvez faire valoir 2 années d'expérience professionnelle en Droit des Sociétés. Vos compétences s'étendent également au "droit financier" et "comptable". Précis(e) et rigoureux(se), vous êtes particulièrement attiré(e) par la rédaction juridique.

Nous vous proposons d'intervenir, au sein d'une petite équipe, dans les domaines suivants :

- gestion juridique des Sociétés : préparation des assemblées d'actionnaires, d'obligataires, de porteurs de titres participatifs ; préparation des conseils d'administration ; statut des organes sociaux ; administra-

teurs et commissaires aux comptes ; modifications des statuts ; formalités légales,

- opérations sur valeurs mobilières : constitution de sociétés, augmentations et réductions de capital, émission de valeurs mobilières (actions, obligations...),
- opérations de restructuration : apports, fusions, dissolution de sociétés, montages juridico-financiers divers.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. HB 28 à

Banque Indosuez
Service Recrutement Carrières Formation
44 rue de Courcelles 75008 Paris

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

Nous sommes un grand groupe qui construit et distribue du matériel informatique (gestion, bureautique, saisie de données...).

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Grands Comptes

Secteur : Industrie, Commerce, Distribution.

Secteur : Banque, Assurance.

Vous serez responsable du suivi et du développement des affaires auprès de grands clients.

Si vous avez au minimum 3 années d'expérience acquise dans les secteurs correspondants et fait les preuves de votre efficacité, vous trouverez dans notre société un environnement propice à votre évolution.

Les postes sont basés en région parisienne.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Si ces perspectives vous intéressent, nous vous remercions de transmettre votre dossier de candidature, en indiquant la référence 7003/LM à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une discrétion absolue.

264, rue du Fbg-St-Honoré 75008 PARIS

Actiman

Chef comptable : diriger nos services et évoluer dans notre groupe

A 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, ESC, gestion), vous avez acquis une expérience de 4 à 5 ans si possible dans un établissement financier ou dans un poste de Chef de Groupe au sein d'une entreprise importante. Vous avez une bonne pratique de l'informatique et vous parlez l'anglais.

Vous souhaitez aujourd'hui exercer la responsabilité complète de la fonction comptable dans une structure qui vous permette de travailler en équipe et en liaison avec les autres services.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un groupe international important. Le Chef Comptable que nous recherchons est rattaché au Directeur Général. Il est responsable de l'ensemble des services comptables (comptabilité générale et auxiliaire, facturation, gestion des immobilisations). Il en assure le fonctionnement opérationnel et anime son équipe. Il définit et met en place les systèmes d'information internes, les méthodes, les procédures et l'organisation de ses services.

Le développement de nos activités et la taille de notre groupe vous offrent de réelles possibilités d'évolution.

COFROR, notre Conseil en Recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser sous référence 417/32 M en indiquant votre rémunération actuelle.

COFROR

Tour Flut - Codex 16 - 82084 Paris la Défense

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

De formation DUT Gestion ou niveau équivalent vous êtes âgé d'environ 35 ans et possédez une expérience similaire d'au moins 5 ans acquise en entreprise industrielle ou en Société de biens d'équipements. Vous utiliserez vos talents de négociateur et votre sens de l'organisation pour assurer un soutien efficace aux réseaux de vente. Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions au siège parisien de la Société. Connaissance de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 49067 à DEB'S 140 rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

Au sein de la DRH d'un grand groupe, le jeune consultant en recrutement que vous êtes...

Votre double formation (Economie + Psycho par exemple), ainsi que votre 1^{re} expérience de 3 à 4 ans en recrutement, soit dans un Cabinet, soit au sein d'une entreprise, vous prédispose à nous rejoindre.

Au sein d'une petite équipe très soudée, vous interviendrez comme Conseil en recrutement pour les différentes sociétés du Groupe (plusieurs milliers de personnes). Vos missions : la gestion des recrutements internes et externes des sociétés sur des populations aussi diversifiées que : commerciaux à fort potentiel, financiers, informaticiens... pour Paris et la Province.

Votre évolution future : responsable d'études pour la direction du Groupe sur plusieurs aspects de la gestion des ressources humaines : politique de rémunération, mobilité, frais de personnel...

Pour réussir à nos côtés, vous devrez nous démontrer votre aisance dans les contacts, vos capacités d'analyse et d'écoute, et vos qualités de manager.

Si vous êtes intéressé par ce poste basé à Paris, merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 1987 M à

SOURCES

144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité

Ingénieur « systèmes électroniques »

Nous sommes un important Etablissement Technique du Ministère de la Défense. Nous recherchons pour notre domaine d'activité

Guerre Electronique Navale

un ingénieur diplômé. Au sein d'une petite équipe (15 personnes environ), nous lui offrons la possibilité de piloter des études (études « amont », simulations technico-opérationnelles, etc.), des projets attractifs, cela avec beaucoup de liberté d'action.

Nous lui demandons le goût et la capacité d'entretenir des contacts à haut niveau.

L'esprit d'initiative, d'autonomie, ainsi que d'excellentes capacités de synthèse sont exigés.

Une première expérience industrielle serait appréciée.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements en province.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. 1122/M à J.-F. JOURDREN qui vous garantira réponse et confidentialité.

CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BRISTOL - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NOY - QUIMPER - RENNES

IRIDIUM

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PAPIERS DE SPÉCIALITÉS GRAPHIQUES

Nouvelle Société regroupant un Siège et 3 filiales - CA 1 milliard de F

900 personnes - filiales de deux groupes internationaux

recherche pour renforcer sa Direction Administrative et Financière.

Responsable administratif

- 30 ans optimum. Formation supérieure comptable et de gestion ESC, ou similaire avec DECS. Pratique de l'outil informatique. Expérience minimum de 3 ans en entreprise au sein de services administratifs et comptables.
- Rattaché directement au D.A.F., il est responsable des procédures administratives et comptables : étude, mise en place, suivi. Il prend en charge les dossiers fiscaux, juridiques, les assurances et les déclarations sociales et fiscales ; il participe aux opérations comptables de consolidation.
- Poste basé à VELIZY (78). Possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 926-M à GUILLON Sélection

93, rue Joliot - 75017 Paris réponses et discrétion assurées.

GUILLON SÉLECTION

هنا مكان العمل

كندا والامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

QUESTIONS SUR MA FUTURE ENTREPRISE.

Une check-list utile pour les jeunes diplômé(e)s des grandes Ecoles et des Universités (Sciences et Techniques, Commerce, Gestion) Bac + 4 minimum, intéressé(e)s par la vente et l'informatique.

- Se trouve-t-elle dans un secteur en expansion?
- Est-elle à la pointe de son secteur?
- Dispose-t-elle d'une technologie avancée?
- Ses produits et services jouissent-ils d'une bonne réputation?
- A-t-elle des résultats financiers appréciables?
- Est-elle prête à me donner assez tôt des responsabilités importantes?
- M'assure-t-elle une formation de départ, et continue tout au long de ma carrière?
- Suit-elle une politique de promotion interne?
- Tient-elle compte du mérite personnel?
- Me mettra-t-elle dans de bonnes conditions de travail?
- Respecte-t-elle chaque employé en tant qu'individu?
- Dans mon travail, serai-je entouré (e) de personnes compétentes?
- M'apporte-t-elle la possibilité d'y faire carrière en renouvelant périodiquement mon expérience professionnelle?

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais, si vos réponses correspondent à vos exigences prioritaires, nous serons heureux de recevoir votre candidature + CV détaillé: IBM France, département Recrutement, 2, rue de Marengo 75001 Paris - Référence 281. Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir. Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.

IBM France
Le bon départ

Responsable des ressources humaines et des relations sociales

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS, poursuivant le redéploiement de ses activités dans le domaine des produits Grand Public, marque mondialement connue, recherche pour son siège (500 personnes) un Chef de Personnel assurant la responsabilité de CHEF D'ETABLISSEMENT.

Sa mission:
- il sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social.
- il présidera et animera l'ensemble des relations paritaires et assurera les relations extérieures.
- il prendra en charge l'ensemble de l'administration du personnel et la gestion de la formation.

Son profil:
- De formation supérieure Sciences Po., HEC, ESSEC, DROIT... (une spécialisation en droit social serait appréciée), il devra disposer d'une expérience de 5 à 8 ans acquise dans la fonction personnelle.

La réussite dans ce poste nécessite un sens marqué de la communication allié à de solides qualités de gestionnaire.

Poste à Paris.

Rémunération: 280.000 F. +

Ecrire sous réf. PZ 198 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

sciences de la vie
dans le
domaine spatial

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recherche

UNIVERSITAIRE ou INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE + DEA SCIENTIFIQUE MF

Vous serez associé à l'élaboration et au suivi des programmes de recherche en sciences de la vie appliquées à l'espace. Vous avez acquis par votre double formation des connaissances en techniques spatiales ainsi qu'en physiologie ou biologie. Vous avez concrétisé vos études par une première expérience qui vous a permis de vous familiariser avec les milieux industriels, scientifiques et médicaux impliqués dans le domaine spatial.

Lieu de travail: Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 10391 à EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS qui transmettra.

CNES
Centre national d'études spatiales

SNPE

recrute pour son Centre de Recherche du BOUCHET (ESSONNE)

Ingénieur

Centrale, Mines, ENSTA, ENSMA, ENSI ou universitaire 3^{ème} cycle.

Débutant ou quelques années d'expérience. Le candidat retenu aura la responsabilité, au sein d'un laboratoire de recherche appliquée, d'études menées dans le domaine de la combustion des poudres pour armes et des propulseurs. Une formation ou une expérience particulière dans le domaine de la thermique, de l'énergétique et/ou de la mécanique des fluides sera un atout supplémentaire.

Ecrire avec CV, photo et prêt à SNPE CRB, BP 2, 91710 VERT-LE-PETIT en rappelant la réf. ITB 85/44.

Service social de la ville de Paris

recrute

CADRE MOYEN

pour secondar l'un de ses centres administratifs. Il sera particulièrement chargé de la gestion du personnel. Si vous avez plus de 30 ans et 10 ans au moins d'expérience professionnelle dans la fonction gestion du personnel.

Téléphone: au 276-60-40.

Groupe Jeunes Experts Comptables Paris-Ecole

recrute

ASSISTANT

niveau Certificat supérieur. Diplômes enseignement supérieur comptable. Expérience Cabinet pour mission de révision conseil P.M.E. et Comptes.

Adm. C.V. à C.E.A. 5, avenue F.-Roosevelt, 75008 PARIS.

Société EXPERTS COMPTABLES et COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche

RÉVISEURS

2 à 3 ans d'expérience d'audit et de commissariat aux comptes

ASSISTANTS DE CABINET

1 à 3 ans d'expérience. Adm. C.V. et prétentions SA KIMMEL TOUATI 9 bis, rue Volney, 75008 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute

JOURNALISTE

Confirmé ou débutant, connaissance et intérêt par les problèmes de la Communication (presse, audiovisuel, relations publiques, publicité), pour s'occuper plus particulièrement du secteur de la publicité.

Adresser candidature à: S.G.P. 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Ville de Garges-lès-Gonesse (95)

recrute

UN ATTACHÉ (homme ou femme) pour div. ext. dans l'urgence. Adm. lettre et CV au siège.

secrétaires secrétaires

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ETABLIE SUR LES MARCHÉS DE GRANDE EXPORTATION recherche pour son Secrétariat Commercial

Secrétaire Trilingue

FRANCAIS - ANGLAIS - PORTUGAIS

OU FRANCAIS - ANGLAIS - ESPAGNOL

Très bonne formation générale. Disponibilité. Sociabilité. Expérience de secrétariat dans un service exportation.

Lieu de travail: PARIS, proximité métro.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions sous N° 9450 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L.E.R.S.
Société de recherche pharmaceutique du Groupe Synthelabo, recrute pour son département de Recherche Clinique

Chargé de recherche en statistiques médicales

Contrat de 4 mois

Dans l'équipe statistique du groupe de biométrie (20 personnes) du département de recherche clinique, le candidat choisi aura pour mission:
- de traiter les données recueillies au cours des essais thérapeutiques, de rédiger la partie statistique des rapports concernant ces essais.
Le poste nécessite un travail d'équipe avec les différents groupes de médecins et un dialogue avec l'équipe informatique du groupe biométrie. En effet, les essais thérapeutiques, menés en France aussi bien qu'à l'étranger, impliquent une utilisation intensive de l'outil informatique.
Sur cette base, le candidat devra:
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures

- avoir une solide connaissance des problèmes relatifs à la statistique médicale et plus particulièrement de ceux relatifs aux différentes phases des essais thérapeutiques - être familier avec le mini - ordinateur, et avoir une bonne connaissance de l'anglais, et avoir une grande aisance dans les contacts humains.

Lieu de travail: Paris.
Avantages sociaux, horaires mobiles, restaurant d'entreprise, etc.

Envoyer C.V. avec photo sous référence M 6566, à M&C - System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Société de
CONSEILS JURIDIQUES
recherche pour Paris

collaborateurs

(H/F)

Spécialisés en Droit Social
Expérimentés et justifiant d'une bonne connaissance des entreprises.

Ecrire avec Curriculum-Vitae et prétentions à:
SERVICES LAMY
17 bis, rue Legendre 75017 Paris

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
VILLE D'ETAMPES
recrute

POUR SON ÉCOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE
1 PROFESSEUR DE SAXOPHONE

9 heures hebdomadaires
Dépôt des candidatures: les dossiers de candidature comportant un curriculum vitae seront à envoyer à M. le maire d'Etampes avant le 1^{er} décembre 1985.

Conditions de recrutement: C.A. exigé - Pour les candidats qui n'ont pas le C.A., concours sur épreuve le Samedi 14 décembre 1985.

Prise de fonction à partir du 6 Janvier 1986.

INTS PARIS

RECHERCHE PROFESSEUR

DE MATHS APPLIQUÉES
VACATAIRE

POUR BTS INFORMATIQUE
COURS MARDI 14 H/17 H 50
EXPERIENCE ENSEIGNEMENT

SUPÉRIEUR EXIGÉE

Tél. GÉRARD LOUBET
43-48-50-10.

P.M.E. - MOUSNIER ASSURANCE EDITION recherche

JURISTE H/F

- 25-30 ans environ
- Licence juridique de droit, D.E.A., connaissances droit immobilier et baux.
SA FONCTION NECESSITERA goût et habitude de la rédaction (articles, notes etc.).
Expér. profession. 2 ou 3 ans.
Env. C.V. et photo et prêt à S.N.P.E. Publied (Rf. 1.504) 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS (réponses assurées).

Société PIANOS MAGNE recherche

COLLABORATRICE

Pour secrétaire général à la statistique médicale et plus particulièrement de ceux relatifs aux différentes phases des essais thérapeutiques - être familier avec le mini - ordinateur, et avoir une bonne connaissance de l'anglais, et avoir une grande aisance dans les contacts humains.

Téléphone: au 276-60-40.

SOCIÉTÉ PROCHE BANQUE OUEST

recrute

JEUNE PHARMACIEN BIOLOGISTE H/F

Débutant ou 1^{re} expérience récente de laboratoire en milieu hospitalier ou LAM souhaitant se spécialiser en microbiologie pour réaliser clientèle internationale de haut niveau dans l'utilisation d'une ligne de produits diagnostiques spécialisés.

Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions n° 1027 BLU, 17, rue Labat 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

formation professionnelle

CHEFS D'ENTREPRISES
Vous souhaitez pour vos collaborateurs une formation adaptée à vos mutations technologiques.

INGÉNIEURS ET UNIVERSITAIRES
Vous voulez compléter votre formation pour être les hommes du devenir industriel.

ISERPA
Institut Supérieur d'Enseignement et de Recherche en Production Automatisée
ouvre en janvier 1986 une

ANNÉE SPÉCIALE INGÉNIEUR GÉNIE INDUSTRIEL ET PRODUCTIQUE

- Candidats de niveau Bac + 5, avec ou sans expérience professionnelle.
- Étude du plan de financement.
- Demandes d'inscription avec C.V., renseignements : B.P. 305, 49003 Angers Cedex - Tél. 41.44.49.44.

Directeur : Raymond BITEAU

Formation Professionnelle d'Analyste-Programmeur en 7 mois - 1000 h

sur Micros : Olivetti M 24, Elicon PC, IBM PC, Geca systeme IBM et Sperry Univac

Niveau système : Bac et casimé

Assistance au placement (propositions d'emplois permanentes sous réserve de réussite et de mobilité géographique)

CREDIT ETUDIANT 100 % - CENTRE AGRIER PAR BRICSON

Centre International d'Etudes et de Formation Professionnelle en Informatique

11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740.12.22
M^{re} Arcueil-Cachan - 10 des Halles

capitaux propositions commerciales

Cherchez partenaires pour mettre en œuvre un grand projet dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage à l'étranger. Ecrire à : M^{re} 6828 le Monde pub, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

JEUNE FEMME 27 ANS
8 ans d'expérience professionnelle, occupant actuellement un poste dans la gestion du personnel avec secrétariat et relations clientèle depuis 4 ans, notions d'informatique.

SITUATION D'AVENIR
dans poste à responsabilité : service du personnel, relations publiques. Disponible à l'immédiat. Ecrire à : M^{re} 6824 le Monde pub, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre comm. Yougoslave 21 ans, 7 ans exp. import/export, quadrilingue franc., angl., ital., esp., dispo. imm., basé Belgrade, libre voyageur, cherche emploi en rapport. Ecrire à : M^{re} 7872 le Monde pub, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

44 ans, diplômé arts-éco, 2 ans droit marketing, gest., 10 ans exp. éco., ht. rev. et négocier. Fr./étr. encadrement, force de vente, bil. angl.-esp., ch. poste resp. éco. J.-P. Duvallet, 38, rue Guyonnet, 75006 Paris. Tél. 42-22-55-58

Jeune fille possédant Bac F8 (secrétariat médical) recherche poste secrétaire ou employée bureau. Libre de suite. Tél. : 840-60-88.

JEUNE FEMME CADRE SERVICE JURIDIQUE

Maîtrise Droit des affaires, 28 ans, dynamique et volontaire. Anglaises commerciale et juridique (bilingue). Avoir effectué séjour à l'étranger. J'ai différentes stages dans importantes entreprises en France. Jeudiériser toutes propositions POSTE STABLE dans Service juridique offrant possibilité d'évolution. Accepte formation complémentaire. Ecrire à : M^{re} 18.560 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

Secrétaire exp. édition rech. poste stable responsabilité, libre tout de suite. 48-54-89-05.

J.F., 31 ans, parlant allemand, espagnol, italien, russe, technique, cherche emploi interprète, hôtesse, réceptionniste hôtel, etc. Tél. 48-61-87-43, ap. 20 h.

GESTIONNAIRE DE PETITS SYSTÈMES INFORMATIQUES

● Analyse-programmation (Basic-Cobol)
● Logicienne : bases, tableaux, gestion fichiers, traitement textes.
● Comptabilité, gestion.
● Secrétariat, bureautique.

Excellentes toutes propositions. Mobilité géographique.

CFB, M^{re} LE GALL
10, place J.-B. Desvignes
44400 REZE
T. 40 05-11-90 - 40 75-83-84.

J.F., 19 ans, ayant BEP comptabilité, gestion, gestion bureau. Tél. : 43-00-51-53.

J.H., ch. place garde du corps et chauffeur, bon phys., trilingue, exp. armée, permis internet. Tél. : (4) 644-95-05.

J.F., 30 ans, BTS secrétariat de direction, 10 ans expérience contentieuse, cherche emploi Paris-Est ou 83. Libre 1986. M^{re} Françoise TRICARD
8 ter, rue Marcel Dourant
93250 Villeneuve-la-Garenne.

J.F., 27 ans cherche emploi stable secrétariat, saine dorée, exp. 5 ans. Dispo. de suite. Tél. : 807-03-83 ou écrire à M^{re} 2. OULAMOU, 27, rue Morend, 75011 PARIS.

représentation demandes

REPRÉSENTANTE
55 ans, dévouée, réfléchie, cherche place stable, V.P.P., exclusive, région parisienne. Ecr. à : M^{re} 6825 le Monde pub, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV.

Renault 20 LS, 7 CV, 1983, 53 000 km radio, amortisseurs neufs. Exot. état. P. 40 000 F. Tél. : 69-01-45-53.

de 8 à 11 CV.

ALDI 90 GTE
Avril 78 - 140 000 km gris métallisé - très bon état. P. 18 000 F. Tél. : 856-88-34 après 20 h.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt
2^e PETIT STUDIO, 10 m², eau, WC, 120 000 F., poss. crédit total. Tél. : 47-22-78-99.

5^e arrdt
LUXEMBOURG
Part. vend. gd 3 pces et 1/2, 80 m², 6 fenêtres plain sud sur cour, ar. av. vue, 1700 000 F., ent., ravellé, calme, soleil, chaudière, cave, 1700 000 F. Tél. 43-26-87-40.

80 PORT ROYAL, édifié en 1970, 3 pces, 1/2, 1700 000 F., ent., ravellé, calme, soleil, chaudière, cave, 1700 000 F. Tél. 43-26-87-40.

78-Yvelines
30 KM OUEST
belle maison 300 m² habitable et 1/2, jardin clos murs. 1 400 000. 48-05-58-70.

Province
COURCHEVEL-1650
Imm. stand. sur planches, bel apt. 3 p. et 1/2, 140 000 F. Tél. : 43-55-00-44.

appartements achats

AGENCE LITRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère, appt et hôtel part. dans quartiers résidentiels, paiement comptant chez nous. Tél. 45-44-14-45.

GROUPE OORESSAY
3, rue Vieux-Colombier-5^e arrdt, région parisienne. APPTS 4 à 5 pièces et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. 45-48-43-94.

Rachete 2 à 4 pièces PARIS, préfère 5, 6, 7, 12, 14, 15, 16, 17, avec ou sans travaux. FAIE COMPTANT chez nous. T. 48-73-20-87 même le soir.

De particuliers à particuliers racheteurs acheteurs tous biens immobiliers région Sud. L.V.S. Tél. 87-49-52-22.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER
château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France INDICATEUR LA GRANGE, fondé en 1876, 8, rue Grange-la-Peuple, 75008 Paris. Téléphone : 45-48-43-94.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10^e, vue, 27 m² à rén. 175 000 F. Tél. 45-56-15-77.

20^e arrdt
20^e GAMBETTA, imm. p. de L. 6^e et 10

هذا انت الاعمال

société

... LE MONDE - Mercredi 30 octobre 1985 - Page 23

JUSTICE

Douze mois d'instruction dans l'affaire de Poitiers

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Il y a eu un... c'était le 30 octobre 1984. Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, trouvée la mort dans le bloc opératoire n° 2 du service d'ORL du CHU de Poitiers. Une mort toujours officielle-ment inexplicable, une instruction judiciaire qui continue, deux médecins inculpés d'assassinat de Nicole Berneron, un troisième d'assassinat involontaire, l'arrivée récente d'un nouvel avocat, de nouvelles auditions : l'affaire de l'hôpital de Poitiers est loin d'être terminée.

M. Pierre Hovare, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Poitiers, est homme patient et tenace. Favorable à la collégialité en matière d'instruction, il est aussi parvenu depuis un an à démontrer que la solution du meurtre doit faire face aux faits et non pas toujours synonyme de faiblesse.

Un an déjà donc et, pour ce juge, un véritable travail de bénédictin en réponse à une situation infernale. Car c'est ainsi : par quelque bout qu'on la prenne, l'affaire de l'hôpital de Poitiers a quelque chose de monstrueux et d'extraordinairement diabolique.

L'équation pourtant est simple. Et quand on veut bien le résumer, le mystère tient en deux points :

1. — Nicole Berneron a-t-elle été morte d'autre chose que d'une insufflation massive de protoxyde d'azote au cours de la réanimation qui faisait suite à l'intervention chirurgicale bénigne entre le 30 octobre dans le service du professeur Fontaine (du moins si l'on retient les conclusions du collège des experts médicaux).

2. — Cette insufflation massive de protoxyde d'azote est la conséquence d'une inversion des tuyaux d'arrivée de gaz dans le respirateur, inversion découverte par le professeur Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation de l'hôpital dans les heures qui suivirent la mort. (L'enquête policière a établi

que le professeur Mériel a pu lui-même procéder à cette inversion). La mort de Nicole Berneron, dès lors, est bien le résultat d'un geste criminel. Une affaire classique d'assassinat, pourrait-on dire, si elle ne mettait gravement en cause à la fois le corps médical et l'institution hospitalière.

Aucune preuve

Tout cela fut rapidement établi par l'enquête policière, puis tardivement confirmé par les travaux

Aucune preuve dans le dossier. Pour le juge, une seule certitude, que rejette la défense du docteur Diallo : la mort de Nicole Berneron résulte d'un geste criminel. Le juge d'instruction vient d'entreprendre de nouvelles auditions.

d'expertise, compliqués il est vrai d'erreurs techniques commises lors de l'autopsie de Nicole Berneron. Il fallut ensuite compter avec d'autres péripéties de taille. Comme cette conférence de presse télévisée au cours de laquelle le professeur Mériel osa accuser d'assassinat deux médecins de son service alors incarcérés. Ou encore — point méconnu — la décision du procureur de la République de Poitiers de ne donner aucune information à la presse, contrairement à l'engagement pris auprès des journalistes locaux qui avaient accepté de se taire jusqu'à la fin de l'enquête policière.

Tout, dès lors, ne pouvait que mal tourner. Publiquement accusés par leur supérieur hiérarchique — véritable mandarin — les deux médecins (les docteurs Bahari Diallo et Denis Archambeau) incarcérés et inculpés d'assassinat ne pouvaient que bénéficier du large soutien de l'opinion publique. D'autant que le professeur Mériel tombait, à son tour, sous le coup d'une inculpation pour homicide involontaire, compte tenu de son attitude critique au cours des tentatives de réanimation de sa malade.

Une marte, trois médecins inculpés : l'affaire de Poitiers deve-

nait une vraie « première » mondiale. Une première qui se cachait une autre : la découverte du climat qui régnait depuis longtemps dans le département d'anesthésie-réanimation, les mésententes, les haines réciproques et, inévitablement, les graves anomalies de fonctionnement du service. L'un des rapports d'experts (celui des professeurs Jean Lasserre et Maurice Cara) constate à cet égard la réputation accablante établie — entre autres — qu'un médecin n'avait effectué l'examen pré-

coûtent, sa revanche, aucune preuve.

Cette situation toutefois pourrait évoluer, le magistrat procédant, depuis peu, à de nouvelles et importantes auditions. Un juge, d'ailleurs, a été conforté en juillet dernier par l'arrêt de la cour d'appel de Limoges confirmant le maintien du contrôle judiciaire pour les deux médecins inculpés d'assassinat (interdiction de se rencontrer ; interdiction pour les deux de se rendre au CHU de Poitiers).

La défense du docteur Diallo

Le docteur Diallo, dont la défense était jusqu'alors assurée par deux avocats (M^{rs} Drouineau, de Poitiers, et Chaigou, de Paris), s'est aussi assuré les services de M^{re} Henri Lesclerc. Moins prolifique que ses confrères, celui-ci se borne, aujourd'hui, à déclarer qu'« il travaille sur des points médicaux », semblant en cela fidèle à la stratégie des défenseurs de son client, persuadés que la mort de Nicole Berneron peut être expliquée par autre chose que par un geste criminel. Mais pourquoi cette stratégie visant à écarter l'hypothèse de l'acte criminel ?

Seule pièce en attente dans le dossier : la contre-expertise psychiatrique du docteur Diallo confiée notamment au professeur Jacques Leyria, expert national, qui avait été déjà commis dans l'affaire Grégory.

Le docteur Diallo, exerce, aujourd'hui, à l'hôpital de Paris-Neuf (Deux-Sèvres). Le docteur Archambeau, admis, après quelques péripéties à l'hôpital de Saintes (Charente-Maritime) a perdu une année d'études, n'ayant pu satisfaire à cause de cette affaire aux exigences demandées en matière de stages hospitaliers. Le premier, victime d'un vol à son domicile, a récemment porté plainte auprès de la sûreté urbaine de Poitiers. Et le second salue poliment les policiers lorsqu'il les croise en ville.

En cette fin d'octobre, la jeunesse étudiante de Poitiers passe les plus belles heures de la journée aux terrasses des cafés, et la ville commence à se passionner pour le tournage, voisin, d'un film reconstituant la vie et l'œuvre de Marie Berneron... JEAN-YVES NAU.

CATASTROPHES

Séisme en Algérie, cyclone aux Etats-Unis

Le séisme de magnitude 5,9 qui s'est produit le 27 octobre dans le nord-est de l'Algérie a fait cinq victimes ; elles ont été tuées par l'écroulement de leurs maisons à Beni-Abid, petite localité située à 25 kilomètres à l'est de Constantine.

D'autre part, le cyclone tropical Juan est arrivé le 28 octobre sur la côte de Louisiane, et ses effets se sont fait sentir sur les régions côtières de Floride, du Mississippi et du Texas. Plusieurs milliers de personnes avaient été préventivement évacuées, mais il y aurait eu deux morts. Deux plates-formes pétrolières offshore se sont effondrées sous la violence des vagues. Il semble que la plupart des membres du personnel aient pu prendre place dans les capsules de survie prévues à cet effet ou être évacuées par hélicoptère. Il y aurait cependant cinq disparus. — (AFP, AP.)

SCIENCES

Réparation réussie en orbite

Le satellite américain Syncom IV-3 a été envoyé le 27 octobre vers l'orbite géostationnaire et devrait pouvoir servir comme prévu aux communications de la marine américaine. Ce satellite avait été déposé en orbite en avril dernier par la navette Discovery, mais son moteur n'avait alors pu être mis en marche, un interrupteur étant bloqué. Une réparation en orbite fut faite en août lors d'une autre mission de Discovery, au prix de deux sorties dans l'espace et de onze heures de travail (le Monde du 3 septembre). La réparation a donc été fructueuse et a permis de sauver ce satellite dont le coût était de 85 millions de dollars.

MÉDECINE

La sécheresse a fait oublier la grippe

Conséquence inattendue de la sécheresse : un très fort ralentissement des vaccinations contre la grippe. L'an dernier, explique M. Jean Weber, PDG de Pasteur-vaccins (filiale de l'Institut Mérieux), 10 % de la population française avait été protégée. Actuellement, nos stocks de vaccins sont vendus mais ils restent en attente chez les pharmaciens et chez les grossistes. Or, un risque d'épidémie a été annoncé par les spécialistes (le Monde du 25 septembre) et les centres d'assurance-maladie ne prennent en charge cette vaccination (pour les personnes de plus de soixante-cinq ans) que jusqu'au 15 décembre prochain.

● M. Le Pen débouté en appel

dans un procès en diffamation. — La cour d'appel d'Amiens a débouté, lundi 28 octobre, M. Jean-Marie Le Pen dans son procès en diffamation contre le *Courrier picard* et un responsable amiénois du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), en confirmant le jugement du tribunal correctionnel, en date d'octobre 1984, qui avait relaxé les prévenus.

Le président du Front national avait porté plainte après la publication dans le *Courrier picard*, en février 1984, d'une interview du responsable départemental du MRAP,

M. Jean-Pierre Garcia, qui qualifiait alors les propos de M. Le Pen d'« incitation au racisme, à l'antisémitisme et au nazisme ».

Dans ses attendus, la cour d'appel considère que « l'ensemble des commentaires incriminés » procédait « de la constatation objective d'un certain nombre de réactions de l'opinion, dans l'appartenance à M. Le Pen de se solidariser nettement en temps opportuns ». La cour ajoute qu'il « suffisamment établi l'existence d'une corrélation objective entre les propos tenus par M. Le Pen et une recrudescence des sentiments racistes dans l'opinion publique ».

LA MODERNISATION DE LA JUSTICE

Quels conciliateurs ?

Inflation des débits, engorgement des tribunaux : parmi les remèdes destinés à donner de la souplesse à la machine judiciaire, la conciliation occupe une place privilégiée. Plutôt que de se lancer dans des procédures longues et coûteuses, pourquoi ne pas rechercher un accord amiable ? La plupart des petits litiges se prêtent à ce genre de solutions : différends entre propriétaires et locataires, querelles de bornage, malheurs, etc. C'est la démonstration par les faits du vieillissement : « Un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès ».

Qui dit conciliation dit conciliateurs. Quel statut leur donner ? Des attributions voisines de celles d'un magistrat sans les mêmes garanties ? Une place plus modeste, dans le giron des juges d'instance ? La première solution prévalait à l'époque où M. Alain Peyrefitte était garde des sceaux. La seconde a la préférence de M. Badinter. Malgré le changement de majorité cependant, le statut des conciliateurs n'a pas été modifié depuis 1978. Les conciliateurs ont simplement mis sur leur extinction lente, invitant les premiers présidents de cour d'appel par une circulaire de

1982, à ne pas renouveler leur mandat : ils étaient un gros millier en 1981, ils ne sont plus que quatre cents environ aujourd'hui.

Les conciliateurs sont, depuis longtemps, dans le collimateur de la chancellerie qui leur reproche, sans jamais l'exprimer de manière aussi désobligeante, d'être des notables sans compétences réelles ni productivité suffisante. Les élus et juristes de gauche croient cependant à la conciliation. Ainsi, M. Edgar Tailhades, sénateur (PS, Gard) qui présentait, lundi 28 octobre, à la chancellerie un rapport commandé par le premier ministre sur « La modernisation de la justice » (1). Comme M. Badinter, toutfois, M. Tailhades ne veut pas de conciliateurs autonomes jouant au juge de paix sans la même statut ni les mêmes qualifications.

Pour remplacer les actuels conciliateurs, la garde des sceaux avait donc décidé de créer par décret un corps de conciliateurs suppléant des juges d'instance, cours des propositions de ces derniers. Pour les litiges les plus délicats, ces nouveaux conciliateurs seraient agi par délégation de ces magistrats et sous leur contrôle. Ils seraient néanmoins

pu continuer à officier, comme aujourd'hui, à la demande des habitants pour les autres différends.

Cette belle construction a cependant été mise à bas par le Conseil d'Etat qui, consulté pour avis, a estimé qu'il ne pouvait pas créer cette nouvelle catégorie de conciliateurs par simple décret. M. Badinter ayant décidé de suivre cet avis, il faudrait, pour redonner de la vigueur à la conciliation, une loi dont on ne voit pas comment, faute de temps, elle pourrait être votée par l'actuelle majorité.

Cette situation a radicalement élargi aux conciliateurs manière Peyrefitte. Lundi, au cours d'une conférence de presse, le président de leur association (2), M. Nelly Bonnard-Pontay a récusé l'attribution de la circulaire de 1982 destinée à attirer leur recrutement, une solution qu'elle estime, à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat, « irresponsable et irréaliste ».

B. L. G.

(1) *La Documentation Française*, 26 octobre, 73 F.
(2) Association des conciliateurs de France, 24, rue de Madrid, 75008 Paris, tél. : 4 589-99-77.

« Le Canard enchaîné » et « le Matin de Paris » condamnés pour diffamation envers M. Susini

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Clavery, a rendu, lundi 28 octobre, deux jugements par lesquels le *Canard enchaîné* et le *Matin de Paris* sont condamnés pour des propos considérés comme diffamatoires.

Quinze ans après les faits, la chambre d'accusations de Paris devait se prononcer sur le renvoi éventuel devant la cour d'assises de huit personnes inculpées d'arrestation illégale, recel de cadavre ou de complicité. Mais les juges ont ordonné un supplément d'information actuellement en cours.

A la veille de cette audience, Louis-Marie Horeau publiait, dans le *Canard enchaîné* du 11 janvier 1984, un article intitulé « Huit demi-salés de l'OAS en cas d'assises ? Le procès dont Giscard voulait nous priver », dans lequel il rappelait les faits en se fondant sur les archives de l'époque et le déroulement de l'instruction. Mais, dans son jugement, le tribunal déclare : « Il ne saurait être sérieusement discuté que les accusations portées contre les plaignants ont un caractère

matériel envers M. Jean-Jacques Susini, et contenus dans des articles consacrés à la procédure criminelle relative à l'enlèvement du trésorier de l'OAS, Raymond Coré, à Malakoff le 20 décembre 1968 (le Monde du 3 octobre 1985).

diffamatoire, puisque l'article le déclare directement et étroitement mêlé à une affaire criminelle de droit commun et annonce l'imminence de son procès, ce qui est attentatoire à son honneur et à sa considération. »

En conséquence, M. Roger Fressoz, directeur de la publication du *Canard enchaîné*, et M. Horeau sont condamnés à 3 000 F d'amende ; M. Susini demandait 250 000 F de dommages et intérêts, mais les magistrats ont jugé « suffisant » d'ordonner la publication du jugement aux frais des condamnés dans deux journaux, le coût de chaque insertion ne devant pas dépasser 10 000 F.

De son côté, Frédéric Dupré avait publié dans le *Matin de Paris* du 12 janvier 1984, sous le titre « On l'on parle du trésor de l'OAS », un

article également consacré à l'histoire de l'affaire. Les juges considèrent que les faits énoncés « constituent des imputations de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de la partie civile puisque Jean-Jacques Susini est présenté comme l'instigateur d'un crime, y ayant pris de surcroît une part active ».

M. Claude Perdriel, directeur de publication du *Matin*, et M. Frédéric Dupré ont été condamnés chacun à 6 000 F d'amende et devront verser solidairement à M. Susini la somme de 20 000 F à titre de dommages et intérêts. En outre, le tribunal a ordonné la publication du jugement aux frais des condamnés dans deux quotidiens ou hebdomadaires, sans que le coût de chacun puisse dépasser 10 000 F.

M. P.

RELIGION

L'assemblée des évêques français

Mgr Jean Villet, président de la conférence épiscopale française, a clos, mardi 29 octobre à Lourdes, les travaux de l'assemblée plénière des évêques. Délégué au prochain synode extraordinaire de Rome — en compagnie du cardinal Lustiger, nommé personnellement par le pape — l'évêque de Lille a fait un bilan diagnostic de la situation de l'Eglise de France vingt ans après le concile, et formulé des vœux pour la réussite de ce synode. Les évêques se sont à nouveau librement exprimés, le lundi 28 octobre, sur ce sujet lors d'une séance ouverte à la presse.

L'assemblée plénière a par ailleurs adopté un texte marquant la place des religieux et des reli-

gieuses dans la mission de l'Eglise (le Monde du 25 octobre).

Poursuivant enfin l'application à la France du nouveau droit canon, elle a décidé que l'âge du sacrement de confirmation pourrait se situer dans la période de l'adolescence, c'est-à-dire de douze à dix-huit ans, et que l'absolution collective, dans le sacrement de pénitence, serait limitée aux cas de danger de mort ou de grave nécessité.

Mais chaque évêque diocésain est libre de juger si de telles conditions sont remplies et de déterminer la conduite à tenir.

Maintenir le cap du concile

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Avant le synode extraordinaire qui s'ouvrira le 24 novembre prochain à Rome, l'épiscopat français avait voulu faire cette année à Lourdes son propre bilan, vingt ans après le concile Vatican II.

« Un monde a changé », a dit Mgr Matagrin, invoquant comme exemples la baisse de natalité ou celle des vocations religieuses. « Et un autre monde commentait, alors que le concile se terminait... » a ajouté l'évêque de Grenoble, citant cette fois les progrès de la « rationalité » scientifique, la montée de l'indifférence, puis la résurgence de thèmes éthiques, affectifs et religieux.

L'analyse selon laquelle le concile a été un point d'orgue plus qu'un point de départ de mutations multiples est désormais largement partagée dans l'épiscopat français, de même que la conviction selon laquelle les remous intervenus depuis vingt ans sont l'effet d'une déstabilisation de la société plus que d'une crise de l'Eglise. Le nombre de mariages religieux diminue, mais également celui des mariages civils. Les baptêmes sont moins nombreux, mais la natalité décline aussi. Et la chute de la pratique religieuse ne peut-elle être interprétée comme un effondrement des rites sociaux ?

Le monde change, mais gardons le cap : tel est en substance le point de vue de l'épiscopat français. Le concile, dans ses intuitions profondes, n'a pas pris une ride. Et, dans l'esprit de beaucoup, le prochain synode extraordinaire de Rome n'aura d'autre fonction que de réaffirmer, cette fois au plan de l'Eglise universelle, les grandes orientations fixées il y a vingt ans.

« Si le synode ne servait qu'à cela, dit Mgr Gilson, évêque du Mans, il aurait déjà atteint son objectif. »

Même si l'Eglise de France maintient le cap, les aléas se multiplient sur sa route. D'abord, les « défis » extérieurs : Mgr Jacques Gaillot a estimé que l'Eglise restait muette sur des événements comme les essais nucléaires dans le Pacifique ou le commerce des armes, sur les laissés-pour-compte de la crise économique, les immigrés, l'apartheid. « Nous restons trop préoccupés », a dit l'évêque d'Evreux, par le bon fonctionnement de l'Eglise et de ses structures. »

« L'écume et le courant »

Ce jugement est sans doute excessif. On ne compte pas les interventions de l'Eglise contre le racisme, l'extension du chômage, l'armement nucléaire, en faveur des droits des immigrés, des victimes de la pauvreté... Certains évêques n'en admettent pas moins qu'il faut échanger les modes de présence de l'Eglise dans la société. On a souligné notamment à Lourdes la nécessité d'actualiser le document épiscopal de 1972. Pour une pratique chrétienne de la politique, qui a été écrite à une époque de « tout-politique », alors qu'aujourd'hui les appareils sont en crise. De même, la réflexion sur une « pratique chrétienne de l'économie » tarde à déboucher sur un tel sujet, l'épiscopat américain a pris plusieurs longueurs d'avance.

Autres défis pour l'Eglise : d'une part, comment vivre en harmonie dans la société pluri-ethnique, pluri-raciale, pluri-religieuse qui a commencé de se construire ? D'autre part, comment accueillir les progrès scientifiques dans les domaines génétique et bio-éthique, tout en respectant les droits de la personne humaine ? Autant de questions qui pose l'opinion aux Eglises, qui,

moins fréquentées, s'en continuent pas moins de jouer un rôle de référent social et de magistère moral.

Les évêques ne perdent pas de vue pour autant les difficultés de gouvernement de leur diocèse, liées à la crise des effectifs des prêtres et religieux. Des formules de responsabilité prêtres-laïcs sont expérimentées. Le diocèse permanent se développe. Les religieux et les religieuses s'insèrent davantage dans les tâches des Eglises locales, mais des obstacles demeurent.

S'il est vrai, comme l'assure Mgr Rozier, évêque de Poitiers, qu'il existe aujourd'hui dans la pratique des fidèles, pourtant moins régulière, « des signes d'une authenticité plus grande », et qu'il serait dangereux de confondre « l'écume avec le courant », il est nécessaire « de mieux articuler ce double versant où s'inscrit l'action de l'Eglise : la recherche de l'identité chrétienne et le service de l'homme ». La lucidité et l'audace dont l'Eglise veut faire preuve dans certains débats de société, ne devraient-ils pas également être mis au service de son propre fonctionnement ?

HENRI TINCQ.

● Incendie à Sainte-Geneviève-des-Bois : quatre morts. Quatre enfants sont morts brûlés vifs dans un incendie, vraisemblablement dû à un feu de cheminée, dans un pavillon à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), mardi 29 octobre. L'occupante du pavillon, M^{me} Liliane Dufour, quarante ans, a donné l'alerte, peu après deux heures du matin, mais les pompiers ont retiré des débris les corps calcinés de deux jumeaux de cinq mois et de deux enfants de quatre et cinq ans. M^{me} Dufour et l'une de ses filles, âgée de quatorze ans, ont été hospitalisées.

REPÈRES

Dollar : en baisse à 8,04 F

Poursuivant le mouvement de repli amorcé précédemment à New-York et à Tokyo, le dollar a continué à baisser le 29 octobre sur les marchés européens. A Paris, le dollar américain s'établissait à 8,04 F en fin de matinée contre 8,0550 F la veille en 2,6420/6430 DM. A Francfort, les opérateurs étant surtout préoccupés par les récentes décisions de la Banque du Japon (voir par ailleurs) visaient à défendre le yen.

Céréales : l'Algérie convoitée par Washington et Paris

Les Etats-Unis ont approuvé la vente à l'Algérie de 300 000 tonnes de blé à 103 dollars la tonne et de 200 000 tonnes d'une autre qualité à 111 dollars la tonne, transport compris. Ces marchés bénéficient de la subvention en nature (blé prélevé sur les stocks fédéraux) correspondant à une aide à l'exportation de 40 dollars par tonne. Cette subvention s'inscrit dans le programme Bonus Washington en mai dernier, selon lequel 2 milliards de dollars seront consacrés sur trois ans à relancer les exportations de blé pour lutter contre la concurrence européenne. Jusqu'à présent, seules l'Egypte et maintenant l'Algérie ont accepté les propositions américaines, qui ont été faites aussi à la Turquie, au Yémen du Nord et au Maroc. La CEE a réagi en augmentant ses subventions (restitutions), et récemment la France a conclu un marché avec l'Algérie : 200 000 tonnes de blé à 111 dollars, transport compris. L'aide communautaire s'élève à 60 dollars la tonne environ. L'URSS, qui restait dans l'expectative, est enfin venue sur le marché européen, dit-on à Paris, puisqu'elle aurait commandé 1,2 million de tonnes (voire 2 millions) de blé. Marché conclu à 100 dollars la tonne (transport exclu), soit 30 dollars de moins qu'en 1984.

Organismes de placement collectif : harmonisation européenne... pour 1989

Les ministres des finances de la Communauté européenne ont décidé le 28 octobre de coordonner et de libéraliser les législations nationales sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Qualifiée de « progrès considérable » par le commissaire européen chargé du marché intérieur, Lord Cockfield, cette harmonisation des nouvelles règles communautaires, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} octobre 1989, a pour but de rapprocher les conditions de concurrence entre les fonds communs de placement et de mieux protéger les investisseurs. La nouvelle réglementation prévoit que les organismes respectant des règles minimales communes de protection des investisseurs pourront vendre leurs parts dans tous les pays de la CEE.

M. MAIRE ET L'ARSENAL MYTHOLOGIQUE D'HIER

La grève n'est plus ce qu'elle était

M. Edmond Maire s'en est pris, le 28 octobre en présentant à la presse les travaux du conseil national de sa centrale, à un nouveau tabou du syndicalisme - et de la grève. Le secrétaire général de la CFDT a d'abord révisé son compte à la récente journée nationale d'action de la CGT, qui a donné « une image du syndicalisme d'avant-hier » et confirmé l'isolement de la confédération de M. Krasnicki enfermée dans un « encerclement dépressif ». Le jour de ce mouvement, M. Albert Mercier, secrétaire national de la CFDT, avait ouvert les travaux du conseil national en mettant les pieds dans le plat : « le rapport de la grève a changé », a-t-il lancé en soulignant que la « grève est impopulaire » car elle apparaît comme mettant les entreprises en difficulté et au bout du compte menaçant l'emploi. Commentant devant la presse ce rapport, M. Maire a explicité une pensée confédérale qui, a-t-il indiqué, n'a donné lieu à aucune « critique explicite » pendant le conseil national : « La vieille mythologie selon laquelle la grève est la seule arme du syndicalisme doit être abandonnée ». Pour le secrétaire général d'une organisation dont on se souvient qu'elle joua un rôle actif tant en 1968 que dans de grandes grèves comme Lip, « le plus grand acquis syndical depuis 1968, c'est d'avoir imposé l'économie de la grève ». Avec l'expression des salariés (voir même les « cercles de qualité » qui suscitent moins de réticence dans la CFDT), l'obligation annuelle de négocier, la reconnaissance du rôle économique des comités d'entreprise, le syndicalisme s'est doté, pour M. Maire, de nouveaux moyens d'intervention et d'efficacité dans l'entreprise en dehors de la grève. Il faut donc « prendre acte de cette situation et la vivre joyeusement ».

Pour M. Maire, « l'horizon est en train de changer pour le syndicalisme » : il doit changer le contenu du travail et réinventer l'individu et ses projets dans une action collective. Ramener cette action syndicale à la grève, c'est entretenir la « morosité » des salariés à l'heure où les conflits n'ont jamais été à un niveau aussi bas. Il faut donc développer et inventer d'autres actions afin d'obtenir « un même degré de sensibilisation collective, de mobilisation en faisant en sorte que les syndicalistes obtiennent des salariés une adhésion à leurs revendications et à leur démarche ». La CFDT s'est déjà engagée dans cette voie à travers différentes initiatives : une enquête de son association de consommateurs (ASSECO) auprès des usagers de la SNCF, des études de la Fédération des services sur l'ouverture des magasins et de la banque sur les nouvelles technologies, des forums et des journées d'action « pour montrer ce qui se fait, échanger, s'enrichir ». « Turbulences 83 » avec les jeunes à Angers.

Touto la difficulté pour M. Maire est de faire entrer dans les mœurs ce changement alors que les syndicats eux-mêmes ont habitude l'opinion à confondre grève et action syndicale. Comment par exemple faire « pression » sur les employeurs pour aider à l'insertion de 300 000 jeunes ? L'action syndicale, répond M. Maire, c'est toujours une pression. Les syndicats devraient-ils employer les moyens de groupes de pression ? Il n'est pas question de s'interdire de faire grève, a souligné M. Maire, il restera toujours des cas limites, des incidents de parcours où la grève demeurera le seul recours. Même si elle relève de « l'arsenal mythologique d'hier ».

M. M.

PRÉFECTURE DE L'AINSE

AVIS AU PUBLIC

Construction de la ligne électrique à deux circuits de 400 000 volts AVELIN (59) - LONNY (08) et modification de la ligne à 400 000 volts MAZURES (06) - VESLE (51), aux abords du poste de LONNY.

Communes de AUBENTON, BUCILLY, BUIRE, BUIRONFOSSE, DORENGT, EFFRY, EPARCY, ESQUERRES, ETREUX, FROIDESTREES, GERCHY, LA HERIE, LA CAPELLE, LA NEUVILLE-LES-DORENGT, LERZY, LESCHELLES, LELZE, LOGNY-LES-AUBENTON, LUZOIR, MARTIGNY, OHIS, OISY, ORIGNY-ENTHIERACHE.

Publication de l'étude d'impact

Le public est avisé qu'en vertu d'un arrêté préfectoral, en date du 27 septembre 1985, un dossier d'étude d'impact sera déposé, du 28 octobre au 27 décembre 1985, à la préfecture de l'Aisne, première direction, premier bureau à la sous-préfecture de VERVINS et en mairie d'AUBENTON, HIRSON, LA CAPELLE, LE NOUVION-ENTHIERACHE et WASSIGNY.

Toute personne pourra, aux jours et heures habituels d'ouverture de la préfecture de l'Aisne, de la sous-préfecture de VERVINS et des mairies concernées, prendre connaissance sur place du dossier, et consigner éventuellement ses observations sur un registre ouvert à cet effet ou dans une lettre adressée au maire.

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général, Jean HAYET.

LA NOUVELLE CONVENTION DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

- Les cotisations sont relevées de 0,38 %
- La CGT ne signera pas

A l'issue de leur sixième séance de négociation, qui s'est étendue sur douze heures avec de très longues suspensions, le CNPF, la CGPME, la CFTC et la CGC ont signé, le 29 octobre à 5 h 30 du matin, un « protocole d'accord » sur l'assurance-chômage jetant les bases d'une nouvelle convention pour la période du 1^{er} avril 1986 au 31 décembre 1987. Des mesures sont destinées à assurer la « transi-

tion » à partir du 1^{er} novembre 1985, avec notamment à cette date une augmentation de 0,38 % de la cotisation, moitié pour les entreprises et moitié pour les salariés. Au nom de la CGT - qui avait protesté à l'ouverture des discussions, comme la CFDT, contre le « filtrage » de ses négociateurs par des CRS, - M. André Delachet a dénoncé la responsabilité des autres organisations syndicales dans ce « nouveau bradage des droits des chômeurs ». M. Speth, au nom de la CFDT, s'est félicité que ce texte « renforce la solidarité » entre les chômeurs de courte et de longue durée, mais la centrale de M. Maire n'arrêtera sa position qu'après son bureau national des 6 et 7 novembre. FO a entériné dans la matinée du 29 octobre la position de M. Faesch « favorable » à la signature.

La « période transitoire » : les allocataires en cours d'indemnisation au 1^{er} avril 1986 ou « dont la fin du contrat de travail a pris effet antérieurement à cette date continueront de recevoir les prestations du régime antérieur [dans les conditions suivantes] : Les allocataires en cours au 1^{er} avril 1986 auxquels des droits ont été notifiés pour une fin de contrat de travail antérieure à cette date sont pris en charge par le nouveau régime jusqu'à l'expiration des droits notifiés et au plus tard jusqu'au 30 septembre 1986. A l'expiration de la période notifiée, et au plus tard à l'échéance du 30 septembre 1986, un examen sera fait de la situation de chaque intéressé au regard du nouveau régime. Si l'intéressé répond aux conditions du nouveau régime, il est pris en charge par ce régime dans la limite de la durée maximale d'indemnisation du nouveau régime diminuée des durées honorées dans le régime antérieur. Si l'intéressé ne répond pas aux conditions, il est transféré, sous réserve qu'il remplisse les conditions nécessaires, au régime de solidarité », ce dernier étant pris en charge par le budget de l'Etat.

Or, dans cette nouvelle convention, si on se rapproche de la répartition 2/3-1/3, la perspective 50-50 reste encore très éloignée. Le protocole du 29 octobre souligne que « cette majoration (de 0,38 %) est répartie exceptionnellement à parts égales entre employeurs et salariés pour la durée de la présente convention », les dispositions arrêtées en juillet dernier devant prendre leur effet lors de la future convention en 1988. Avec la hausse du 1^{er} novembre, la répartition de la cotisation s'établira ainsi : 67,03 % pour les entreprises (au lieu de 72 % avant juillet 1985) et 32,97 % pour les salariés (au lieu de 28 %).

Demain la ségrégation ?

(Suite de la première page.)

Mais toutes les familles étrangères ne partent pas, loin de là. Ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre elles sont très bien en peine de trouver un point de chute. Aussi bien la mesure envisagée a-t-elle, en filigrane, un deuxième objectif : assurer au coût le plus réduit les services de ceux qui resteront, le plus souvent employés aux tâches les plus rebutantes (3).

An risque de réduire des enfants, pourtant en situation parfaitement régulière, à la misère, voire à la mendicité : il suffit d'imaginer une famille de quatre enfants dont les ressources seraient réduites au seul salaire d'un OS ou à une rente accident du travail. Quelle solidarité pourrions-nous leur offrir ? D'ailleurs, pourquoi les accepter dans nos écoles ? Dans la voie de la ségrégation, on dévale vite la pente, comme on l'a suffisamment vu en d'autres temps, où les gauchistes s'illustraient différemment. Le Front national, lui, franchit allègrement le pas : les enfants étrangers, privés de prestations, n'auraient pas davantage vocation à la gratuité de l'enseignement... A la rue !

La rue, c'est la délinquance... N'est-ce pas à craindre que les enfants et adolescents, dont l'existence même serait ainsi officiellement niée, ne réagissent de la pire façon ? Certes, le Club 89, qui semble avoir la plus grande influence sur Jacques Chirac, recommande les solutions répressives les plus muscées (ainsi, l'état de dénoncé de l'accusé au moment de l'infraction ne sera plus pris en considération, etc.) ; seront-elles suffisantes ? On voit ce qui se passe à Dreux. Et, cercle vicieux, chacun devine le surcroît de violence que susciterait le surcroît de délinquance !

D'un point de vue juridique, il est douteux que le Conseil constitutionnel analyse une telle mesure de ségrégation, compte tenu de la rédaction du préambule ; douteux aussi qu'elle s'harmonise aisément avec l'évolution du droit international.

Ce qui est certain en revanche, c'est qu'un contre-exemple aussi monumental ferait voler en éclats notre édifice législatif sur le racisme et autres démanches analogues. Depuis 1972, celui qui refuse de fournir un bien ou un service à rai-

son de l'ethnie, la race, la nationalité, la religion de celui qui le requiert s'expose à des sanctions pénales. Mais si la collectivité nationale refuse de verser des prestations familiales aux petits maghrébins ou aux petits Vietnamiens, on ne voit vraiment pas pourquoi on condamnerait l'épicière qui refuserait de leur servir ou de servir leurs parents. Tout se tient... ou se défait.

Enfin, au plan démographique, si l'on veut susciter l'adhésion des immigrés de la deuxième génération aux « valeurs de notre civilisation » et les absorber, mieux vaudrait éviter de leur mettre préalablement au milieu les mêmes valeurs ; mieux vaudrait, dès leur enfance, leur montrer, de la France, un visage moins catastrophique.

On attend avec curiosité les réactions de ceux qui se présentent comme les champions passionnés des droits de l'homme... On attend surtout que les « autorités spirituelles » de ce pays (4) prennent clairement position.

J.-J. DUPEYROUX.

(3) Le Club 89 regrette que l'existence du SMIC conduise les employeurs à payer les mêmes salaires aux Français et aux étrangers.

(4) D'emblée prises à partie et insultées dans le chapitre consacré à l'immigration par l'ouvrage du Club 89 ; ce qui est leur faire beaucoup d'honneur. M. Le Pen s'en prend, lui aussi, à « la chimie morale ».

● Métallurgie : CGC et CFDT demandent des négociations. - Les fédérations CGC et CFDT de la métallurgie demandent, chacune de son côté, à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM, syndicat patronal) l'ouverture de négociations sur l'emploi, la formation, la durée et l'organisation du travail. La FGM-CFDT souhaite en particulier parvenir à un accord-cadre complétant et améliorant les accords nationaux antérieurs et n'ayant un éventail de solutions possibles. Elle propose une réduction de deux heures de la durée du travail en échange de l'annualisation, une formation conversion interne ou externe massive dans les entreprises ayant des problèmes d'emploi, parallèlement à une négociation sur les changements technologiques. Elle demande une garantie de la prime d'ancienneté sur le bassin d'emploi et la création de délégués interentreprises.

L'accord entre le CNPF et trois syndicats

(Suite de la première page.)

Partant de l'hypothèse, avec réticence, de la dette, d'un déficit de 9,6 milliards pour la période allant jusqu'à la fin 1987, le CNPF misait d'abord sur des économies de l'ordre de 3,5 milliards, en calculant les allocations sur le salaire net au lieu du salaire brut, avant d'accepter une hausse des entités de 0,25 %.

Les dirigeants du CNPF ont mis beaucoup d'eau dans leur vin. Les économies ne seront que de 1,9 milliard et il a fallu abandonner le salaire net. Le CNPF a dû consentir 0,38 % de hausse de cotisation, soit 9,685 milliards. Il a ainsi dû transiger avec un de ses « tabous » les plus enracinés dans la culture patronale, celui des charges, si élevées qu'elles ne pouvaient augmenter sans mettre en péril les entreprises et... augmenter le chômage. Il est sorti de ce cercle vicieux en renvoyant à plus tard cette « révision profonde » que M. Chotard appelait de ses vœux en juillet dernier. Il a cependant obtenu bien des contreparties de la part des syndicats.

Pour les organisations syndicales en effet, cette négociation était un piège. Ils avaient déjà dû accepter

de douloureuses révisions à la baisse des prestations d'assurance-chômage en novembre 1982 et en février 1984, au point de crier partout qu'on avait atteint le seuil du supportable. Ils se pouvaient, disaient-ils, après avoir accepté d'augmenter la cotisation des seuls salariés en juillet dernier, aller plus loin au risque de se faire désavouer par leurs propres troupes, au sein desquelles il y a une bonne proportion de salariés garantis dans leur emploi.

En admettant une diminution du montant de l'allocation de base (pour un chômeur qui touchait 3 250 francs par mois, la perte sera de 2,15 % assure la CGT) au profit d'une meilleure prise en charge, dans le temps, des chômeurs de longue durée, de plus de cinquante ans notamment, ils n'ont apporté une double démonstration. Tout d'abord que les « acquis », même en matière de protection sociale, ne sont jamais définitivement intouchables. Et ensuite qu'il était encore possible, en temps de crise, de faire preuve de solidarité. Une action syndicale qui en vaut bien d'autres.

MICHEL NOBLECOURT.

(Publicité)
DÉPARTEMENT DES HAUTES-DE-SEINE
DIRECTION DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS
POUR L'OUVERTURE D'ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE
COMMUNES DE BOIS-COLOMBES ET ASNIERES

CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 11
ÉLARGISSEMENT DE LA RUE DES BOURGUIGNONS
ENTRE LA RUE PAUL-BERT ET LA RUE DU GÉNÉRAL LECLERC

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 26-9-1985, il a été prescrit pour le compte du département des Hauts-de-Seine des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire concernant le projet susvisé.

Un exemplaire des dossiers concernant ces enquêtes sera déposé pendant 32 jours consécutifs, du 12 novembre 1985 au 13 décembre 1985 inclus, à la mairie de BOIS-COLOMBES, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 - le samedi matin de 9 h à 12 h.

Un exemplaire du dossier d'enquête sur l'utilité publique contenant l'étude d'impact sera également déposé pendant la même période à la mairie d'ASNIERES où le public pourra le consulter aux heures suivantes : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h ; l'après-midi, de 13 h à 17 h 30.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, aux jours, heures et en ce lieu ci-dessus. Elles pourront, de même, les adresser soit à MM. les Maires de BOIS-COLOMBES et ASNIERES, soit à M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mazart, 92700 COLOMBES, nommé commissaire-enquêteur.

A l'issue de ces enquêtes, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairies de BOIS-COLOMBES et ASNIERES, à la Préfecture des Hauts-de-Seine - Direction départementale de l'équipement - accueil du public - niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application des articles R 114 et R 1120 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

CONJONCTURE

L'endettement du tiers-monde.

- Les grandes banques jugent « constructives » les propositions américaines
- La BRI s'inquiète de l'évolution des marchés financiers

Une centaine de représentants de grandes banques internationales se sont réunis lundi à Washington, sous l'égide de l'Institut de finance internationale que préside M. André de Larosière, ancien sous-gouverneur de la Banque de France. Un porte-parole de l'Institut (organisme créé pour permettre aux banques d'échanger leurs informations sur l'état de l'endettement des pays emprunteurs) a déclaré que les participants ont en général jugé « constructives » les propositions américaines au Trésor. M. James Baker, a présenté à l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale à Séoul, et qui vise à augmenter d'environ 20 milliards de dollars les prêts bancaires nets aux pays les plus endettés dans les trois ans à venir. Selon M. Baker, les banques américaines devraient fournir 7 milliards et les autres, essentiellement européennes et japonaises, les 13 milliards restants.

Pour sa part, la Banque des règlements internationaux (BRI) fait part dans son rapport trimestriel, rendu public ce mardi et relatif au deuxième trimestre de 1985, de ses inquiétudes. Pour la première fois, ce rapport, outre les chiffres habituels, contient une analyse des transformations en cours des « structures de financements » (une telle analyse sera désormais publiée deux fois par an). Les évolutions qu'elle décrit « peuvent, selon la BRI, contenir en germe des problèmes à venir ».

Le volume d'activité du marché financier international, mesuré globalement, « a poursuivi sa vigoureuse croissance au premier semestre », avec un volume brut des émissions d'obligations et de « notes » (obligations à court terme), des « facilités d'émissions d'effets à moyen terme » (NIF) et des crédits eurobancaires consensuels pour un montant global de 116 milliards de dollars, contre respectivement 71 et 92 milliards pour

les premier et second semestres 1984.

La BRI essaye d'estimer à quel volume de financement « nets » correspond ce chiffre, étant donné que beaucoup d'émissions en obligations obligataires prennent le relais d'anciens crédits bancaires ; elle aboutit à un chiffre de 70 milliards, égal à celui du deuxième semestre de l'année précédente, et inférieur à celui du premier (80 milliards). Ce qui frappe dans ce total est la place prise par les émissions d'obligations et d'autres titres qui s'élèvent à 63 milliards (80,6 milliards en brut contre 48,6 milliards au premier semestre 1984) et le recul des prêts bancaires qui s'élèvent en net à 30 milliards (59,7 en brut contre 76,2 milliards au premier semestre 1984). Au deuxième trimestre de cette année, l'expansion des emprunts bancaires est surtout le fait des pays de l'Est européen, dont l'URSS ; les pays d'Amérique latine n'ont reçu globalement aucun crédit nouveau.

Pour ce qui est l'évolution en cours, voici les cinq sujets d'inquiétude de la BRI : 1) comme les meilleurs emprunteurs ont de plus en plus recours aux marchés internationaux des effets (obligations, etc.), il ne reste plus aux banques que les emprunteurs « à hauts risques » ; 2) de nombreux pays sont exclus des marchés ; 3) les banques, qui avaient augmenté dans un souci de rentabilité leurs opérations « hors bilan », tels précisément que les souscriptions à des émissions, voient leurs marges se réduire ; 4) la proportion croissante d'effets négociables dans leurs portefeuilles renforce sans doute leur liquidité, mais pourrait « leur créer des problèmes dans l'hypothèse d'un resserrement général du crédit », autrement dit en cas de hausse des taux d'intérêt (et donc de baisse des titres) ; 5) l'évaluation adéquate des risques est devenue très difficile tant pour les établissements financiers que pour les autorités de contrôle.

La Banque du Japon élève ses taux d'intérêt pour faire baisser le dollar

La Banque du Japon, qui s'était engagée à faire baisser le dollar à Tokyo lors de la fameuse réunion des cinq grands pays industrialisés à New-York, le 22 septembre dernier, a décidé d'utiliser l'arme des taux d'intérêt pour arriver à ses fins. Jusqu'à présent, elle était intervenue assez massivement en vendant des dollars par milliards, ce qui avait eu pour effet de ramener le cours du « billet vert » de 245 yens à 215-216 yens.

A ses yeux, un tel repli était insuffisant : elle vise la plage de 200 à 210 yens. Mais force lui était de constater qu'au niveau de 215 yens une forte résistance à la baisse se manifestait, en dépit de nouvelles interventions, les acheteurs de dollars se montrant pressentis.

Il lui fallait donc essayer quelque chose d'autre, d'autant qu'aux Etats-Unis on jugeait insuffisante la remontée du yen, de nature, on le sait, à pénaliser les exportations japonaises et à apaiser les tenants du retour au protectionnisme.

La Banque du Japon a donc mis en application le deuxième volet des accords de New-York, à savoir un relèvement des taux d'intérêt à Tokyo, pour réduire l'écart avec les taux américains, nettement supérieurs, et essayer ainsi de réduire les flux de capitaux japonais en direction des Etats-Unis.

Le relèvement a été effectué dès le jeudi 24 octobre sur le seul court terme, ce qui a eu pour effet, néanmoins, une forte chute du cours des obligations japonaises : les opérateurs tablèrent, auparavant, sur une réduction du taux d'escompte de la Banque du Japon, en accompagnement du plan de relance de la consommation intérieure, lancé par le gouvernement de M. Nakasone pour favoriser les importations et diminuer l'excédent commercial.

On soupçonne en même temps la Banque du Japon d'avoir discrètement incité les investisseurs japonais à vendre une partie de leur portefeuille américain, ce qui expliquerait la baisse des cours des obligations à la Bourse de New-York.

Le résultat est que le dollar a effectivement repris sa baisse à Tokyo, glissant à 213 yens.

On notera, toutefois, que la décision prise par les autorités monétaires nipponnes est difficilement compatible avec une relance de l'économie nationale, et, surtout, avec la politique de réduction du déficit budgétaire actuellement en cours. La dette publique de l'Etat japonais est énorme, et toute élévation des taux en accroît le fardeau.

FRANÇOIS RENARD.

AUTOMOBILE

BONNE CONJONCTURE POUR LA SUPERCAR RENAULT

La sortie de la 500 000^e Supercar des chaînes de l'usine de Flins, un an après le lancement de ce modèle, constitue une « marque tangible » du redressement engagé par la Régie Renault, a indiqué le 28 octobre M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur qui visitait l'atelier de tôlerie (1 200 personnes, 66 robots).

« La montée en cadence du nouveau modèle a montré que la Régie disposait des atouts techniques et commerciaux nécessaires », a souligné de son côté le président, M. Georges Besse.

Avec 500 000 voitures produites en un an, la petite Renault se situe donc à un bon niveau face à ses rivaux Fiat Uno, Golf Volkswagen ou Peugeot 205. Les ventes, qui avaient démarré doucement en France, ont « décollé » depuis quelques mois, et la Supercar représente 10,4 % du marché français depuis le début 1985, juste derrière la 205, avec 13,4 %.

Tout en soulignant qu'il s'agit « d'un dommage de dénigrement », M^{me} Cresson a reconnu, comme le président Besse, que le constructeur national traversait « une période difficile », impliquant « efforts et sacrifices de l'ensemble des porteurs ».

Parlant du renouvellement des modèles, M. Besse a précisé : en 1986, « Renault aura la gamme la plus jeune d'Europe, et sera donc la plus moderne ». La Régie s'apprête à lancer dans les prochains mois une nouvelle voiture de milieu de gamme pour remplacer la R-18.

Le même jour, la cinquième BX, est sortie des usines Cléon de Rennes, et a été offerte à un ouvrier de l'entreprise, gagnant d'un concours interne consacré à la sécurité. La BX, fabriquée à raison de 1 035 exemplaires par jour à Rennes, constitue l'essentiel de la production de l'usine, dont la moitié est destinée à l'exportation dans toute l'Europe.

Aux Etats-Unis, la filiale (à 46,5 %) de Renault, American Motors Corp. (AMC), continue à vivre des jours noirs. Elle a annoncé une perte nette de 19,1 millions de dollars pour le troisième trimestre, portant à 118 millions de dollars ses pertes depuis le début de l'année. L'an dernier, AMC avait enregistré un profit de 2,5 millions de dollars au troisième trimestre et de 15,5 pour toute l'année.

En revanche, Chrysler a annoncé, au moment même où ses ouvriers reprenaient le travail après douze jours de grève, une nouvelle hausse de ses bénéfices nets, qui ont atteint le montant record de 316 millions de dollars au troisième trimestre (+ 20,8 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA

Le conseil d'administration de la société MATRA, réuni sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère le 22 octobre 1985, a pris connaissance des comptes de la Société arrêtés au 30 juin 1985.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 s'élève à 2 445 millions de francs contre 2 674 millions de francs pour la période correspondante de 1984. La baisse de recettes sur la première partie de l'année sera compensée au deuxième semestre, l'ensemble de l'exercice devant se traduire par un chiffre d'affaires équivalent à celui de 1984.

Le résultat net s'élève à 32,7 millions de francs après capitalisation d'un profit de 43,9 MF représentant d'une créance sur l'Etat en application du régime fiscal de report en arrière des déficits.

Pour l'ensemble de l'exercice 1985, les résultats, aussi bien de la société mère que du groupe, enregistreront par rapport aux prévisions initiales des écarts tantôt positifs (Automatism, Automobility), tantôt négatifs (Solex, Informatique, Composants), qui se compensent. L'amélioration des comptes des filiales programmée pour 1985 est donc confirmée. Cependant, conformément à la politique poursuivie et réaffirmée à l'occasion de la dernière assemblée générale, la volonté de réaliser la totalité des opérations de restructuration nécessaires à la bonne évolution du groupe avant la fin de 1985 risque probablement de générer des charges complémentaires qui alourdiraient alors les comptes de l'exercice. Si tel était le cas, les résultats de 1985 pourraient être inférieurs à ceux de 1984.

Locafrance

PROGRESSION DU GROUPE : + 19 %

Les trois premiers trimestres de l'exercice ont été marqués par un nouvel accroissement de l'activité du groupe. Les opérations mises en place par Locafrance ont progressé de 7 % par rapport à la période de référence de l'exercice antérieur ; pour l'ensemble des sociétés du groupe, la progression est beaucoup plus sensible et s'élève à 19 % du fait d'un développement très rapide des filiales de location financière, notamment dans les secteurs de l'informatique et de la bureautique.

Le résultat financier de Locafrance en 30 juin 1985 a atteint 40,8 millions de francs contre 33,5 millions de francs au 30 juin 1984, résultat qui permet de couvrir 4,7 millions de francs d'amortissement de frais d'émission d'emprunt obligataire et d'augmentation de capital.

Les résultats financiers de l'exercice devraient permettre une nouvelle progression de la rentabilité distribuée. Rappelons que l'exercice du droit d'option sur les bons de souscription 1985 doit normalement conduire à la création de 200 000 actions nouvelles.

GAZ DE FRANCE. TOUTE NOTRE ENERGIE EST POUR VOUS.



OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

Du 15 octobre au 15 novembre 1985 le Gaz de France offre aux porteurs des obligations GDF 8,5% avril 71 et 8,5% février 72 de les échanger contre des titres participatifs.

Visa COB N° 85-306 du 14-10-85. Pour obtenir gratuitement la notice COB et pour tout renseignement, adressez-vous à votre banque, à votre agent de change ou à la Caisse Nationale de l'Energie.

FONDS D'INTERVENTION SIDERURGIQUE

EMPRUNT DU 28 OCTOBRE 1985 garanti par l'Etat 500 millions de francs

11,80 %

Emission de 100.000 obligations de 5 000 F. Prix d'émission : 4 987 F. Jouissance, règlement : 12 novembre 1985. Durée : 9 ans. Amortissement : in fine.

Taux de rendement actuariel brut :

11,85 %

Une fiche d'information (visa Cob n° 85-322 du 23/10/85) peut être obtenue sans frais auprès du F.I.S. - 56, rue de Lille, 75007 PARIS, et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

F.I.S. Fonds d'Intervention Siderurgique

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

Emprunt 10,70% octobre 1985 à bons de souscription d'obligations

GARANTI PAR L'ETAT

Emission de 160 000 obligations de F 5 000 nominal, chacune assortie d'un bon de souscription à une obligation.

- Prix d'émission : 97,30 %, soit F 4 865 par obligation.
- Date de jouissance et de règlement : 12 novembre 1985.
- Intérêt annuel : 10,70 %, soit F 535 par titre, payable le 8 août de chaque année ; pour la période du 12 novembre 1985 au 7 août 1986, il sera mis en paiement, le 8 août 1986, un coupon de F 535 identique au coupon annuel.
- Taux de rendement actuariel brut : 10,50 % au 12 novembre 1985.
- Durée totale : 14 ans, 269 jours.

- Amortissement normal : en 4 tranches égales à partir du 8 août 1996 : — soit par remboursement au pair, — soit par rachats en Bourse.

Remboursements le 8 août des années 1997, 1998, 1999 et 2000.

Chaque bon de souscription donne le droit de souscrire à une obligation nouvelle qui sera entièrement assimilée aux obligations 10,70% octobre 1985.

- Prix d'émission de l'obligation nouvelle : 97,30 %, soit F 4 865.
- Délai d'exercice des bons de souscription : jusqu'au 8 août 1986 inclus.
- A partir du 9 août 1986, les bons de souscription auront perdu toute valeur.
- Date de jouissance et de règlement : 8 août 1986.
- Intérêt annuel : 10,70 %, soit F 535 par titre, payable le 8 août de chaque année et pour la première fois le 8 août 1987.
- Taux de rendement actuariel brut des obligations nouvelles : 11,10 % au 8 août 1986.
- Durée totale : 14 ans.

Catation : les obligations de chaque tranche ainsi que les bons de souscription seront admis à la cote officielle (Bourse de Paris). Une note d'information (visa COB n° 85-321 du 23 octobre 1985) est mise gratuitement à la disposition du public. Bata du 28 octobre 1985.

Handwritten text in Arabic script.

28 OCTOBRE

Cours inf.	Dernier cours	VALEURS	Cours inf.	Dernier cours
---------------	------------------	---------	---------------	------------------

55	....	Cap Gemini Sogefi ..	7036	1038
282	285	C.D.M.E.	690	693
74	74	C. Equip. Plast.	750	755

74	74	CLORKE	180	283
75	75	CLARK, Scott	256	124 10
76	76	C. Cecil, Foreman	125	
77	77	Dallas	232	230
78	78	Douglas G.T.A.	1950	1980
79	79	Dowley	630	640
80	80	Drum	712	720
81	81	Elect. H. Damsch	737	735
82	82	Epprecht	706	718
83	83	George Gorman	478	478
84	84	Merlin International	368	368
85	85	Widening, Minner	244	244 80
86	86	M.J.M.S.	321 40	309
87	87	Humble-Denno	410	410
88	88	Old	321	328
89	89	Paula Peterson	280	280
90	90	Partridge	665	681
91	91	Procter	1950	1950
92	92	Poron	294	294
93	93	Rams	790	790
94	94	R-Sales Corporation	790	790

48	90	.....	E.C.G.P.M.	177 40	177 40
14	.....	S.E.P.	766	767	
02	50	Softex	230	231	
42	50	Sovac	900	510	
00	480	Valeurs de France	260	260 70	
19	80	18 30			
51	.....	900			
25	.....	25			
25	.....	24			

Hors-cote

ARCHÉ			
Cathay	.....	50	51
Copernic	.....	280	488
Hydro-Canada	.....	226	
Comptech	.....	264 70	

830	Rosario M.V.	124 70	125 20
126	S.P.R.	136	136
689	Thorn at Malibou	568	238
288	U.S.	350	....

730	Union Broerwines ...	138 20	138
Emission	Rachet	VALEURS	Emission
incl.	net		Rachet
			net

3/10

477 41 0	Placement en-tourne ..	61852 21	61852 21
71 05 96	F.M.E. St-Henri ..	298 41	298 88

11172 08	Priv Association	21029 42	21029 42
57538 87	Province Investing		
113 14	Rentac	154 04	151 76

11 48	538 02	Reverus Triennale	154 04	751 76
36 3	445 21	Reverus Vart	5517 68	5483 03
39 37	478 73	St-Honore Bio-chem	520 90	497 28
1153 28				

1153 29	St-Honore Pacific	381 47	384 17
1269 26	St-Honore Rail	10647 62	10694 66
891 24	St-Honore Rendimento	11814 21	11753 64
448 17	St-Honore Technol	603 72	5768 34
573 61	Sécurité	10392 26	10381 88

57	311 19	S&C. Mobil. Div. ...	350 48	334 59
307	403 89	Selection-Random ...	175 84	171 55

3 77	1524 50	Select, Vol. Franc.	230 15	219 86
4 39	824 81	Synopsis Aerologistae	59086 32	59086 32
3 46	406 33	Synopsis, coat name	58845 40	58845 40
3 46	18980 46	Synopsis, Obituaries	55887 74	55887 74
6 68	617 26	Synopsis, French BPI	867 35	677 18
7 21	226 45	Synopsis A.E.F. CFI	1032 19	1015 84
4 34	214 17	Synopsis Anomima	1281 03	1258 51
3 26	140 86	S.F.I. list, at det.	467 47	446 27
8 14	18252 09	Synopsis	601 69	574 41
5 47	186 65	Synopsis 5000	243 71	232 88
2 21	686 12	Synopsis	369 14	352 40
0 06	17222 06	Synopsis	232 31	317 24

08	1777 06	Singapore	232 57	312 44
08	2343 46	Singapore	201 59	192 41
25	8208 16	Singapore	346 97	330 28
33	488 40	S.L.-Est	1058 27	1011 24
33	343 04	S.L.G.	781 01	728 17
58	5448 08	S.N.L.	1041 77	984 53
60	415 76	Sofimmet	431 56	411 99
14	112 78	Sopaparna	331 19	319 22
34	5857 32	Sopner	871 98	832 44
07	13054 52	Sopniter	1073 24	1024 57

86	883 88	Technic	473 02	364 29
87	448 33	(I.A.R. Institute	898 99	953 09

98	63981 88	Uni-Associations	114 55	114 55
88	516 38	Unifrance	304 92	261 08

711	1054 88	Unifonier	901 81	881 01
26	1205 18	Uni-Geräte		

36	1099 15	Unigestion	660 99	831 02
73	105 71	Uni-Japan	1038 12	991 06

14	604 43	Uni-Região	1891 30	1805 54
31	13679 58	Uruaçu	1914 48	1851 54

25	483 28	Univ.	158 43	158 43
41	1040 37	Univ.-Obligations ..	1199 27	1159 B4

91	1040 37	Comptroller's Office	1199 27	1189 84 4
96	1376 43	Valencia	361 58	373 82
17	245 94	Valencia	1333 47	1332 14

17	246 94	Vallory	1333 47	1332 14
22	513 81	Vallwood	71422 09	71350 74

: coupon détaché; * : droit détaché;
: offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

--	--	--	--	--	--

: coupon détaché; * : droit détaché;
: offert; d : demandé; e : prix précédent

--	--	--	--	--

VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS						
Cotations	VALEURS	précéd.	Plus haut	Plus bas	Différence	Cotations	VALEURS	précéd.	Plus haut	Plus bas	Différence	Cotations	VALEURS	précéd.	Plus haut	Plus bas	Différence	Cotations	VALEURS	précéd.	Plus haut	Plus bas	Différence	
1538	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1539	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1540	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1541	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1542	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1543	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1544	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1545	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1546	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1547	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1548	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1549	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1550	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1551	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1552	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1553	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1554	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1555	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1556	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1557	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1558	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1559	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1560	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1561	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1562	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1563	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1564	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1565	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1566	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1567	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1568	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1569	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1570	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1571	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1572	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1573	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1574	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1575	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1576	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1577	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1578	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1579	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1580	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1581	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1582	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1583	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1584	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1585	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1586	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1587	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1588	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1589	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1590	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1591	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1592	4,5 % 1975	1555	1556	1657	+ 0 11	177	BP-Aquitaine	184	183	80	246	404-Paribas	246	248	246	246	50	0 53	230	Valéry	245	249	249	+ 1 63
1593	4,5 % 1975	1555	1556	1657</																				

Le Monde

La femme d'Andreï Sakharov serait autorisée à se rendre en Occident

Selon le quotidien ouest-allemand *Bild Zeitung*, M^{me} Elena Bonner, épouse du physicien soviétique Andreï Sakharov, a été autorisée à se rendre « immédiatement » en Occident pour y suivre un traitement médical. Le quotidien à grand tirage, qui a déjà bénéficié à plusieurs reprises de confidences « d'intérieurs » habituels du KGB, cite des « sources dignes de foi » à Moscou. Sur place, le journaliste Victor Louis a confirmé ce mardi matin cette information, sans vouloir dire s'il l'avait lui-même transmise à la *Bild Zeitung*. M. Victor

Louis, qui est souvent mis à contribution dans ce genre d'affaire, a ajouté qu'il n'y avait pas de doute sur le fait que M^{me} Bonner serait autorisée à se rendre en Occident et qu'il ne s'agit pas seulement d'un billet d'aller.

M^{me} Bonner souffre des yeux depuis des années et a déjà subi dans le passé une opération en Italie. Elle est assignée à résidence à Gorki, où son mari a été forcé de s'installer dès janvier 1980. Le couple est désormais coupé de tout contact avec le monde extérieur. — (AP, Reuters, AFP.)

Relations publiques

Des rumeurs persistantes sur une prochaine autorisation d'émigrer pour un nombre important de juifs d'URSS et, à présent, cette information, venue de toute évidence des Soviétiques eux-mêmes, concernant M^{me} Sakharov : à quelques semaines du sommet Reagan-Gorbatchev, il devient parfaitement clair que les dirigeants soviétiques sont en train de jouer un gros coup et de se lancer dans une opération de relations publiques qui vise l'opinion, et à travers elle l'administration américaine.

Il est bien sûr trop tôt pour savoir dans quelle mesure ce qui est pour l'instant l'objet de rumeurs ou de confidences dirigées se traduira dans les faits. Mais il semble à peu près certain, désormais, que quelque chose se passera d'ici peu. Les Soviétiques se sont trop avancés à présent, et on voit mal comment ils pourraient se dispenser de faire les gestes attendus.

Des gestes, d'ailleurs remarquablement calculés, puisqu'ils concernent les deux points sur lesquels le grand public occidental, et aussi la presse américaine, sont à la fois le plus abondamment informés et le plus sensibles. Le sort des juifs soviétiques et celui des Sakharov.

Dans les deux cas, les concessions que le Kremlin semble s'approprier à faire sont non seulement « payantes », mais aussi assez coûteuses. C'est M^{me} Sakharov qu'on autorise à aller se faire soigner en Occident — et pas son mari, symbole dramatiquement atout d'une dissidence réduite à bien peu de chose par les coups du KGB.

Et le privilège ainsi accordé à une épouse de dissident — aller se faire soigner à l'étranger — ne risque guère de rendre plus populaire cette famille auprès d'un public soviétique, qui doit, lui, se contenter des quelques toilettes et qui ne peut pas constamment entretenir dans l'idée

que les dissidents constituent tout simplement le parti de l'étranger. Quant à une permission de sortie pour les juifs soviétiques qui souhaitent se rendre en Occident, elle a toutes chances d'être interprétée de manière similaire par la masse des citoyens d'URSS, qui n'ont guère les mêmes possibilités, et le savoir.

Ces réserves ne doivent évidemment pas masquer le côté positif des choses : un certain nombre de cas humains vont être réglés conformément au droit des intéressés, et c'est déjà beaucoup. Mais la leçon essentielle de ces deux affaires est sans doute ailleurs. M. Gorbatchev est décidément beaucoup plus habile que ses prédécesseurs à prendre la mesure des Occidentaux, et M. Reagan, à Genève, mais aussi devant le Congrès américain, devra s'accommoder de ces nouveaux accords, sur des bases purement commerciales, est totalement indépendante des discussions engagées entre les deux groupes français et Ryad au sujet du contrat triennal de fourniture de pétrole libanais depuis plus de dix ans les deux pays, qui vient à échéance à la fin de l'année.

JAN KRAUZE.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

La consommation des ménages en biens manufacturés a été plus forte que prévu

La reprise de la consommation des ménages depuis le début de l'année en biens manufacturés est beaucoup plus forte que prévu. Cette constatation a amené l'INSEE à réviser sa note de conjoncture de juillet dernier avant la publication de celle de décembre. Une démarque inhabituelle qui permet de remettre en perspective les résultats attendus pour la fin de 1985.

L'Institut national de la statistique s'attend à une croissance de la consommation totale de 2 points pour 1985. La production industrielle, qui avait manqué le pas en début d'année, retrouverait une

croissance de l'ordre de 1 % par trimestre sur la seconde moitié de l'année. L'augmentation de la demande intérieure (qui concerne les biens durables, et notamment l'automobile) a provoqué une accélération des importations d'autant plus forte que les chefs d'entreprise ont tardé à croire à la reprise. L'évolution des échanges extérieurs, les produits manufacturés s'en sont trouvés quelque peu dégradés. L'ajustement de l'offre à la demande ne s'étant pas fait à temps, les importations de biens manufacturés ont progressé au troisième trimestre, tandis que les exportations diminuaient, les industriels français ayant tendance à se porter en priorité sur le marché intérieur en cas de reprise. Si au quatrième trimestre l'appareil productif se montre capable de répondre à une activité plus soutenue, on pourrait assister à un rééquilibrage de nos échanges industriels. Les pertes de parts de marché à l'exportation ne sont pas moins sensibles en moyenne sur l'année. Seule la baisse du dollar, de l'ordre de 10 %, en allégeant la facture énergétique, permettrait de maintenir les perspectives d'un déficit commercial d'environ 20 milliards de francs.

L'INSEE s'interroge sur les raisons qui ont poussé les ménages à accroître leur consommation alors que l'augmentation du pouvoir d'achat de leur revenu disponible est très faible au premier semestre (après, il est vrai, un recul de 0,7 % en 1983 et encore en 1984). Ils n'y sont parvenus qu'en tirant sur leur épargne, dont le taux a fortement baissé (11,9 % au premier et sa deuxième trimestre 1985 contre une moyenne de 13,4 % en 1984). On peut voir deux explications à cette baisse imprévue, selon l'Institut, de la conjoncture : une anticipation sur les gains de pouvoir d'achat que doit procurer les allègements fiscaux sur le second semestre (avec en prime le remboursement de l'emprunt obligatoire de juin 1983) ; une réduction transitoire du besoin d'épargne.

Ces allègements fiscaux se combinent avec un ralentissement des prix à la consommation assurément une progression du pouvoir d'achat des ménages pouvant atteindre 1,5 % à 2 % par trimestre, alors qu'il a baissé de 0,3 % au premier trimestre et augmenté de seulement 0,5 % au deuxième. Les commerçants interrogés en septembre ont confirmé cet optimisme à propos des biens de consommation non alimentaires.

Le ralentissement des prix à la consommation constaté en août et en septembre (dû pour partie à l'abondance de production de fruits et légumes et surtout à la baisse des produits pétroliers exprimés en dollars) laisse espérer un taux d'inflation égal à 5 % de décembre 1984 à décembre 1985.

F. S.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

LA FIN DU « CONTRAT JOBERT » ?

Elf et Total concluent de nouveaux accords avec l'Arabie saoudite

Est-ce la fin du célèbre contrat « Jobert » ? Les deux compagnies françaises, Elf et CFP-Total, ont conclu avec l'Arabie saoudite deux nouveaux accords de fourniture de pétrole brut à des prix de « netback », c'est-à-dire basés sur les cours de produits raffinés sur le marché libre. Valables six mois, à compter du 1^{er} novembre, ils prévoient l'achat par les deux groupes de 25000 barils/jour de brut chaque, soit au total l'équivalent de 2,5 millions de tonnes sur une base annuelle. Officiellement, la signature de ces nouveaux accords, sur des bases purement commerciales, est totalement indépendante des discussions engagées entre les deux groupes français et Ryad au sujet du contrat triennal de fourniture de pétrole libanais depuis plus de dix ans les deux pays, qui vient à échéance à la fin de l'année.

Dir : « contrat Jobert », il avait été conclu pour la première fois à la fin de 1973, juste après le premier choc pétrolier, et constamment reconduit depuis. Les quantités livrées d'ont toutefois cessé de diminuer, passant de 12 millions de tonnes/an au maximum à 3 millions de tonnes/an depuis 1983. En conséquence, les achats de pétrole saoudien par la France n'ont cessé de baisser : 46 millions de tonnes en 1981, soit 51 % des importations totales de brut, ils sont tombés à 8,5 millions de tonnes (12 % du total) l'an passé, et à seulement 1,36 million sa cours du premier semestre 1985, soit moins de 4 % des achats français.

En pratique, on voit mal comment ce contrat plurianuel pourrait désormais être reconduit en sus des deux nouveaux accords commerciaux à court terme conclus avec Elf et Total. Le gouvernement français

En Nouvelle-Calédonie DES INCONNUS ONT TENTÉ D'INCENDIER LE SIÈGE DU FLNKS A NOUMÉA

De notre correspondant Nauméa. — Une quinzaine d'inconnus casqués et vêtus de treillis militaires ont essayé de détruire par le feu le siège du FLNKS, principal organisme de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) dans la nuit du lundi 28 au mardi 29 octobre à Nouméa.

La vieille maison en bois qui abrite également le siège de l'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS, avait été déjà dans le passé la cible de nombreuses attaques anti-indépendantistes et elle a une fois de plus résisté.

Le commando a commencé à casser portes et fenêtres, et à saquer la rue de chaises et de tables, puis de se réunissent habituellement les membres du bureau politique du FLNKS. Puis il a répandé de l'essence et mis le feu. Mais une femme qui dormait dans l'arrière-cour a été réveillée par le bruit et a donné l'alerte. L'incendie a été maîtrisé à l'aide d'un tuyau d'arrosage avant même l'arrivée de la police et des pompiers. Les membres du commando avaient alors disparu.

Cette nouvelle attaque d'assaut indépendantiste, venant après les provocations délibérées de groupes anti-indépendantistes dans la nuit de vendredi à samedi dernier dans le centre ville de Nouméa, semble être le signe du développement d'une nouvelle stratégie de la tension de la part de la frange la plus dure, parmi ceux qui s'appellent eux-mêmes les « loyalistes ».

(Inserm.)

Sur le vif

Il pleut

Je l'ai mauvaise, aujourd'hui. Je suis d'une humeur de chien. Ça fait des semaines qu'il n'a plu sur Paris, et ce matin, à la radio, entre RTL et Europe 1, ils n'ont même pas été fichus de me dire de prendre un parapluie. Moi, quand je sors de chez moi, à 6 h 20, il fait nuit noire. Jusqu'à la station de métro, ça fait une trotte. Et là, j'étais l'air fin avec mes chaussures blanches toutes croisées et mon sac de gym porté à bout de bras au-dessus de ma tête pour me protéger de la pluie.

A quoi ils pensent, les mecs derrière leur micro ? A qui ils croient qu'ils s'adressent, comme ça au réveil ? A des gens étirés de sommeil qui se préparent à aller au boulot après avoir déposé les mêmes à la crèche ou chez la nourrice. S'ils trimbalent leur transistor de la cuisine à la salle d'eau, c'est pas tellement pour entendre des plaisanteries vagues ou pour répondre à des questions absurdes du genre : « qu'est-ce que c'est qu'un chimène et à quoi ça sert ? C'est pour savoir l'heure qu'il est : sors

de là, vite fait, tu vois, je suis déjà en retard. Et le temps qu'il fait : faut lui mettre ses bottes au petit, ça ont dit que... »

C'est ça qu'on veut savoir : ce qu'il faut, mettre, ce qu'il faut prendre, un cache-nez ou un imper. Concrètement, pratiquement, l'air du temps de me donner des précisions chiffrées. Sauf s'il fait - 20°C, de toute façon ça ne me dit rien. 4°C ou 8°C, ça veut dire quoi ? Qu'il fait froid, ou très froid ? Un froid sec, ou un froid humide ? Franchement, c'est pas la mer à boire. Je ne leur demande pas de me dire s'il va pleuvoir. Je leur demande de me dire s'il pleut. Vous me direz, ils ne peuvent pas le savoir, il n'y a pas de fenêtre dans les studios. D'accord, mais, bon, pendant qu'ils passent un disque, ils pourraient quand même sortir dans le couloir et demander à quelqu'un qui vient d'arriver s'il fait beau ou s'il fait mauvais. Parce que, s'il faisait compter sur M. Météo !

CLAUDE SARRAUTE.

L'ENQUÊTE DU SÉNAT SUR TDF Une machine de guerre contre le monopole de diffusion

Pas de fréquences cachées, pas de gisement inexploité jalousement protégé par l'opacité bureaucratique : la commission d'enquête sénatoriale sur l'établissement de France, qui a remis son rapport le 29 octobre, n'apporte pas de révélations fracassantes. Lancée par les sénateurs républicains indépendants, cette machine de guerre contre le projet de loi sur les télévisions privées ne risque pas de remettre en cause l'essentiel des décisions prises le 31 juillet. Reste, sous la plume des sénateurs Charles Pasqua et Jean-Louis Pons, une bonne analyse des stratégies de TDF dans l'attribution des fréquences et une critique efficace des ambiguïtés d'un monopole.

Dans la première partie, consacrée aux radios locales privées, le rapport des sénateurs affirme que TDF joue sur les fréquences réservées au développement ultérieur du service public pour satisfaire, avec parcimonie, les demandeurs privés. Il refuse les vœux face à l'établissement de France, qui a refusé de céder la fréquence de 101,2 MHz à la radio de Paris, en suggérant une interprétation. TDF aurait d'abord imposé aux stations locales une puissance de 500 watts, puis laissé se construire des émetteurs beaucoup plus puissants et, enfin, agité le spectre d'un brouillage de la navigation aérienne pour placer les stations locales devant un seul choix : disparaître ou traiter avec l'établissement public.

Or, affirment les sénateurs sur la foi d'une contre-expertise, ce n'est pas la puissance des radios qui gêne les avions mais le mauvais réglage des émetteurs. Un simple contrôle technique suffit à y remédier. Au prix d'un tour de passe-passe, TDF aurait ainsi réussi à reprendre ce que la loi lui avait refusé : la gestion des émetteurs de radio privées. Devant une Haute Autorité d'impartialité, concluent les sénateurs, TDF détermine à la fois l'espace de liberté autorisée et le contrôle sur utilisation.

Le dossier consacré à la télévision est moins consistant. Toutes les contre-expertises sollicitées par les sénateurs confirment peu ou prou les conclusions du rapport Brezin : il n'y a pas de fréquences pour un cinquième réseau national ; il existe seulement trois fréquences dans un certain nombre de villes. Aller plus loin impliquerait une modification loque et coûteuse de tout le réseau français. Vent-on dégrader six fréquences sur Paris ? Il faut enlever de Meudon et demander à 80 % des téléspectateurs de changer leurs

antennes. Vent-on desservir les dix millions de téléspectateurs de la région parisienne (au lieu des six millions prévus aujourd'hui) ? Il faut élargir les fréquences périmétriques en brouillant les émissions de service public pour un million de Parisiens.

A court terme, la marge de manœuvre est pratiquement nulle. Selon le rapport, il faut attendre, pour améliorer la situation, que tous les Français aient des téléviseurs modernes plus sélectifs, que le câblage permette de supprimer certaines zones d'ombre, que le satellite libère des fréquences au sol.

En attendant, les sénateurs se contentent de souhaiter une réforme des procédures d'attribution des fréquences. Un comité interministériel devrait définir une politique et dégager des priorités entre les différents utilisateurs. Une « autorité indépendante » donnerait toute la publicité aux informations techniques de base, puis mènerait des procédures d'attribution publiques et contradictoires. Cette même autorité devrait assurer la justice de TDF en maintenant son président. Enfin, les télévisions privées ne seraient plus obligées de passer par l'établissement public pour leur diffusion.

Cependant, le rapport de la commission d'enquête nous laisse un peu sur notre faim et semble avoir ignoré le fond du dossier. Ainsi, le texte n'évoque jamais les enjeux industriels liés à la diffusion des nouvelles télévisions.

Si ce n'est à Thomson qui fabrique les émetteurs que lui commande l'établissement public ? Comment régir la première entreprise électronique française si on abandonne le monopole de diffusion permet à des concurrents étrangers de lui disputer un marché jusqu'à présent protégé ? Faut-il demander aux Français d'acheter de nouvelles antennes alors qu'on s'apprête à leur vendre, dans moins d'un an, les paraboles du satellite et les prix du câble ? Faut-il demander aux industriels de l'électronique de construire des téléviseurs plus sélectifs alors que la stéréophonie, la haute définition, sont les véritables enjeux des années qui viennent ?

Les réponses à toutes ces questions sont pourtant essentielles pour la survie de l'électronique grand public française confrontée à une redoutable concurrence internationale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

VÉRONIQUE MAURUS.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F

COSTUMES ET PARDESSUS 1 750 F

MESURE A partir de

NOUVELLE COLLECTION 3000 titres

L'ensemble draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE

UNIFORMES ET JENNES MILITAIRES Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra - Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

VALEURS ACTUELLES

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

6, rue d'Ulm, 75001 Paris cédex 02

Préservez votre dos fragile avec Pirelax

de PIRELAX

sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTÉBRALE

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN

37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43-67-46-35

DISTRIBUTEUR MERO PARMENTIER

هنا ان الأصل